

Champs culturels

ISSN 1253-0352

n° 4 - octobre 1996

Direction générale de l'enseignement et de la recherche



Ministère

Culture

Délégation
au développement
et aux technologies



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE LA PÊCHE ET DE
L'ALIMENTATION

REGARDS CROISÉS

L'ACTION CULTURELLE DES ÉTABLISSEMENTS AGRICOLES

Pour continuer à avoir le temps du questionnement Patrimoine, développement rural et enseignement agricole	1
Des actions exemplaires	2
De la formation à l'animation, vers l'animation rurale	4
L'art médiateur	5
Convention agriculture-culture et développement des territoires	7
La convention n'est pas un serpent de mer, je l'ai rencontrée!	11
Patrimoine, culture et tourisme	13
Balbutiements de la décentralisation	14
Médiation	16
Le rural en culture, au gré de quelques obstacles préoccupants	17
	20

ACTIONS... PASSIONS...

LES ÉCHOS DU TERRAIN	22
----------------------	----

Le lecteur de *Champs Culturels* sait l'originalité, la qualité, et la variété des actions culturelles menées par les établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricole.

Ces actions, voulues par le législateur, s'inscrivent dans le cadre de la loi de 1984, qui confie à l'enseignement agricole, à côté de la mission de formation, une mission d'animation rurale, dont la fonction est de renforcer, dans un enseignement professionnel, la relation au milieu, l'éducation à la citoyenneté et, à terme, la professionnalité des diplômés.

Parce qu'il articule une pédagogie ouverte sur le milieu et la participation de l'établissement au développement rural, ce dispositif original (mis en oeuvre par des professeurs d'Éducation socioculturelle) a profondément marqué la culture des établissements agricoles. *Champs Culturels* s'en fait largement l'écho, et l'accueil que reçoit la revue montre que les problématiques développées ici sont bien au centre des préoccupations des acteurs sociaux et culturels qui travaillent pour le milieu rural, qu'ils soient ou non dans l'enseignement agricole. Avec ses partenaires (ministères de la Culture, de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports, collectivités locales, associations d'éducation populaire,...) l'enseignement agricole participe efficacement à la formation des citoyens et au développement des territoires. Des rapports récents viennent d'ailleurs de réaffirmer tout l'intérêt de ces actions spécifiques, pour la communauté scolaire comme pour le milieu rural. Paradoxalement, sur le terrain, la mise en oeuvre de l'animation culturelle reste encore incertaine: les moyens humains et financiers ont besoin d'être renforcés, le partenariat d'être conforté, et les acteurs d'être encore mieux soutenus et reconnus dans l'exercice d'une mission qu'il importe désormais de pérenniser. Dans ce numéro, *Champs Culturels* propose donc au lecteur de réfléchir sur les enjeux socio-économiques, environnementaux, pédagogiques et culturels de la mission d'animation rurale, en croisant le regard des acteurs de terrain avec celui des universitaires en sciences sociales. Pour ce numéro, nous avons demandé à Jean-Charles Bérardi, du département «médiation culturelle» de l'université d'Aix, de présenter ce dossier.

Le comité de rédaction

Photo de couverture:
NUIT-JOUR
Claude Lévêque
Monieux
In situ
1996

Photo © Théo Koolman

L'action Culturelle des établissements agricoles

POUR CONTINUER À AVOIR LE TEMPS DU QUESTIONNEMENT

Le dossier de *Regards Croisés* est consacré à la mission de développement culturel que remplissent les établissements agricoles depuis la loi de 1984. Cette mission s'exerce à partir du travail de formation qu'accomplissent notamment les professeurs d'éducation socio-culturelle, et également à partir de leurs actions de terrain, réalisées avec les élèves eux-mêmes, en partenariat avec de multiples acteurs du monde rural. Les articles de ce dossier développent les valeurs et les enjeux de ces actions, leur importance dans la formation des jeunes, futurs acteurs du monde rural et de son économie. Pour les élèves, ces opérations culturelles sont bien souvent leurs premières expériences en grandeur nature, elles les forment à l'action et les ouvrent aux logiques d'animation de pays. Par là, les questions liées au territoire, à la vie d'un pays, à sa culture, sont posées à tous, comme des questions citoyennes, quel que soit le métier auquel on se prépare. Ici, la culture n'est pas question de profession mais de conviction, de regard à porter sur le monde. Impérativement.

Déjà unique dans le système éducatif de la République, ces enseignements et les actions conçues et réalisées dans ce cadre ont la particularité d'être bien souvent développées dans des logiques partenariales les plus diverses. Des institutions coproductrices, ou destinataires de ces actions, participent en effet à ces opérations, et le cadre pédagogique, hors des contraintes de production, permet alors de tenter des expériences que ces institutions peuvent avoir du mal à oser seules. Ainsi, on a pu dire que ces enseignements, véritables

laboratoires, avaient été le point de départ de logiques d'aménagement du territoire que les pouvoirs publics ou les partenaires avaient, dans un deuxième temps, pu développer à plus grande échelle. Par là, la fragilité d'un cadre pédagogique (au regard des contraintes d'efficacité et de production) a pu s'avérer fructueuse, et «perdre du temps» à former des jeunes a pu servir à en gagner.

Aujourd'hui, la fragilité de ces situations bien souvent expérimentales, le temps qu'il faut alors savoir prendre, sont autant de conditions que notre époque prête de moins en moins à nos concitoyens pris de plus en plus dans des logiques d'efficacité, de rentabilité pas toujours propices à l'ouverture à soi-même et à plus forte raison aux autres. L'éducation socio-culturelle, pas plus que l'enseignement agricole, ne semble échapper à notre époque soit-disant moderne, ses conditions de travail semblent fragilisées, et ses valeurs attaquées, comme minées de l'intérieur par des critères d'évaluation que la pensée gestionnaire impose, ici comme ailleurs.

Assurément, l'écriture des articles de ce dossier, leur mode d'énonciation, portent la trace d'une situation devenue précaire et beaucoup de choses me semblent se placer sur le mode de la défensive.

Tout se passe (du moins s'écrit) comme si, avant même qu'un projet artistique soit posé, on avait désormais reçu des objectifs à atteindre. Une fin *a priori* est comme désignée... et on voudrait que la «créativité» des jeunes puisse continuer à se déployer simplement? Ici, comme ailleurs, l'idée que l'on se fait de l'avenir est ce qu'il y a de mieux pour gâcher le présent: celui des

jeunes, de leur capacité productrice, de leur inventivité. Et on voudrait que l'éducation socio-culturelle soit encore productrice? Parlée ainsi, elle ne peut devenir que reproductrice de valeurs produites ailleurs et importées doctement sur l'espace rural. Parmi ces valeurs de l'action culturelle posées *a priori* (actions posées pourtant comme devant être toujours nouvelles??), il y en a une que je voudrais soumettre à réflexion, et rapporter aux valeurs prêtées non pas à la culture, mais à l'art, car ce n'est, je crois, pas la même chose.

Dans ces pages, à plusieurs reprises, il est question de *lien*, de *communautaire*: la culture est alors parlée comme un ensemble d'opérations chargées de réduire... la fracture sociale. Par la culture, on va être bien, ensemble. Tous ensemble. Beaucoup de choses semblent se passer (ou s'écrire) comme si le monde rural avait perdu sa communauté primitive, son unité, sa permanence, et que la culture devait ré-aménager tout ça. Refaire lien symbolique là où l'économie, la sociologie, la démographie nous décrivent désordre, mutation, différence, séparation, bouleversement.

apprendre à être debout face à nos
différences

Je crois que les actions culturelles n'ont pas plus à nous faire croire aux lendemains qui chantent qu'au pays retrouvé dans son équilibre et son harmonie tranquille. L'enjeu me semble plutôt de nous apprendre à devenir adulte, de faire certains deuils et de nous apprendre à être debout face à nos différences à mon sens irréductibles (pour beaucoup). S'il y a quelqu'un à convoquer c'est, à mon sens, certainement plus l'autre que le même dans ce qui serait le respect de notre identité, fût-elle rurale.

Dans l'affaire, l'acte artistique me paraît être d'une pertinence folle. Il ne s'agit pas d'attendre de notre corps-à-corps avec l'art de savoir enfin ce que nous sommes (stérile quête du Graal), pas plus que de savoir où nous allons (on nous en a trop dit), il s'agit de nous laisser suspendre à la question singulière d'un acte artistique, et mettre sur la place publique ce qui nous sépare, à commencer de nous-mêmes, comme apprendre à rompre avec nous-mêmes. Il s'agit d'ouvrir le plus simplement une question. Et d'arrêter peut-être un instant de devoir avoir des réponses... pour les autres.

■ Jean-Charles Bérardi
Université de Provence
secteur Médiation culturelle



photo © Chapin

PATRIMOINE,

développement rural

et enseignement agricole

Après avoir posé la spécificité du patrimoine rural et son importance dans le cadre d'une politique de développement, les auteurs posent le rôle de médiateur des établissements d'enseignement agricole entre les partenaires du développement et les différentes logiques qu'ils déploient. A travers l'exemple de la création de l'écomusée du Libournais, du jardin intérieur de la Bibliothèque Nationale de France et de la Chartreuse de Chaulnes, il est montré en quoi, lors de ces opérations, les établissements d'enseignement agricole ont pu servir d'intermédiaire entre le local et les pouvoirs publics, produire des outils de sensibilisation ou permettre une meilleure mise en phase des projets avec les dynamiques sociales culturelles locales.

Le terme de patrimoine, même s'il fait référence à un souci ancien de conserver bâtiments et traces du passé, n'est apparu que récemment, dans les années soixante-dix, pour évoquer politiques, procédures juridiques ou autres opérations conservatoires menées dans le souci de protéger de la disparition des pratiques, des savoirs, des paysages des édifices significatifs de la diversité culturelle du pays. Contrairement à une idée reçue, le patrimoine n'est pas constitué des « vestiges de l'histoire » que le temps passant nous aurait transmis, mais il est un regard que notre modernité porte sur son passé et son identité. Le patrimoine rural a ceci de spécifique qu'il exprime très largement des modes de relation que l'homme a entretenus avec la nature à travers l'agriculture, les savoirs naturalistes, les procédés de construction, la gestion de l'espace, et qu'il est le produit de

l'histoire économique, sociale, technique, de la confrontation de la ville et de la campagne. Patrimoine « plastique » selon l'heureuse expression d'Isaac Chiva, c'est-à-dire un patrimoine qui doit intégrer les transformations du monde contemporain, il ne peut-être mis sous la cloche d'une conservation trop orthodoxe : il est par définition évolutif, même si certains éléments caractéristiques doivent être strictement conservés pour en garder la trace, et seule son insertion étroite dans les politiques d'aménagement peut garantir sa transmission. On pourrait dire qu'une politique du patrimoine doit se concevoir dans le cadre d'une politique de développement, et qu'en retour les politiques de développement peuvent s'appuyer sur le patrimoine.

Établissements agricoles et patrimoine: une vieille histoire

Pour jouer ce rôle qu'on pourrait qualifier de « développeur », le patrimoine doit être reconnu, connu et approprié par les acteurs du monde rural. C'est lorsqu'ensemble se mobilisent les élus, les associations et les administrations intéressées, principalement celles qui ont en charge le patrimoine, qu'il soit naturel ou culturel, et le développement rural, que les projets avancent dans les meilleures conditions de dynamisme et de qualité. Parmi ces institutions, les établissements d'enseignement agricole peuvent jouer un rôle de tout premier plan: lieux de formation et d'éducation, souvent proches des préoccupations du territoire sur lequel ils sont implantés, ils ont aussi vocation à servir le développement culturel comme le montrent les nombreuses opérations conduites dans toute la France avec le partenariat d'équipements culturels de qualité. De nombreux établissements d'enseignement agricole ont développé des programmes résolument contemporains dans le domaine artistique, en matière d'arts plastiques ou de théâtre par exemple, poursuivant une tradition née il y a quarante ans lorsque le Ministère de l'Agriculture de l'époque passait commande de cours métrages sur l'évolution des campagnes à de jeunes cinéastes qui avaient pour nom Enrico, Doillon, Chapot... Ces établissements se trouvent ainsi, par leur histoire, par leur mission et leur positionnement entre divers mondes, en situation idéale de médiation: médiation entre le local et les modèles issus de la modernité technologique ou sociale, entre la culture et la nature, entre le patrimoine et la création artistique, entre la pédagogie et la sensibilisation.

Patrimoine: ressource ou support?

Les établissements d'enseignement agricole interviennent dans le domaine patrimonial suivant deux directions : le patrimoine est considéré comme une ressource dans des problématiques de développement ; il est également un support à des activités pédagogiques ou de promotion du territoire. Certains établissements l'envisagent plutôt d'un côté ou de l'autre, mais beaucoup développent des projets dans lesquels les dimensions pédagogiques et de développement local sont étroitement imbriquées. Un bon exemple nous est donné par l'EPLE de Libourne, en Gironde, qui a largement contribué à la création de l'écomusée du Libournais en 1980, et qui est aujourd'hui directement associé à son fonctionnement. Au départ simple musée du paysan vigneron, venant d'une inquiétude de la communauté éducative du lycée devant la disparition des traditions de la viticulture, il a progressivement étendu son terrain d'action à d'autres thématiques (la langue, l'habitat, etc...)

et a couvert l'ensemble du territoire sous la pression des collectivités locales et des acteurs sociaux. Face à d'autres musées, sa particularité vient de la place importante et originale qu'y tient l'action éducative. Dans le cadre d'ateliers pédagogiques les élèves sont sollicités pour remplir les réserves du musée, ils participent régulièrement à des collectes orales sur la mémoire et les savoirs locaux, ils apprennent à monter des expositions, à manier les outils de la communication. Le lycée est ainsi devenu un champ d'application des cours théoriques d'histoire, de français, de biologie ou de viticulture. En outre il est considéré comme un intermédiaire important entre le local et les pouvoirs publics qui le reconnaissent comme un interlocuteur privilégié du développement. Contrôlé en 1987 par la direction des Musées de France du Ministère de la Culture, il collabore avec le musée d'Aquitaine et mène des actions dans le domaine de l'art contemporain. Pour son responsable qui est enseignant à l'EPLÉ, il est « un livre ouvert » dans lequel chacun trouve sa place.

Les élèves, les arbres et la bibliothèque

L'articulation entre patrimoine naturel, patrimoine culturel, action artistique et pédagogie peut aussi prendre des formes inattendues lorsque l'imagination des créateurs rencontre la motivation des enseignants. C'est ainsi qu'à l'occasion de la création du jardin intérieur de la Bibliothèque Nationale de France le centre de ressources du lycée agricole d'Evreux a eu l'opportunité de suivre l'ensemble du chantier, depuis l'enlèvement

d'arbres de la forêt de Bord, près de Louviers, jusqu'à leur implantation après voyage par hélicoptère au centre de Paris. Autour de cette opération, la culture a été le support à plusieurs projets pédagogiques : apprentissage de la vidéo puisque l'ensemble des étapes du projet a été filmé par les élèves, programmes pédagogiques sur l'histoire des jardins et la création paysagère contemporaine (la transplantation de grands arbres, fréquente aujourd'hui, avait déjà été utilisée par Lenôtre pour les jardins du Château de Versailles), sensibilisation sur le rôle des jardins dans la ville contemporaine; mais des questions plus professionnelles ont aussi pu être abordées, comme l'alternative de la forêt à la pépinière, les techniques d'arrachage et de conservation des arbres, ou l'apprentissage du geste technique minutieusement recueilli par l'image puis analysé en atelier.

patrimoine, tourisme et population locale

Une autre forme d'intervention, plus institutionnelle, peut-être proposée. Lorsque le Conseil Général de la Dordogne abandonne l'idée de faire un vaste « Préhistoland » dans le vaste domaine des Chaulnes dont les bâtiments remontent au XVI^{ème} siècle, c'est le centre de ressources sur le développement local de l'EPLÉ qui prendra la suite pour tenter la mise en place d'un projet touristique qui soit mieux intégré à son territoire. La « Chartreuse » de Chaulnes (ici une chartreuse désigne un ancien domaine agricole) est au centre de la vie agricole de la région depuis des siècles. Elle fut propriétaire d'une grande partie des terres qui

forment aujourd'hui l'exploitation de l'EPLÉ. Chaque habitant du pays se sent concerné par ce qui peut s'y passer. Le projet de tourisme culturel qui est en cours d'élaboration, qui ne peut se faire qu'avec la participation étroite des habitants, nécessite donc un long travail de sensibilisation, d'écoute et de pédagogie. Il se décline en plusieurs entrées : accueil des touristes, organisation de séjours gastronomiques, ouverture d'un centre de formation, organisation de sentiers à thèmes, création d'expositions sur la culture et les produits locaux. L'intérêt de cet exemple, qui mériterait d'être plus largement présenté et analysé, est qu'on y voit des acteurs institutionnels porteurs d'un projet séduisant dans sa conception, qui font progressivement évoluer le contenu du programme afin de mieux prendre en compte les aspirations et les craintes de la population. Le patrimoine, d'abord envisagé dans ses dimensions monumentales, doit maintenant prendre en compte les contraintes du développement local afin de promouvoir des formes de tourisme culturel « douces », qui fonctionnent d'autant mieux qu'elles sont en phase avec les dynamiques sociales culturelles locales. Sur le fond, la réévaluation en cours du projet peut-être comprise comme le passage d'une représentation du patrimoine comme « support » à une représentation du patrimoine comme « ressource ». Si l'utilisation du patrimoine comme support pédagogique peut-être tout à fait efficace, lorsqu'on entre dans les problématiques du développement elle s'avère parfois inopportune si la population se sent mal associée au projet.

C'est dans la dynamique créée entre les établissements, les politiques locales, les aspirations des acteurs sociaux, que la préservation du patrimoine trouve sa véritable place comme outil de développement.

- *Michel Rautenberg*
DRAC Rhône-Alpes
- avec la collaboration de
- *Denise Menu*
DRAF Rhône-Alpes



Pour l'auteur, à n'en pas douter, les actions par les établissements d'enseignement agricole participent à l'animation du milieu rural concrets, J.P. Menu, Inspecteur d'Éducation pour lui, «l'entrée artistique» moteur de ce savoir sa place dans l'animation rurale. Ce d'interrogations et, on le sait mieux maintenant face aux difficultés concrètes de réalisation face à leurs détracteurs, l'auteur fait le portrait fort dans la mémoire des jeunes », mémoire tout au long d'une vie au profit de tous.

Des actions exemplaires pour la mission d'

Elles nous ont été signalées par envoi postal, elles ont toutes été réalisées dans ce premier semestre 1996. Elles ont déjà en ceci en commun, elles se parent des attributs de la communication médiatique. Les dépliants et cartons d'invitation n'ont presque rien à envier à ceux de leurs grandes sœurs, les professionnelles de la gestion culturelle. Il s'agit bien d'actions à caractère culturel. Elles sont officiellement portées par un établissement d'enseignement agricole. Toutes ont un impact, direct ou indirect, sur l'environnement de l'établissement et témoignent de manière exemplaire de la réalité de sa mission de participation à l'animation du milieu rural, par son entrée culturelle. Des élèves ou étudiants de l'enseignement agricole en sont, à un moment ou à un autre, les acteurs responsables. On y retrouve le plus souvent une classe (BTA, Bac Techno, BTS...), et l'on comprend qu'ils ont pu faire cela dans le cadre de leur programme,

actions culturelles conçues et réalisées par l'école témoignent de leur rôle. A partir de six exemples en Socio-Culturelle, dit en quoi, des actions culturelles, «peut et doit être une garantie d'ouverture, en étant un ferment de lien social. C'est ce que rencontrent ces actions, et c'est pourquoi que ces actions « sont un temps de vie qui, nous le croyons, se déploie

Exemples d'actions exemplaires pour la mission d'animation rurale

actions sociales et culturelles "photographie", regroupant treize élèves de première et terminale STAE et Bac S que le LEGTA de DIJON QUÉTIGNY (Côte d'Or) participe à l'animation du milieu rural... Avec l'artiste professionnel associé au projet l'atelier se centre sur la technique de l'exposition photographique, tout en organisant en collaboration avec les Foyers ruraux de Côte d'Or, un partenariat s'élabore avec la Poste : les bureaux de poste pourront recevoir des mini-expositions... Le LEGTA de VALENCE (Drôme) une salle d'exposition publique a été aménagée (crédits : DAR dans le cadre de la nouvelle convention Agriculture/Culture). S'y succèdent des expositions d'œuvres d'artistes contemporains, menées à des actions culturelles impliquant des élèves de BTS et de Terminale STAE qui s'inscrivent dans la programmation culturelle de l'agglomération. Le mercredi 29 mai les élèves d'une classe de BTA du LEGTA de LIMOGES (Haute Vienne) jouaient dans la salle polyvalente de Verneuil sur Vienne la pièce contemporaine d'Eugène Ionesco "Tonkin - Alger" en présence de l'auteur, après un travail exigeant avec le metteur en scène Catherine Beau. L'ensemble de la classe est impliqué, l'accueil du public assuré par les élèves, pot d'après spectacle compris... Par ailleurs, l'atelier Théâtre participe à la manifestation "Paroles des quartiers", avec un spectacle "Vide ton sac", à la rencontre d'autres populations de LIMOGES. C'est s'est enfin par le biais de la construction sonore que les élèves d'une classe de Terminale BTA du LEGTA de LIBOURNE MONTAGNE (Gironde) participent à l'animation du milieu rural. Avec un professionnel du groupe "Éclats" ils réalisent une "appellation sonore contrôlée" dans le chai de l'exploitation, création d'un parcours sonore autour des bruits du vin. Une façon audacieuse d'ouvrir les portes du chai aux amateurs de vin et aux visiteurs quotidiens. Une telle exposition de l'écomusée complète le parcours.



Nolwenn Cottance, élève de BTA, joue «Tonkin Alger», d'Eugène Ionesco, au LEGTA de Limoges.

Dans ces six exemples fournis par le hasard du calendrier et une démarche de communication, le moteur de l'action est un moyen d'expression artistique : l'œuvre plastique contemporaine, le cinéma, la photographie, le théâtre et l'univers sonore... Rien de moins agricole, rien de particulièrement rural dans cette approche, même si ça et là transparait une préoccupation spécifique (le thème de la nature, les paysages photographiques, l'environnement, l'accueil commercial dans un chai...). D'autres exemples d'ailleurs auraient pu directement ouvrir des perspectives de développement local, sur la mise en valeur d'un patrimoine : ils sont nombreux même certainement les plus nombreux. Mais le hasard a bien fait les choses : il montre que l'approche endogène (agricolo-rurale) ne peut se suffire à elle-même. L'entrée artistique peut et doit avoir toute sa place dans l'animation rurale. C'est une garantie d'ouverture, d'interrogations et, on le sait mieux maintenant un ferment de lien social. C'est une conception élargie du territoire. Antibes, les quartiers de Limoges, la Poste de Dijon-Quétigny, la ville de Sées : les lieux de nos exemples peuvent surprendre. Ils contribuent à l'élargissement des horizons, ils intègrent la Cité à l'univers rural, font entrer dans la ville un petit brin de campagne...

L'élève acteur culturel

Nous parlons d'actions... Il s'agit avant tout de l'action des élèves et des étudiants. Elle est garantie, dans nos exemples, par la pratique d'un moyen d'expression, par les démarches d'organisation et de communication. Mais le risque est grand de laisser nos apprenants sur le bord du chemin difficile. Il n'est pas toujours aisé également de faire comprendre aux partenaires qu'un élève, par définition objet d'action culturelle, peut devenir acteur culturel. Pour ne pas réduire son rôle à celui d'un simple faire-valoir, ou d'un exécutant sans

responsabilités, il faut clairement affirmer le caractère éducatif du projet, et la responsabilité de chacun : l'artiste associé, l'enseignant, les partenaires, le groupe d'élèves, tel ou tel élève en particulier. A ces conditions négociées les actions peuvent parvenir à un niveau d'exigence et d'ambition élevé, en respectant la situation d'apprentissage des jeunes, et en leur donnant de vraies responsabilités.

Quant aux enseignants, qui sont-ils? Dans nos exemples, des professeurs d'éducation socio-culturelle que leur recrutement, leurs objectifs de formation, leurs compétences préparent à la conduite de ces actions. Ils disposent, en principe d'un temps d'animation dans leurs services pour mener à bien leur mission de médiateur culturel. Pas toujours... Mais rien n'invitait expressément les enseignants concernés à réaliser avec leurs élèves ces actions là, loin des sentiers battus, de la routine. Ils ont pris des risques, la plupart dans un contexte relativement favorable : proviseurs consentants, partenaires mobilisés par une dynamique régionale (le spectacle CRARC en Aquitaine pour Libourne, la DRAP Rhône-Alpes pour Valence, le SRPD PACA pour Antibes : on ne dira jamais assez la nécessité d'une dynamique et d'une coordination régionale, et des réseaux qu'elles engendrent).

le temps de l'éducation

Un récent travail de l'Inspection de l'enseignement agricole "pour une meilleure synergie des quatre missions de l'enseignement agricole" souligne l'implication des enseignants dans les missions de développement et d'animation du milieu rural, la valorisation qu'ils peuvent trouver dans la réussite d'une pédagogie de l'action. Mais ils soulignent aussi ses exigences en temps et en moyens, la nécessaire cohésion avec le projet d'établissement et le rôle important des équipes de direction, l'obligation d'un rythme scolaire adapté...

Beaucoup d'entre eux, reconnaît le rapport, sont encore à la recherche d'une reconnaissance institutionnelle, jugée très insuffisante. D'où, chez beaucoup d'acteurs, une certaine lassitude. "Tout cela, n'a qu'un temps..." Un temps peut-être, mais un temps fort dans la mémoire des jeunes. Le temps de l'éducation, à côté de celui de la nécessaire instruction. Il nous faudra certainement travailler encore pour que ce temps se simplifie du point de vue des conditions de fonctionnement. Alors peut-être les actions exemplaires deviendront, sans se banaliser, plus ordinaires...

■ **Jean-Pierre Menu**
Inspecteur de l'enseignement agricole
Éducation Socioculturelle

A partir de l'exemple du lycée agricole de Vesoul, l'auteur raconte comment, historiquement, les enseignements d'éducation culturelle ont pu donner lieu à la création d'outils de savoir faire, de structures d'action culturelle qui, sur le terrain rural, ont fait de établissements d'enseignement agricole les acteurs incontournables d'un développement ayant pour objectif «la promotion personnelle et communautaire des hommes».

Travailler à de tels objectifs passe par la nécessité accrue d'un partenariat et une impérative mise en réseau des moyens et des bonnes volontés. Là aussi, par leur position originale dans le paysage rural, les établissements d'enseignement agricole s'avèrent être pour l'auteur, «un maillon fondamental du partenariat du monde rural».

de la formation à l'animation vers l'animation rurale

Tout a commencé à la fin des années 1970 lorsque les élèves du lycée Agricole de VESOUL "réveillaient les veillées". Sous l'impulsion du professeur d'éducation culturelle, ils sillonnaient les campagnes pour proposer des animations en soirées: clubs lecture, initiation filmique et musicale, projections cinématographiques. Rapidement victimes de leur succès, et pour répondre aux attentes pressantes des villageois, l'Association Sportive et Culturelle du lycée coordonne ses associations partenaires afin de mettre en place une Union Départementale d'Animation et de Développement du Milieu Rural (UDADMIR). Aussi ces pionniers, dans la tradition d'ouverture des établissements d'enseignement agricoles sur leur milieu, participent à la création d'activités à travers une animation qui a l'ambition d'ajouter un supplément d'âme à la qualité de la vie dans nos campagnes. Animer pour développer, c'est aussi créer des emplois, et en premier lieu celui d'un responsable départemental de la nouvelle Union qui, s'inscrivant dans le souffle de l'éducation populaire, adhère à la Fédération Nationale des Foyers Ruraux.

Le développement n'est pas à prendre dans son sens restrictif d'essor technico-économique des exploitations agricoles, il doit aller de pair avec le développement socioculturel du milieu rural avec, pour objectif, la promotion personnelle et communautaire des hommes. Prenant en compte la globalité du milieu, le développement ainsi entendu s'adresse à l'ensemble du monde rural, et non plus seulement aux agriculteurs qui deviennent minoritaires au moins en nombre si ce n'est en influence dans l'espace rural. Aujourd'hui, les notions de rural et d'urbain semblent dépassées au bénéfice de celle de pays. L'animation est alors un des piliers de ce développement global. De futile elle devient utile dans la mesure où elle participe au renouveau associatif qui tient compte des potentialités et des initiatives locales. Elle

apporte sa contribution à toutes les réflexions et actions qui visent à dynamiser le milieu d'abord sur le plan du renouveau économique, tant il est vrai que la crise de nos sociétés est globale et qu'on n'anime pas un désert. La formation initiale, en particulier en cours d'éducation socioculturelle et au sein de l'Association Sportive et Culturelle, apporte des méthodes de travail, une initiation à l'expression et à la communication sous toutes ses formes, mais aussi une découverte et une connaissance des faits et idées du monde contemporain: c'est dire qu'elle s'ouvre sur la vie. Éduquer, c'est aussi préserver, tout ce qui se passe à l'École doit être intégré dans des objectifs pédagogiques, les lycéens ne peuvent pas être absorbés par les activités de terrain, mais y être associés comme partenaires. Avec l'appui des collectivités territoriales se mettent alors en place des animations voire même des structures auxquelles les jeunes du lycée participeront. Deux exemples significatifs éclaireront notre propos.

de la réalisation d'un sentier de découverte à Cinévasion...

A l'initiative d'enseignants du lycée, la Maison de l'Environnement des Vosges du Sud, dans le Parc Régional des Ballons des Vosges, ouvre un sentier de découverte du patrimoine naturel et humain. Écologie et patrimoine se rencontrent, favorisant la mise en oeuvre de la "réforme" de l'enseignement agricole, tout particulièrement le module des pratiques sociales et culturelles, ainsi que la valorisation de projets d'élèves autour des approches pluridisciplinaires de la lecture du paysage. La réalisation concrète, avec les animateurs de la Maison, a été précédée de recherche avec les spécialistes locaux -qu'ils soient érudits autodidactes, universitaires ou responsables de l'économie de la montagne située dans la même commune de Haut du Them -Château Lambert témoignant des legs du passé. Ce sentier est

destiné à la fois aux touristes qui fréquentent cette retombée des Vosges méridionales, et aux élèves ou étudiants pour une des approches globales dans le cadre d'un stage.

cinévasion: LUDADMIR, en prenant donc le relais, poursuit et amplifie les projections organisées initialement par les élèves dans le cadre de leur association sportive et culturelle. Bénéficiant alors de la mise en oeuvre de la première convention Culture-Agriculture, l'UDADMIR crée "Cinévasion", qui se dote alors d'un équipement en 35 mm. Des projections régulières s'effectuent, accueillant aussi certains collègues ruraux. Et l'action se prolonge ensuite avec une expérience de diffusion-formation appelée Écran buissonnier, qui place les étudiants du lycée au coeur d'une animation qui intègre aussi les élèves de collèges pour une initiation au langage cinématographique et la rencontre des professionnels régionaux, avec des projections grand public.



Harmonie dans le paysage culturel en Franche-Comté: c'est à l'issue d'un stage conjoint et pluridisciplinaire destiné aux enseignants des collèges et lycéens de l'Éducation Nationale, mais aussi des LPA et LEGTA, que M. le Recteur de l'Académie de Besançon et M. le Directeur Régional de l'Agriculture et de la Forêt de Franche-Comté ont signé une convention de partenariat culturel au printemps 1996. Déjà des activités communes existaient entre les deux ministères: ainsi les correspondants régionaux "à l'école de la Forêt" mettent en place des opérations dans une région, "forte, fertile, fascinante et forestière ! Dans le département de la Haute-Saône l'opération cinéma "écran buissonnier" allie diffusion animation création et pédagogie à partir du LEGTA Vesoul - Munier en direction de nombreux collèges du département avec l'appui de circuits itinérants et de l'UDADMIR (foyers ruraux).

Le 7^e art toujours : le lycée Lumière de Luxeuil les Bains ouvrira les portes de son festival pour scolaires aux créations vidéos des établissements agricoles.

Le GRAP de Franche-Comté et la MAPPEN ont proposé un stage conjoint sur la notion de paysage, avec d'une part l'approche sensible (professeurs d'éducation socioculturelle, d'art plastique, de musique...) et d'autre part l'approche scientifique pour les techniciens, géographes ou biologistes.

Aussi le 22 mars dernier une convention de partenariat a-t-elle été signée, dans le souci d'accompagner le développement culturel lié aux missions des établissements d'enseignement relevant des Ministères de l'Éducation Nationale et de l'Agriculture; cette convention est paraphée par le recteur de l'Académie de BESANÇON et le Directeur Régional de l'Agriculture et de la Forêt de FRANCHE-COMTÉ.

La médiation culturelle au service du développement local

La convention a comme objectifs essentiels de développer le partenariat entre nos établissements à travers les pratiques culturelles, de mobiliser efficacement les équipes au sein de réseaux pour permettre une

meilleure synergie des actions, et de conduire des actions significatives intégrant les partenaires institutionnels, territoriaux et associatifs.

Ce programme s'organise autour de l'aménagement de formations conjointes pour les personnels de direction et les enseignants:

soutien aux initiatives locales dans la cohérence d'une mise en réseau, échanges pédagogiques mobilité des équipes et des élèves par le biais des classes transplantées (patrimoine culturel,

naturel et industriel), participation à l'animation du milieu rural par une mise en synergie des établissements d'un même bassin de formation. Les établissements d'enseignement contribuent au développement social, culturel et économique de leur environnement. A travers un nombre croissant d'actions extrêmement diversifiées, ils mettent leur potentiel intellectuel, matériel et technologique au service de l'animation et des dynamiques locales (spectacles, cinéma, expositions, publications...)

Composante active du système national d'éducation et formation, l'enseignement agricole est associé pleinement et avec ses particularités à la rénovation pédagogique des lycées et collèges engagée à l'Éducation Nationale.

Ainsi, la formation, et dans le même souffle, la culture, participent à une meilleure qualité de la vie tout particulièrement dans le monde rural avec les collectivités et les associations. Cette ouverture sur le monde extérieur confirme ainsi la vocation des établissements d'enseignement comme lieux de médiation culturelle au service du développement local. Cette stratégie partenariale conforte les orientations de la convention Culture-Agriculture de Franche-Comté autour du spectacle vivant, du cinéma et du patrimoine. Voulu par le législateur, la mission d'animation rurale au service du développement de nos campagnes est une dynamique mise en place dans nos établissements qui doit se déployer en s'appuyant sur des relais locaux ; nos partenaires éducatifs, particulièrement les collèges ruraux disséminés sur le territoire, en mettant eux aussi la médiation culturelle dans leur projet d'établissement, participent à un réseau créant des pôles dynamiques en collaboration avec nos EPLEA dans une synergie partenariale avec les collectivités territoriales et les acteurs dans la vie associative.

■ **Claude BAYER, Proviseur Adjoint LEGTA de Vesoul Collaborateur du SRFD Franche-Comté pour l'action culturelle**

Vers une dynamique régionale

L'opération Premier siècle du cinéma permettra aux autres établissements agricoles de Franche-Comté de se retrouver et de conforter leurs diverses actions cinéma: à l'expérience haut-saônoise, qui vient d'être décrite, s'ajouteront celles du JURA autour d'Écran Nature, animé par les étudiants de BTS Gestion des milieux naturels, du DOUBS, dans le cadre de la convention de partenariat entre la Scène Nationale de BESANÇON avec le LEGTA de cette ville, et du LEGTA de VALDOIE dans le TERRITOIRE DE BELFORT. Ces activités s'inscrivent dans la deuxième version (1991) de la convention régionale Culture-agriculture. Réactualisée chaque année, elle se propose de poursuivre en commun les objectifs suivants:

- * favoriser la pratique culturelle à l'intérieur même des établissements d'enseignement agricole;
- * conforter les mêmes établissements dans leur rôle de centre de ressources pour le milieu rural en particulier dans le domaine de la diffusion culturelle;
- * permettre une connaissance accrue du milieu rural, et en premier lieu de ses besoins, de ses ressources et de ses potentialités.

Le spectacle vivant, le cinéma et l'audio-visuel sont privilégiés mais aussi le patrimoine, dans une approche ethnologique dynamique. Toutefois, ce qui est devenu aujourd'hui une des missions de nos établissements, l'animation rurale au service du développement des pays, ne peut pas être l'affaire des seuls lycéens qui relèvent du Ministère de l'Agriculture; elle doit s'épanouir aussi avec les centres de ressources que sont les collèges ruraux disséminés sur le territoire.

C. Istre, journaliste, nous présente ici les principales caractéristiques du travail de G. Récubert, enseignante d'éducation socio-culturelle qui, au sein de l'association Art-Nature, oeuvre à l'implantation de projets artistiques en milieu rural. Pour l'auteur, l'art par de tels projets « peut aider à recréer du lien » ce qui semble être une urgence au regard de la « fracture sociale née des mutations en cours dans l'espace rural ». Une telle entreprise rend nécessaire différents niveaux de lecture des oeuvres proposées ceci afin que les populations les plus diverses puissent rentrer dans les propositions des artistes et que des logiques culturelles, touristiques, économiques, politiques puissent devenir partenaires de tels projets. Par une telle coexistence de logique souvent contradictoires, l'art ici se fait médiateur.

Ventoux-Luberon L'ART MÉDIATEUR

Faîtes-nous voir ce que nous ne voyons pas, ou ce que nous ne voyons plus : ainsi Roger Bouvier, maire du Beaucet, résumait-il à l'intention de Gianni Burattoni, plasticien italien, la mission que lui confiait au printemps ce village perché des monts de Vaucluse. Mission de confiance au sens fort du terme. Le village, son maire-boulangier en tête, s'en remettait au regard de l'artiste étranger, en lui ouvrant son territoire entier comme champ d'action. Ceci à l'initiative de l'association Art-Nature, fondée par Geneviève Récubert, enseignante au lycée agricole d'Avignon et chargée de mission dans le cadre de la convention interministérielle culture/agriculture.

«A travers cette promenade en campagne, les artistes ont fait des découvertes intéressantes, comme ces jardins oubliés à la sortie du village, ou cette vieille souche qu'ils ont immortalisée», raconte Roger Bouvier. «Ces découvertes sont les témoins d'un passé agricole révolu. Ce sont aussi des traces d'artistes, qui ont tendance à embellir les choses. Mais n'est-ce pas pour cela qu'on fait appel à eux ?».

Le passage des artistes renvoie aussi aux villageois des images difficiles à affronter. «Des villages comme le nôtre, qui avaient une vocation agricole, ont été abandonnés par des populations dans la misère. La reconquête de l'espace est faite par des populations du secteur tertiaire. De nouvelles logiques de développement sont apparues. Alors, si les nouveaux habitants font volontiers le parcours, aiment à redécouvrir les vestiges du passé, ce n'est pas forcément le cas des anciens», note M. le maire, pour qui d'ailleurs la mutation n'est pas indolore. «Certains m'en veulent un peu d'avoir fait revivre le village. Ils étaient bien au milieu des ruines...».

aventure artistique et rencontre humaine

D'autres, en revanche, se sont très personnellement investis. Au point que l'aventure artistique s'est doublée d'une rencontre humaine. «Gianni Burattoni a adopté le village et cherche une petite maison pour s'y installer. Il sera certainement partie prenante de nos futurs projets», se réjouit Roger Bouvier. Outre le point

A la croisée des attentes, des politiques et des publics, l'association «Art-Nature» tente une médiation culturelle. Elle ouvre la voie de nouveaux partenariats autour d'un circuit d'art contemporain en milieu rural. Entre art et nature, tourisme et culture, institutions et micro-partenaires.

■ VINCENT LE DOLLEY (DDAF) UN RÉSEAU DE TERRAIN SUR LEQUEL S'APPUYER

"Le milieu rural et agricole s'intéresse au problème culturel", constate Vincent Le Dolley, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en Vaucluse, en référence à la convention qui lie en ce sens le ministère de la culture et celui de l'agriculture.

Travaillant donc "tout naturellement" avec Art-Nature, la DDAF de Vaucluse apprécie ce partenaire en tant que complément "de terrain" à ses propres structures. "La DDAF n'a pas un réseau de terrain. Mais cela nous intéresse de savoir ce qui se passe, puisque cela colle avec notre vocation" dit-il.

Cet intérêt porté sur "les débouchés, l'animation locale", et sur le développement d'activités induites. Au-delà des réactions d'incompréhension, "courantes en matière d'art contemporain", le sentiment qui prédomine est que, d'ores et déjà, "il se passe quelque chose autour de ça", et que "cela fait venir un peu de monde" dans les zones qui s'ouvrent aux artistes.

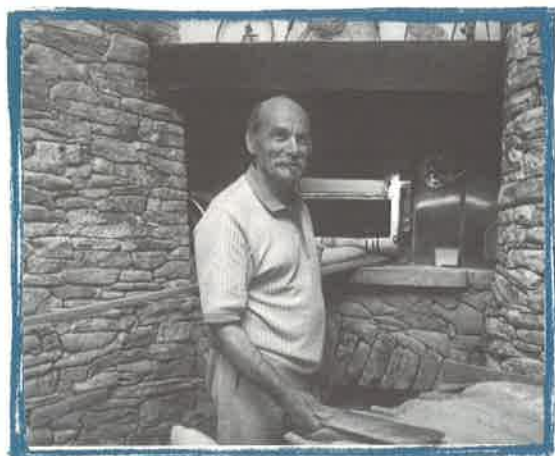


photo © Théo Koolman

«Faites-nous voir ce que nous ne voyons plus», a demandé Roger Bouvier, maire de Beaucet, à l'artiste Gianni Burattoni, lui livrant le village entier comme champ d'action.



photo © Théo Koolman

Le parcours élaboré par Herman Prigann, à l'invitation du Parc Naturel Régional du Lubéron, interroge la forêt et ses métamorphoses. Ses éléments sculpturaux renvoient à d'autres interrogations sur l'espace naturel dans sa relation avec les hommes.

■ ALAIN GEVODANT (CDT) : "UNE REFLEXION SUR LES ROUTES DE LA LAVANDE".

Le Comité Départemental de Tourisme et son président Thierry Mariani, député de Vaucluse, ont esquissé un partenariat avec Art-Nature. "Malheureusement, nous n'avons pas eu le temps d'élaborer une politique de communication commune, afin de toucher une cible de clientèle intellectualisée, comme cela aurait pu être fait", explique Alain Gévodant, chargé de mission au CDT.

Mais ce premier contact est déjà une ébauche de futurs développements possibles dans le cadre d'un programme de développement économique sur le Ventoux et le pays de Sault.

Au CDT on observe avec intérêt l'alliance de l'art et de la nature telle qu'elle s'expérimente actuellement. "Des rapprochements sur des projets à venir pourraient avoir lieu, notamment sur le projet en cours d'élaboration des routes de la Lavande" indique Alain Gévodant.

Projet touristique-culturel associant les CDT de quatre départements et les offices de tourisme de plusieurs communes, les futures "Routes de la lavande" repéreront tous les lieux structurés pour accueillir du public sur ce thème porteur. Alors qu'une première brochure d'appel, sous la forme d'une carte touristique, est éditée, la réflexion se poursuit sur "les possibilités offertes par l'intervention d'artistes en milieu naturel".

d'information touristique ouvert en mairie, le conseil municipal, pour sa part, a pris à sa charge d'entretenir, au delà de l'été, le parcours poétique, et de le prolonger par la «reconquête» du château. Bref, d'ancrer dans la durée ce qui ne devrait être qu'une action éphémère. L'expérience du Beaucet -l'un des trois points du parcours «Art-Nature» tracé cet été en Vaucluse- illustre à elle seule nombre des pistes ouvertes par l'action de «médiation culturelle» telle que la tente Geneviève Récubert.

retravailler les mythes

A Monieux, au cœur du Ventoux, et dans la forêt des cèdres, en plein Parc du Lubéron, tout comme au Beaucet, la fondatrice d'Art-Nature a invité des artistes «ayant une pratique symbolique des sites», portant une attention particulière à un territoire et sa culture. Elle leur a proposé de «travailler sur des lieux forts, aimés», lors de résidences où ils ont baigné totalement dans le milieu qui leur accordait l'hospitalité.

Son ambition : «Expérimenter la médiation possible entre création contemporaine et culture du territoire». Parce qu'à l'heure où guette une certaine fracture sociale, née des mutations en cours dans l'espace rural, et des ruptures qui l'accompagnent, l'art peut aider à recréer du lien. A «faire signifier ce qui la plupart du temps se vit comme une crise symbolique». A fournir aussi de nouveaux repères face au «changement d'ère» que décrit Jean Viard dans «La société d'Archipel» (Editions de l'Aube). Il nous faut «découvrir au niveau du village global ce que nos anciens avaient appris au

niveau de leurs villages : une permanence des sites, des formes, des traces et des écosystèmes», nous dit-il. Et qui d'autre que l'artiste peut alors nous aider à «dessiner un imaginaire de l'aventure et de la croyance, retravaillant les mythes qui nous réunissent?».

un langage à multiples entrées

Encore faut-il que son message puisse être reçu par tous, sans pour autant «niveler les projets par le bas», ce que Geneviève Récubert se refuse à faire. La solution ? «Un projet culturel en espace rural doit avoir des niveaux de lecture différents. L'artiste est tenu d'avoir un langage à multiples entrées, sophistiqué», estime-t-elle. Un jeu où excelle Gianni Burattoni, virtuose des références visuelles, des grilles de lecture «surcodées». Ce à quoi le succès de l'expérience beaucétoise n'est certainement pas étranger.

Ailleurs, dans la forêt des cèdres, le parcours élaboré par Herman Prigann interroge la nature et ses «métamorphoses». Sous le titre très explicite «Parler de la nature, c'est parler de l'amour», ses éléments sculpturaux renvoient à d'autres interrogations sur l'espace naturel dans sa relation avec les hommes. En l'occurrence, c'est le Parc du Lubéron, partenaire du projet, qui a voulu une intervention dans cette forêt fréquentée par le grand public, lieu de pique-nique et de promenades familiales.

l'environnement et ses métamorphoses

Huit ans après la première expérience tentée avec l'artiste allemande Gloria Friedman, le fait de transformer à nouveau cette nature considérée comme «vierge» en champ de création a permis de mieux cerner certaines évolutions relatives au «nouvel ordre écologique» et à ses diktats. «La forêt des cèdres, on n'y touche pas, c'est une cathédrale!», avait entendu, entre autres propos réticents, le chargé de mission de l'époque

■ VERS UN RÉSEAU DE MICRO- PARTENAIRES?

Outre les nouvelles voies partenariales ouvertes en relation avec les institutions et collectivités, émergent çà et là d'autres formes d'échange, avec des initiatives privées.

C'est la cave de Sylla, à Apt, qui ouvre ses murs à l'expression artistique contemporaine, étroitement liée ici à l' ancestrale



photo © Théo Koolman

*La ferme du Bourget, à Monieux, mise en lumière par Claude Lévêque.
Une image forte, désormais imprimée dans l'imaginaire local, comme superposée à d'autres images plus anciennes, héritées des premiers hommes de la Nesque.*

C'est dire ce que la première intervention d'artiste pouvait avoir de sacrilège au regard de ceux qui se sentaient dépositaires de l'intégrité de ces lieux quasiment sacrés. Huit ans après, l'accueil réservé au projet de Prigann fait la part des peurs protectionnistes : «*Si on autorise ça, on aura bientôt les camions de frites*», a-t-on dit à Lacoste pour justifier un refus de participer. Mais il révèle aussi des ouvertures, des attentes : «*Ce projet respecte le lieu et en révèle le sens*», a dit le village voisin, Bonnioux, acceptant de devenir partenaire.

Luberon : les attentes d'un territoire

Des attentes que Jean-Louis Joseph, président du Parc naturel régional du Luberon, a perçues : «*Le territoire du parc peut trouver dans de telles*

activité vinicole et à l'image du vin. C'est encore, dans certains villages, l'ouverture de maisons d'hôtes pratiquant l'accueil d'artistes en résidence. «Des lieux un peu différents, portés par des gens qui font partager leur amour pour l'art et la création contemporaine».

Autant de micro-partenaires potentiels où Geneviève Réubert décèle déjà l'ébauche d'un réseau.

actions une unité culturelle qui lui fait parfois défaut. D'autant que dans la nouvelle charte du parc, les élus ont tenu à réaffirmer leur attention au secteur culturel, notamment en relation avec le patrimoine», constata-t-il.

Une convention en ce sens sera d'ailleurs signée à l'automne avec la DRAC et, annonce le président, «*le parc mettra les moyens pour cela*». A commencer par l'embauche d'un chargé de mission culture, poste resté vacant ces dernières années. Il compte aussi sur le partenariat local englobant des échelles différentes : «*Un espace naturel, une commune, un territoire, celui du parc*». La mise en place de ces partenariats, prévoit-il, sera progressive, «*les gens étant peu habitués à ce type de démarche*».

Ventoux : un signe du syndicat mixte

Avec Art-Nature, un seul projet, celui de la forêt des cèdres, a pu être réalisé à ce jour sur le territoire du parc. Mais d'autres pourront l'être dans l'avenir. «*Il faut faire évoluer les choses lentement*», dit encore Jean-Louis Joseph, faisant référence au projet imaginé à l'invitation d'Art-Nature par l'artiste chinois Chen Zhen pour la dalle à empreinte d'animaux préhistoriques de Saignon. «*C'est un lieu exceptionnel, il faut l'aborder avec précaution, sans brusquer personne*».

A quelques dizaines de kilomètres de là à vol d'oiseau, par delà le Ventoux, Claude Lévêque

occupait de façon très éphémère à Monieux, une vieille bâtisse acquise récemment par le Syndicat Mixte d'Aménagement et d'Équipement du Mont Ventoux, présidé par Jean Michel Ferrand, député du Vaucluse. Une façon, pour cette collectivité, de faire signe depuis ce lieu excentré porteur de projets en cours de définition.

Convergence des publics

Sous le titre de «Nuit-Jour», l'installation jouait sur «l'état des lieux» mis en lumière. De par sa situation géographique, au bord d'un plan d'eau rendez-vous des pêcheurs et point de départ des randonneurs de la Nesque, sur le plateau de Saule à haute fréquentation touristique, grâce aussi à la notoriété de l'artiste, elle a permis la convergence de publics très différents : vacanciers et villageois, étudiants en art et amateurs de toute la France ayant fait tout spécialement le détour. Des points de vue en ricochet, pour les animateurs qui ont assuré l'accueil : de «c'est beau, cela donne à réfléchir» à «est-ce de l'art ?». Mais toujours l'attraction quasi-magnétique pour les granges illuminées du bâtiment de ferme.

■ RAYMOND JEAN : «DE LA BEAUTE AVEC DES CHOSES SIMPLES».

Conseiller régional, écrivain, professeur de littérature française à l'Université d'Aix en Provence, Raymond Jean est aussi l'un des nombreux résidents secondaires du Luberon. Il porte au projet Art-Nature une attention toute particulière. «*C'est beau car c'est simple, on joue seulement sur les effets de lumière, et les éléments naturels*», confiait-il après avoir visité l'installation de Monieux.

«*La démarche d'Art-Nature est très intéressante et originale. J'apprécie cette forme d'art qui consiste à travailler à partir des réalisations naturelles, des paysages. Dans les périodes d'été, surtout dans ces terres vauclusiennes, on s'aperçoit que les gens cherchent obscurément un lien entre art et nature*», constata-t-il.

Pour que la rencontre ait lieu, entre cette recherche obscure et les propositions de l'artiste, «il faut expliquer, et éclairer», ajoute Raymond Jean. Où l'on retrouve la dimension de médiation chère à Geneviève Réubert.

Cette image forte de l'été, largement partagée, se trouve désormais imprimée dans l'imaginaire local, comme superposée à d'autres images plus anciennes, héritées des premiers hommes de la Nesque, dont on visite les abris néolithiques dans les falaises voisines. L'ensemble composant l'image d'une mutation qui s'est peut-être, depuis l'été, un peu plus clairement révélée.

Quant aux retombées plus immédiates, en termes de fréquentation, d'activités économiques induites, etc, elles devront être mesurées d'un point de vue statistiques. Mais déjà, à Monieux comme dans la forêt des cèdres ou au Beaucet, on sent «qu'il se passe quelque chose», comme disent les observateurs de la «chose» qu'ils ont pour l'instant du mal à identifier.

Quelque chose de l'ordre de la rencontre, de la tentative de réconciliation autour des images. «La question des représentations individuelles et collectives est au centre de notre travail», explique Geneviève Récubert. «Souvent les visions du touriste et de l'autochtone sont contradictoires. Il s'agit de voir comment les deux visions d'un territoire vont pouvoir coexister, être mises en oeuvre dans un projet d'action».

une relation juste

Et comment, finalement, va pouvoir s'opérer, sur le terrain, la rencontre entre tourisme et culture, ces termes disjoints, si souvent antagonistes. «Dans nos régions, le développement local peut difficilement se passer du tourisme», estime Geneviève Récubert. «L'essentiel est de trouver une relation juste, satisfaisante pour tous les partenaires. Il ne s'agit pas d'être des santons dans le paysage». Cette éthique de la médiation s'impose comme un garde-fou nécessaire, quand on tente de rapprocher deux mondes qui ne parlent pas le même langage. «Le tourisme parle en termes de produits. On est dans le domaine de la consommation. La culture parle de qualité de vie, de publics donc d'individus, de valeurs à confronter, à partager...»

Comment peuvent-ils néanmoins arriver à se comprendre ? «Il faut s'habituer à travailler ensemble», lance Geneviève Récubert, qui ajoute aussitôt, mesurant le chemin encore à parcourir : «Mais je sais qu'on va y arriver, si on veut que ce pays vive...»

Les constats encourageants de ce côté là sont venus des gens de terrain. C'est ainsi que les hôtesses des offices de tourisme, qui ont été reçues et informées de façon à pouvoir relayer l'information, se sont montrées «très enthousiastes». Souvent aussi, les villageois se sont montrés ouverts et intéressés, alors que les élus s'étaient interrogés à priori sur la façon dont leurs administrés allaient recevoir ce qui leur était proposé, et pouvait leur paraître

étrange voire incompréhensible.

stéréotypes et marketing

Plus complexe s'avère la mise en place des partenariats institutionnels de grande envergure. Là encore, il s'agit de développer de nouvelles logiques permettant de croiser des financements venus d'horizons différents. L'une des difficultés réside dans le fait que les parcours proposés par Art-Nature «ne sont pas assez stéréotypiques de la culture provençale», et «pas assez marketing» pour être acceptés sans réticence.

Il leur faut donc faire la preuve que «cela peut être vendu comme le reste»

«Le statut de l'expérimentation est toujours difficile. Il faut convaincre tout le monde en avançant. Par ailleurs, il y a peu de budgets sur du fongible. Pour développer une action culturelle comme la notre, nous devons nous inscrire dans les procédures de développement local», explique Geneviève Récubert.

Le programme européen Leader II par exemple, paraît tout indiqué. Sous l'égide du CDT, ce projet encore en préparation dans ses applications vauclusiennes conjuguerait culture, tourisme et environnement en essayant d'intégrer des actions innovantes.

ferment d'unité

Mais finalement, «peu de gens sont à l'aise avec la notion de culture», constate-t-elle, Symptôme révélateur. Et c'est là, dès à présent, le premier enseignement à tirer de l'élaboration de ce programme.

On touche du doigt «les grandes questions qui se posent à nous aujourd'hui. Quel projet de société, dans ce pays, dans les espaces ruraux? Beaucoup sont désorientés. Cela correspond à l'éclatement social. Songez que nous sommes

dans la région de France où il y a le moins d'habitants nés sur place...».

Sachant que se côtoient aujourd'hui dans son champ d'action des strates de population bien distinctes, issues du grand brassage du monde rural, Geneviève Récubert interroge : «Que va-t-on pouvoir proposer qui rassemble tout le monde ?». Quel ferment d'unité pour un territoire où se côtoient les fils d'agriculteurs, les émigrants de la première vague du retour à la terre, les arrivants de la deuxième vague portés par l'essor du tertiaire, les artistes, les Parisiens de Provence et les résidents secondaires pour qui l'implantation «secondaire» tend à s'imposer comme primordiale.

jardinage et art contemporain

«L'artiste, mis dans cette situation, peut être un médiateur», affirme la médiatrice qui croit aux vertus des projets multiculturels. «On l'a bien vu lorsqu'à Avignon, nous avons mené avec le plasticien Michel Blazy le projet «Mauvaises Herbes». Cette réalisation, qui a donné du bonheur à beaucoup de gens, a suscité l'intérêt des revues de jardinage tout autant que celui du monde de l'art contemporain».

Un exemple de pari gagné, l'artiste ayant trouvé un langage qui parle à tous et transcende les clivages traditionnellement établis. Reste -et c'est là le plus difficile semble-t-il- à faire entrer tout cela dans le système économique. Ce que Geneviève Récubert s'attache à faire, et qu'elle résume d'une jolie formule : «C'est un peu comme démontrer l'utilité du rêve...».

■ Carina Istre

UN PROGRAMME RÉGIONAL D'ACTION ARTISTIQUE

Présidée par Jean-Maurice Gueit, proviseur du lycée agricole François Pétrarque (LEGTA d'Avignon-Cantarel), l'association «Art-Nature», centre européen de ressources artistiques, bénéficie de la mise à disposition à mi-temps d'un professeur d'éducation culturelle du Ministère de l'Agriculture, Geneviève Récubert.

Elle inscrit son action dans un programme régional d'action artistique en direction de l'espace rural. Un protocole d'accord a été passé à cet effet entre la Direction des Affaires Culturelles et la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il vise à réduire les disparités régionales entre un littoral où l'offre culturelle est très riche, et un arrière-pays moins bien doté, affecté successivement par l'exode rural, puis par les mutations actuelles de l'activité agricole.

Plus de vingt-cinq interventions d'artistes ont déjà eu lieu ainsi dans les établissements d'enseignement agricole de la région. Des créateurs comme Basserode ou Michel Blazy sont venus animer des ateliers avec les élèves, partageant les contenus de leur travail, et puisant en retour dans cette rencontre de nouvelles pistes pour leur création.

Contact:
Geneviève Récubert
ART-NATURE
Lycée François Pétrarque
AVIGNON
Tél: 90 88 07 73 - 90 89 95 97

Si la convention Culture - Agriculture est un outil au service des territoires ruraux et de leur développement, il est ici avancé qu'elle a permis au Ministère de la Culture de «prendre plus en compte la réalité sociale, politique et culturelle» des territoires et au Ministère de l'Agriculture «d'envisager d'une manière plus globale» cette même réalité. A travers 4 exemples, l'auteur montre ainsi que par la convention, les services extérieurs de l'Etat ont pu, de manière complémentaire, remplir un rôle innovant dans le montage et le suivi des dossiers, permettre un meilleur enracinement des projets et ouvrir ces projets sur d'autres lieux urbains, d'autres régions, d'autres populations. Enfin, l'auteur insiste sur la mission d'animation rurale des établissements d'enseignement et, à ce titre, sur leur place légitime dans les problématiques que pose la convention Culture - Agriculture.

CONVENTION CULTURE - AGRICULTURE et développement des territoires

Suite à la dernière convention nationale signée en 1990 à Chartres par le Ministère de l'Agriculture et du Développement rural et le Ministère de la Culture, de la Communication et du Bicentenaire, de nombreuses régions ont mis en place des conventions ou protocoles d'accord pour répondre aux objectifs essentiels :

«Favoriser la création, la diffusion, la pratique culturelle et artistique en milieu rural et donner aux populations rurales les moyens de maîtriser et de s'approprier les bénéfices de la mise en valeur de leur patrimoine».

Les nombreuses actions induites par cette politique à l'échelon national et même régional ont favorisé les collaborations entre les

différents services de Ministères et de cette coopération régulière les approches réciproques des différents services se sont enrichies pour faire évoluer la relation des Services de l'Etat au Territoire.

C'est ainsi que les services du Ministère de la Culture en région prennent plus en compte le territoire dans sa réalité sociale, politique et culturelle alors que les services du Ministère de l'Agriculture tendent à la décloisonner et à l'envisager d'une manière plus globale.

En Rhône-Alpes, le protocole d'accord Culture/Agriculture semble contribuer à cette nouvelle relation aux territoires que nous nous proposons d'examiner à partir des différents projets culturels en cours de réalisation. Il s'agit du Centre d'Interprétation de l'Agriculture de

montagne à MIEUSSY (74), de la Fête de la Transhumance de DIE (26), d'un Centre de ressources Théâtrales (01) et du Centre européen de la Chanson de ST JULIEN MOLIN MOLETTE (42).

1 - Le projet du Centre d'interprétation de MIEUSSY - suivi conjointement par la DRAC et la DDAF de Haute Savoie - concerne un territoire bien délimité dans la vallée du GIFFRE

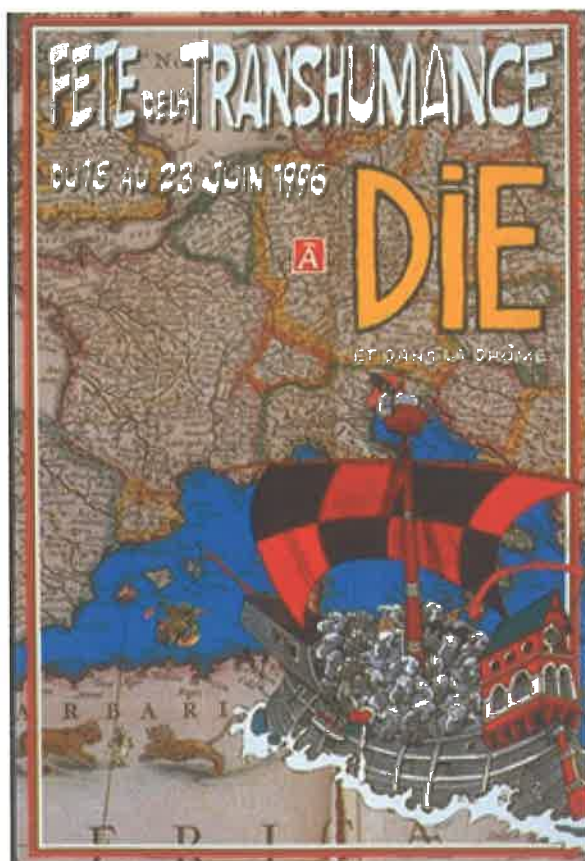
: la commune de MIEUSSY. Les agriculteurs se sont regroupés pour défendre le maintien et la valorisation d'une fruitière. C'est dans une stratégie de résistance que les acteurs veulent valoriser leur territoire ; pour des objectifs économiques de maintien et de vente des produits laitiers, le territoire est montré, emblématisé et rendu attractif par la création d'un Centre d'interprétation de l'Agriculture de montagne.

A partir de la culture locale de MIEUSSY on abordera la civilisation de l'Alpage et l'approche culturelle contribuera directement à la valorisation économique.

La dynamique du projet est particulièrement génératrice de lien social et dans ce contexte le projet culturel (Création d'un Centre d'interprétation) devra permettre aux acteurs de se ré-approprier leur territoire mais sa réussite devrait favoriser également leur ouverture et leurs échanges avec l'extérieur.

Partir d'un produit pour faire connaître son terroir, ses paysages aux consommateurs mais aussi confronter son produit, son terroir, ses paysages à d'autres civilisations de l'Alpage.

2 - Cette ouverture est complètement aboutie avec notre deuxième exemple, la Fête de la Transhumance à Die (Drôme). Il est vrai que les projets culturels liés à la Fête de la



■ TRANSHUMANCE

Six ans déjà ... Six années à cheminer pas à pas ensemble. Des bergers, des éleveurs et leurs troupeaux, mais aussi des artistes, des chercheurs et des poètes ont partagé à Die, avec les habitants de la haute vallée de la Drôme et plusieurs milliers de personnes, une fête dont le succès ne se dément pas. Aujourd'hui, avec l'aide amicale de la Délégation départementale à la musique et à la danse, les musiciens et les chanteurs méditerranéens sont à l'honneur à travers une grande semaine de festival mêlant aux passages des brebis, la poésie, la littérature, le théâtre et le cinéma. Dans la perspective de la création du Centre d'interprétation des cultures pastorales, Die et la Fête de la transhumance réaffirment avec force leur enracinement naturel dans l'aire d'influence de la Méditerranée. Tisser à travers celle-ci les liens favorables à un conservatoire du patrimoine pastoral et de ses paysages, mais aussi à la formation professionnelle et à l'expérimentation de nouveaux savoir-faire, sont plus que jamais les buts poursuivis. Montrer enfin que la pratique ancestrale de la transhumance est toujours actuelle et nécessaire donne tout son sens à cette fête vivante et chaleureuse.

■ André PITTE

Transhumance sont d'une autre nature; pas directement en prise avec l'économie, ils s'appuient sur le dialogue entre les territoires de l'Espace de la Transhumance (la CRAU/ Haute Provence, les Hauts plateaux marocains...)

Ces projets sont fondés sur la dynamique de ces échanges; c'est ce qui explique la capacité des projets culturels à se renouveler et la mise en perspective d'un centre des cultures pastorales méditerranéennes. Mais si la qualité du projet culturel n'est plus à prouver, on peut se demander s'il est suffisamment porteur de lien social et s'il n'aurait pas intérêt à se recentrer sur son territoire. L'orientation du projet vers un centre des Cultures pastorales permettra probablement sa réappropriation par l'ensemble des acteurs et de ce fait lui permettra de jouer son rôle de levier pour le développement du Diois.

3 - Le projet de centre de Ressources théâtrales en BRESSE REVERMONT dans l'Ain est l'aboutissement d'un travail de résidence en milieu rural d'une compagnie professionnelle de théâtre.

Ici, il n'y a apparemment pas de lien direct avec le territoire, l'approche est plus spatiale que territoriale mais cette démarche semble pouvoir accompagner aussi les perspectives de développement local.

Cette compagnie conduit d'une part un travail de création et construit une médiation culturelle avec les acteurs du développement local de plusieurs territoires de proximité. Un projet de centre de ressources théâtrales se structure dans une commune rurale et est susceptible de fédérer les projets culturels de plusieurs syndicats intercommunaux et associations (ceux de la Bresse Revermont, de la Dombes, d'Oyonnax) autour de l'action théâtrale.

Il ne s'agit pas seulement pour la Compagnie ARIADNE de proposer une action culturelle et d'être prestataire de service en milieu rural, ce qui est novateur, c'est l'intégration de cette compagnie aux projets des structures de développement local, c'est la volonté de les faire progresser.

Ainsi la compagnie a participé avec une association de développement touristique à un programme d'animation scolaire sur la promotion de l'environnement auprès des enfants du Revermont.

Et lorsqu'un spectacle est coproduit avec un comité des fêtes, un nombre impressionnant d'habitants sont conviés à sa réalisation : pour le choix de la programmation, pour la mise en scène, pour les aspects techniques, pour la promotion du spectacle.

On peut dire que le dispositif mis en place par la compagnie renforce le lien social et crée les conditions favorables à la mise en place d'une bonne médiation avec la création théâtrale contemporaine.

Cette démarche culturelle permet aisément de

sortir du territoire, elle apporte les éléments extérieurs susceptibles de créer de nouvelles potentialités.

Le projet de la Compagnie ARIADNE est très proche de celui du Centre Européen de la Chanson en gestation à ST JULIEN MOLIN MOLETTE (42).

La convention agriculture-culture au coeur du développement des territoires

Ces démarches culturelles fortes sont susceptibles de structurer les lieux (ici Centre de Ressource Théâtrale, le Centre Européen de la Chanson) elles ne puisent pas directement leur logique dans le territoire comme à MIEUSSY ou à DIE mais elles pourront contribuer à créer de nouvelles marques et à accompagner les logiques de développement. Dans ces quatre projets, les approches complémentaires des services de la DRAC et de la DRAF jouent un rôle innovant dans le montage et le suivi des dossiers ; ce travail d'ingénierie mené conjointement favorise leur cohérence et contribue à mieux les implanter. Dans le premier projet (Centre d'Interprétation de l'Agriculture de Montagne 74) le service d'aménagement rural de la DDAF 74 met à profit son expérience d'aménagement, sa connaissance du terrain, des pratiques, tandis que le service d'ethnologie de la DRAC insiste sur le maintien de la diversité culturelle que favorise ce projet.

Dans les projets du Diois, les services d'aménagement de la DRAF et de la DDAF 26 soutiennent la création d'un pôle structurant et permanent devant s'appuyer sur les structures locales (CFPPA de DIE, parc du Vercoors, district, Ville de DIE) tandis que la DRAC insiste sur la dimension patrimoniale du projet qui bénéficie de l'appui technique du Musée Dauphinois de GRENOBLE.

Dans les projets de Centres de Ressources Théâtrales avec Ariadne, de la Chanson avec Michèle BERNARD, les procédures instruites au niveau régional par la DRAF (Projets Collectifs Innovants du PDR ¹ favorisent leur insertion dans les structures du développement local tandis que la collaboration avec les services théâtre et musique de la DRAC garantissent leur relation avec les politiques culturelles régionales.

Chacun des projets devrait ainsi à la fois porter l'empreinte du territoire et favoriser les échanges avec d'autres lieux urbains, d'autres régions, d'autres populations.

Dans les quatre exemples cités une phase d'étude est mise en place, un Comité de Pilotage assure le suivi dans lequel les services de la DRAC et de la DRAF jouent leur rôle de conseillers dans l'esprit du Protocole d'accord Culture/Agriculture.

Cette pratique de concertation entre les

services de l'Etat Culture/Agriculture joue un rôle dans les orientations du développement des territoires.

C'est dans cette logique que se met en place actuellement une recherche - action sur la valorisation du petit patrimoine rural et sur les patrimoines liés à l'agriculture rhônalpine en collaboration avec la Direction du Tourisme. Les établissements d'enseignement agricole dans leur mission d'animation rurale ont aussi la capacité de contribuer au développement des territoires. La Convention

Culture/Agriculture favorise cette mission en les associant chaque fois que cela est possible aux divers partenaires de projets de développement. C'est dans ce cadre que le CFPPA de DIE (26) pourra être une antenne de formation du Centre de cultures pastorales méditerranéennes, que le CFPPA de CONTAMINE (74) pourra poursuivre sa collaboration avec PAYSALP ÉCOMUSÉE dans la valorisation du Centre d'interprétation de l'Agriculture de montagne

C'est bien aussi dans le cadre de leur mission d'animation rurale que les LEGTA de BOURG EN BRESSE (01) et de CIBEINS (01) pourront être partie prenante des actions du Centre de ressources théâtrales pour la Dombes Bresse Revermont. Des classes culturelles sont conduites par la compagnie avec les professeurs d'éducation socio-culturelle qui associent leurs élèves aux projets de la Compagnie sur les territoires Dombes Bresse Revermont.

Quant au Centre européen de la Chanson, si les structures départementales permettent son aboutissement, il pourrait bien avoir comme partenaire privilégié les lycées agricoles de la Loire, en particulier ceux de PRETIEUX et MONTRAVEL, et initier dans le cadre de la convention Culture/Agriculture un projet à caractère régional avec les lycées d'enseignement agricole - Projet à suivre ...

■ **Denise Menu**
DRAF Rhône-Alpes
avec la collaboration de
■ **Michel Rautenberg**
DRAC Rhône-Alpes

1. Procédure relative aux Fonds européens du Plan de Développement Rural.

Parce que les actions ne sont qu'affaires d'hommes et de femmes, faites çà et là d'histoires sans noms et que l'on ne sait d'ailleurs pas trop nommer, parce qu'écrire c'est prendre le risque de fixer, de tuer un peu des expériences déjà si fragiles, l'auteur, avec humour, nous fait part de la difficulté qui présida à la rédaction champardenaise de la convention Culture - Agriculture. La chose se fit pourtant, le plus légèrement possible. La chose fut même signée le 21 juin dernier. Pour dire que créer autour du paysage c'est fondamentalement réfléchir à son environnement. Pour dire que jouer des dramatiques de S. Beckett, ou se dépenser autour des sculptures de D. Labauvie, c'est (se) poser des questions citoyennes. Pour se donner les raisons de prendre plaisir.

La convention Agriculture-Culture n'est pas un serpent de mer je l'ai rencontrée!

L'écriture de la version champardenaise de la convention Culture / Agriculture était souhaitée depuis des lustres mais jamais (de pied) fermement attaquée, peut-être par peur des brontosaures de papier (de la famille des serpents de mer ?). Son absence n'empêchait d'ailleurs pas un travail de collaboration efficace entre les services de la DRAF- SRFD et de la DRAC, et de la Région : cinéma en milieu rural, création théâtrale des élèves des lycées, diffusion de spectacles intra muros, actions artistiques dans les paysages. Mais il fallait se dire que tout est histoire d'hommes (ou de femmes) qui ne sont pas immuables, ou irremplaçables, et qu'une convention a ça sur nous de s'offrir l'immortalité d'une durée conventionnelle.

Restait à l'écrire et à ne pas regretter cette immortalité de papier. Après une première période de cut up burroughsien dans les autres conventions régionales, s'imposa l'avantage d'avoir déjà fonctionné pendant une demi-dizaine d'années sous tacite convention, ce qui permettait de dresser une évaluation (ou un bilan - le choix des mots était déjà important et "partageait" le pédagogue et le conseiller de la DRAC) des actions déjà menées par rapport aux objectifs que l'on pouvait se donner en commun : créativité, formation et animation/action culturelle (le choix des mots etc.). Et de faire un peu le pari que l'une n'existerait pas sans l'autre : formation au plaisir de la créativité et formation par le plaisir de la créativité, éducation au spectacle permettant l'intelligence de l'action d'animation au delà de l'écran imperméable de la "société du spectacle". Et enfoncer le clou des moyens et des ambitions : autres actions, autres territoires, autres réseaux.

Faire le pari que la culture n'est pas une cerise sur un gâteau (quel gâteau?) mais bel et bien un début de réponse à l'impasse annoncée des carrières et de la planète. Créer autour du paysage, c'est fondamentalement réfléchir à

son environnement avec d'autres outils que le tout venant disciplinaire et cartésien et explorer les pistes de traverse qui relient la biologie et la langue française, le machinisme et la géographie, l'éthique, l'esthétique et la scientifique. Jouer des dramatiques de Samuel Beckett dans un Foyer Rural, c'est (se) poser des questions citoyennes et politiques qui interpellent aussi bien l'historien, le linguiste que le "technicien de l'expression" et le tout public. Raisonner le touristique et l'aménagement est une urgence qui ne mérite pas d'être mégotée. La culture est un système qui, comme

l'environnement, ne connaît pas de limites. C'est aussi histoire de faire un pied de nez aux "sophistes" qui pleurent le sort de ces enfants soumis au dur régime de l'école (je ne sais plus lequel s'étalait en publicité au moment de l'écriture de cette convention sur toutes les colonnes Morris parisiennes), histoire d'aller taquiner les plus radicaux qui lorsqu'ils dressent un sévère réquisitoire contre l'école rêvent (entre autres, soyons justes) des sortes de conventions Culture / Agriculture sans le savoir (cf. Raoul Vaneigem - *Avertissement aux écoliers et lycéens.*) Le travail et l'énergie (tant mentale que physique) que les élèves des lycées

agricoles de Somme-Vesle et de Croigny avaient pu dépenser avec le sculpteur Dominique Labauvie, traces de créativité qui étaient exposées dans la grande halle Olivier Messiaen de la DRAC de Châlons en Champagne, servaient d'environnement formidablement révélateur de potentialités à la signature de cette convention, le 21 juin.

Donc se donner les raisons de prendre plaisir à chevaucher ce qui, par les temps qui courent, ressemble au serpent de mer!

■ Yves Botz - Champ'Art



Patrimoine CULTURE et tourisme

Dans la mesure où il existe déjà sur ce sujet une littérature bien fournie, notre propos se limitera à donner des exemples qui confirment que tourisme et patrimoine vont de pair.

Pour les membres du "réseau tourisme rural" de la DGER "tourisme rural et valorisation du patrimoine" constitue le fil directeur des travaux programmés dans les différentes régions pour 1996 et 97; l'accent est porté sur les diverses composantes du patrimoine. Le patrimoine paysager a fait l'objet d'une attention particulière lors du rassemblement de formateurs et d'enseignants en Languedoc-Roussillon organisé au printemps 96 avec l'appui d'"action culturelle en milieu rural" un autre réseau de la DGER

Les moulins, patrimoine bâti devenu d'intérêt touristique.

Pour l'organisation de la deuxième journée nationale des moulins du dimanche 16 juin 96, la Fédération Française des Amis des Moulins s'est associée à la Fédération Nationale des Comités Départementaux du Tourisme. Cette initiative révèle bien l'intérêt touristique que l'on peut attacher au patrimoine bâti. Les deux fédérations espèrent qu'un partenariat à long terme se mettra en place pour développer le tourisme culturel. Nous avons observé que les moulins représentaient un attrait dans l'esprit des propriétaires de gîtes ruraux puisqu'ils n'hésitaient pas à inscrire sur le catalogue qui

L'auteur de manière concise s'efforce par des exemples concrets de confirmer que «tourisme et patrimoine vont de pair».

Toutefois si beaucoup semblent convaincus de la nécessité pour l'économie locale de mettre en «tourisme» le patrimoine culturel et naturel du monde rural, il semble urgent de rappeler que ce mouvement doit rimer avec valorisation du patrimoine et non destruction. Le 1% paysager de l'autoroute A20 ou l'opération «champ d'art» témoignent de ce souci, et une charte du «tourisme durable», en cours de rédaction, atteste bien qu'il est temps de veiller à ce que la mise en valeur des richesses patrimoniales pour attirer toujours plus de touristes n'entraîne pas leur destruction à terme.

devait attirer le touriste : "dans un ancien moulin" ou "à proximité d'un moulin".

Le paysage élevé au rang de patrimoine.

Dans sa préface à *Arbres des champs*, de Philippe Pointereau et Didier Bazile, 1995 Solagro, Toulouse, M. Michel Barnier, ministre de l'environnement affirme que "Nos paysages, par leur grande diversité, font partie de notre patrimoine. Ils sont un atout et un enjeu pour le développement économique de nos régions". Les auteurs mettent un accent particulier sur la valeur patrimoniale des haies et du paysage rural dans son ensemble: "Indissociable de son patrimoine boisé, le paysage rural ne s'est pas construit au hasard. Il est le fruit d'un dosage subtil entre les vides et les pleins, les lignes verticales et horizontales, l'ombre et la lumière..." (p 58)

Il semble opportun d'évoquer rapidement le 1% paysager de l'autoroute A 20 (Vierzon-Brive), même si à priori, nous pouvons donner l'impression de nous éloigner du thème. Les aménagements paysagers lors de la création de l'autoroute A 20 ne se sont pas limités à la recherche de l'intégration de celle-ci dans le paysage. Le financement de travaux qui permettaient aux automobilistes de profiter d'un environnement paysager agréable et attractif afin de les inciter à faire du tourisme en sortant de l'autoroute a également été pris en compte puisque des aides furent accordées aux collectivités locales et aux particuliers pour

procéder à des aménagements. Le ministre des Transports, de l'Équipement du logement et du Tourisme déclarait le 17 juin qu'il comptait "mettre fin à l'anarchie qui prévaut en matière d'enseignes qui défigurent le paysage".

Le paysage mis en scène pour une courte durée par des plasticiens devient objet touristique.

"On estime que deux à trois mille visiteurs ont parcouru les sites "Champs d'Art". Ces visiteurs ont été informés du déroulement de l'opération par voie de presse et par voie d'affichage. Les dépliants et les affiches diffusés dans les offices de tourisme des principales villes du département, de Toulouse et de Montpellier, ont permis aux populations citadines de découvrir une initiative artistique originale." (Bilan CAUE de l'Aude 1995)

"Action culturelle bâtie autour et à partir du paysage du Lauragais, "Champs d'Art" a pour but de faire intervenir des plasticiens dans une démarche de mise en valeur du paysage en relation avec les agriculteurs."

Ces quelques exemples témoignent de l'impact des différents patrimoines dans le développement du tourisme. Ne s'agit-il pas d'une mode ?

Le développement du tourisme à la campagne : une mode ?

Le tourisme est très souvent mis en avant lorsqu'il s'agit de définir un projet de

développement local.

Le tourisme en espace rural est fortement lié à la richesse du patrimoine local parce que la découverte ou la redécouverte de ce patrimoine est à nouveau à la mode; rappelons qu'aller à la découverte des patrimoines joua un rôle important dans la décision de partir des premiers touristes.

Marc Boyer et Philippe Viallon dans La communication touristique, 1994, QSJ n°2885 indiquent que la "touristicité" d'un lieu est fortement liée à la promotion de ce lieu et à la mode et qu'"*aucun lieu, aucun site n'est touristique en soi; aucun critère scientifique ne peut établir une plus ou moins grande "touristicité", rien ne fonde le seigt-seeing ou le vivendum, c'est à dire l'obligation de voir ce qui doit être vu...si ce n'est le flux renouvelé de touristes en ce lieu et la redondance des commentaires, journaux de voyage, guides..."* (p9). "*L'attrait et le mobile ne sont ni l'un ni l'autre des données, des invariants, les grandes tendances historiques ont provoqué des changements de goûts et la mode influe sur les choix individuels.*" (p 11)

Le tourisme rural se développe et devrait encore se développer.

La mise en valeur des richesses patrimoniales d'un territoire pour attirer toujours plus de touristes ne risque-t-elle pas d'en entraîner leur destruction ? Nous aborderons cet aspect sous l'angle de l'environnement.

Un tourisme rural durable

Des exemples variés de "Réhabilitation touristique de sites délaissés" sont donnés dans le guide de sensibilisation de décembre 1995 du ministère de l'environnement. Les liens entre tourisme et patrimoine ainsi que la nécessité de protéger l'environnement y sont réaffirmés dans l'introduction.

"*La volonté de maîtriser la pression touristique qui menace et dégrade de nombreux sites de grande qualité impose de mettre en place une politique nouvelle de gestion économe de l'espace.*" (p 5)

Sous le titre "*Un tourisme durable est-il possible*" du n° 1547 de mai 1996 de L'ENVIRONNEMENT, l'article relate les méfaits de la "*bétonisation insouciant*". Bien que le tourisme dans l'espace rural ne soit pas encore en voie de "*baléarisation*", il est nécessaire de prendre conscience que "*l'environnement est l'ingrédient de base du produit touristique. Nous vendons de l'air et de l'eau propres, des paysages superbes et un patrimoine historique et culturel préservé. La santé économique, actuelle et future, du tourisme dépend de l'environnement*" selon Geoffrey H Lipman, directeur général du World Travel et Tourism

Council. Des initiatives sont prises pour développer un tourisme durable: "*une charte du tourisme durable est en cours de rédaction et devrait aboutir en 1998. Elle est coordonnée par la Fédération française des parcs naturels.*"

Ainsi que nous l'indiquions au début de ces lignes nous avons pris le parti de ne relater que quelques exemples qui démontrent les liens entre tourisme et patrimoine. Les membres du réseau tourisme conduisent dans leur environnement propre de nombreuses actions de développement touristique s'appuyant sur les patrimoines; la publication de la synthèse des différents travaux conduits à partir des EPL constitue un des objectifs du réseau tourisme; cela complètera la liste des publications existantes.

Parmi les diverses références.

Les liens entre tourisme et patrimoine ont figuré au centre des débats de la première université d'été du tourisme rural organisée en 1991 à Super Lioran.

Les relations entre patrimoine et tourisme en

espace rural ont été évoquées dans la première partie du dossier n° 3 *action culturelle en milieu rural, le patrimoine : évidence culturelle en territoire rural* du ministère de la Culture et de la Francophonie de janvier 1995.

Un dossier a été consacré au patrimoine bâti et à sa mise en valeur culturelle dans les n° 18, 19 et 21 de *Source*, publication du Centre National de Ressources du Tourisme en Espace Rural et de l'association Tourisme en Espace Rural.

Enfin il est indispensable de consulter les études concernant le tourisme culturel réalisées par l'AFIT (Agence Française d'Ingénierie Touristique, 2 rue de Linois, 75740 Paris Cédex 15).

■ **Jean Liaume**
animateur du réseau DGER
«Tourisme»



Paysage vertical
Photographie Jean-Christophe Garcia
(en résidence au Lycée agricole de Sainte-Livrade - 1990/1992)

quotidienne ne porte pas encore témoignage, suppose de nouvelles avancées. Et parce qu'il n'y a pas de bon vent pour le marin qui ne connaît pas son port, les Services Régionaux de Formation et de Développement (SRFD) qui attendaient ce moment depuis bien longtemps commencent à monter la grand-

centralisation, les transferts de collectivités territoriales dans le domaine AC et DRAF se sont retrouvées autour du ment a pu se déployer l'idée qu'il fallait agricole au centre d'un dispositif de placement des actions a rendu ensuite utiles comme le CRARC - Aquitaine, ou de celles engagées avec les conseils rentes étapes, les établissements ve de l'intégration de la formation dans isant, de la capacité de l'Etat à s'adapter

L'auteur dresse ici l'histoire de la compétence de l'état en direction des de l'enseignement, montre comment DR. thème de la diffusion culturelle, et com placer l'établissement d'enseignement a réseau. Au cours des années, le dévelo nécessaire la création des nouveaux oi nouvelles relations partenariales comm régionaux nouvellement élus. Aux diffé d'enseignement agricole ont fait la prei une action économique globale et, ce fa aux nouvelles donnes de la société.

B. de la

Les années 84/86 vont mettre à jour les nouveaux enjeux de transfert de compétences en matière d'enseignement public. Enjeux considérables, les départements et les Régions deviennent compétents, les premiers pour les collèges, les seconds pour les lycées. Ce transfert constitue un enjeu essentiel par le nombre et la diversité des établissements concernés: plus de 200 établissements agricoles. Le régime de compétences partagées institué par le législateur concilie le rôle que l'État doit continuer à assurer. Il lui revient notamment de définir les orientations pédagogiques, les contenus des enseignements ainsi que les diplômes. De nouveaux rapports entre le monde éducatif et les collectivités sont nés. Dans ce nouvel équilibre le rôle de l'État demeure essentiel et irremplaçable. Il reste seul à arbitrer au nom de l'intérêt général. La garantie d'égalité de chances entre les citoyens, les groupes sociaux et les territoires sont à ce prix.

plus de responsabilités pour les services régionaux

Aux services extérieurs déconcentrés, la gestion concrète des actions, la capacité de dégager des priorités dans la mise en oeuvre en

albutiements décentralisation

souvenirs culturels

voile et tout le monde est attentif à la manoeuvre. C'est à partir de cet instant que naît le concept du projet d'outil culturel régional, le CRARC. Premier temps, identifier les objectifs à atteindre, et les logiques qu'ils induisent: donner une dimension nouvelle aux établissements agricoles, dans ce contexte particulier en s'appuyant sur la dynamique de projet dans un tissu territorial. Crainte non avouée: quelle crédibilité le Service Public "nouvelle formule" (DRAF/SRFD) peut-il retrouver, face aux enjeux devant le risque de pressions multiples (locales notamment)? Convaincues depuis longtemps par les richesses cachées du milieu rural si divers, la DRAC et la DRAF Aquitaine (SRFD) vont se retrouver autour d'un thème jugé à l'époque



comme novateur: la diffusion culturelle. Il n'y a pas de développement sans dimension culturelle. La première exploration montre que le Service Public peut être catalyseur et même co-animateur d'une idée globale: placer l'établissement agricole au centre d'un dispositif de RÉSEAU. Les chefs d'établissements et les professeurs d'E.S.C. vont être les relais, parfois malgré eux, privilégiés d'un projet de dynamique à l'image d'une RÉGION. Le management d'adhésion devenait prioritaire. Les fonds baptismaux d'une politique incitative de Service Public étaient posés.

La déconcentration, c'est aussi le moyen de libérer les énergies des fonctionnaires, de susciter leurs initiatives, de permettre d'épanouir l'esprit de service adapté aux réalités humaines.

structurer la mission d'action culturelle

La seconde phase pouvait commencer: comment pérenniser la structure régionale de développement culturel au service du local? Tenter du développement culturel en milieu rural c'est d'abord et avant tout, COMMUNIQUER. C'est faire partager sa foi en son projet et ses espérances. La phase de dossier projet va constituer une étape décisive. Trouver le révélateur d'une synergie: c'est cette magie qui fait que la "sauce prend". C'est à cet instant que la technique et la bonne connaissance des structures ont été de précieux apports. L'institutionnel prenait le pas. Tout concourrait à un projet collectif de type associatif: facilités, souplesse, culture socio etc... or une évidence s'imposait; rendre incontournable la future structure, faire le choix d'une identité type complexe régionale. La cohérence dans l'action de l'État était nécessaire. Le nouveau défi allait s'appeler CRARC AQUITAINE. A partir d'une analyse complète des structures existantes du type CRIPT, il s'avérait vite nécessaire de créer une identité particulière reconnaissant la dimension culturelle afin d'éviter les superstructures à étages type super CRIPT. Dès lors s'engageait un parcours du combattant parfois épique avec le pouvoir central restant concentré, afin de le convaincre

A partir de la place qu'il occupe au Ministère de la Culture (DDF), l'auteur s'efforce de cerner la notion de « médiation culturelle ». Après de multiples précautions, il est proposé de mettre au fondement de cette notion deux démarches à mener en parallèle quand médiation il y a : « approfondissement de la notion d'art et de culture » et « mise en place ou soutien aux dispositifs d'action culturelle ». Les types d'action relevant de cette notion sont ensuite mis en perspective par rapport aux positions défendues par Malraux, puis par les tenants d'une position plus « didactique » et enfin par les professionnels du secteur socioculturel.

Face à ces querelles qui minèrent le secteur culturel, l'auteur choisit prudemment de rappeler que dans médiation il y a médium = au milieu. Donc « la médiation, c'est tout ce qui circule entre ». Fort de cette définition minimale, l'auteur finit par poser que, ce faisant, la médiation participe au développement local et à l'aménagement culturel du territoire.

MÉDIATION

du bien fondé de notre démarche. Nouvelle navigation semée de récifs dangereux plus ou moins bien signalés pour aboutir enfin. L'État avait répondu présent. Le CRARC était né et reconnu.

Le facteur humain est prépondérant

Les nouveaux pouvoirs déconcentrés avaient permis de penser l'avenir. L'initiative d'un Service Public devenait réalité. Bien entendu le facteur humain a été prépondérant et déterminant. Fonctionnaires, oui, mais convaincus, passionnés par leur métier, volontaires, persuadés que la parcelle de pouvoir qu'ils avaient entre les mains pouvait aider l'établissement agricole à se développer, à asseoir sa nouvelle dimension. Autre aspect non négligeable : le principe de collégialité partenarial pour finir par jouer une partition avec un Conseil Régional fraîchement sorti des urnes.

On dit que gouverner c'est prévoir. Dans ce cas, nous pourrions parler de pari sur l'avenir pour continuer à accompagner les mutations du monde agricole de demain.

La preuve de l'intégration de la formation dans une action économique globale venait d'être administrée par l'enseignement agricole " facteur essentiel de qualité " du vivant. La société française a évolué. Autant de changements auxquels l'ÉTAT doit s'adapter : une adaptation qui ne saurait se confondre avec un quelconque renoncement. L'efficacité, ça se cultive, même si parfois ce n'est pas toujours simple.

■ Jacques Bodills

J'ai pas mal médité sur la médiation, pas mal écrit déjà, pas mal écouté et pas mal lu aussi, articles, ouvrages, tournant autour, j'en ai parlé, nous (nous, dans ce texte, signifiera : la Délégation au développement et aux formations) avons mis en place des sessions de formation : à la médiation artistique et culturelle, dans un premier temps, à l'intention des cadres des principales fédérations d'éducation populaire¹ (et en concertation avec elles en amont), à la médiation culturelle du territoire, ensuite, pour ce qu'il est convenu d'appeler les acteurs du développement rural.

Je ne suis pourtant pas très sûr encore d'avoir bien compris, en tout cas pas très sûr de faire bien comprendre ce qui se trame de signification profonde derrière ce concept perçu par les uns comme lignilinguiste (de lignis, bois, et lingua, langue), par d'autres comme une redondance inutile de notre chère animation.

Il faut peut-être que je touille à nouveau plusieurs fois les concepts dans le disque dur pour parvenir quelque jour à une clarté qui ne peut, comme nous le savons tous, qu'être fille de simplicité. Simplicité ne signifiant pas simplisme, je commencerai pas quelques rappels historiques ou factuels, pour ouvrir sur des perspectives peut-être plus abstraites. Réflexion et pratique devraient trouver ici de quoi se renforcer mutuellement.

Si dans un premier temps nous avons invité à réfléchir avec nous les fédérations d'éducation

populaire, c'est que leurs cadres, leurs militants, sont dans leur activité quotidienne des médiateurs ; c'est pour la même raison que nous avons pensé à élargir le cercle à ceux qui, professionnellement, ont à conduire ou coordonner des démarches de développement local.

La logique qui a conduit la DDF à revendiquer le terme de médiation et à mettre en place ces formations découle de notre réflexion générale sur la culture, du travail mené au service des politiques ministérielles d'aménagement culturel du territoire, d'élargissement des publics, notamment par l'éducation artistiques conduite dans le temps scolaire et dans le temps de loisir.

En d'autres termes, la question de la médiation doit être abordée par une double démarche : un approfondissement théorique des notions d'art et de culture, la mise en place ou le soutien aux dispositifs d'action culturelle.

Les arts et leurs médiations

Antoine Hennion, notamment dans *La passion musicale / un essai de sociologie de la médiation*, et Nathalie Heinich, notamment dans *La gloire de Van Gogh / un essai d'anthropologie de l'admiration*, développent très brillamment dans deux domaines très différents, la musique et la peinture², l'idée qu'il n'y a pas, comme on le pensait et le pense encore très souvent, dans une approche traditionnelle de l'art et de la culture, d'un côté l'œuvre d'art, de l'autre le public, mais que tout

se passe dans une sorte de tourbillon permanent et jamais achevé, où chacun prend ses marques d'une manière absolument unique dans chaque situation donnée.

La concrétisation d'une idée, d'une intuition, franchit des degrés divers de matérialisation : divers selon le domaine considéré, le matériau, les matériels, convoqués, divers selon la nature de l'individu ou du groupe en qui prend naissance le concept initial, divers selon la société avec qui dialogue la personne « en qui ça crée »³, divers selon l'amplitude désirée de l'impact, divers selon les conditions de réception, vision, écoute, etc. Ce sont des médiations.

Afin de préciser par un exemple, voici un extrait d'Antoine Hennion :

« La musique est un objet d'étude particulièrement intéressant... en tant qu'art de la médiation... On y parle bien peu de sujet ou d'objet, guère d'artiste (est musicien aussi bien le compositeur que l'interprète ou le mélomane); on y parle moins d'essence que de performances, d'œuvres que de versions, d'"être" que de jeu, d'interprétation, de présence. Non pas la musique d'un côté, le public de l'autre, et entre eux des moyens asservis ; tout se joue au milieu, chaque fois, dans un face-à-face précis avec des interprètes, à travers des médiateurs matériels particuliers, instrument, partition, rampe de la scène ou lecteur de disque, séparant des vedettes et un public, des "morceaux" et des amateurs, des œuvres et des interprètes, un catalogue et un marché... »
Extrait de *Passage(s) public(s)*.

L'art, la culture, et leur ministère

L'histoire du ministère de la Culture et de son grand fondateur, André Malraux, a parfois tendu à gommer cet aspect des choses.⁴

Hélène Mathieu rappelle : « *Malraux ne veut pas d'une perspective loisir ni d'une mission éducative. Il refuse ce qu'il appelle le pédagogisme...* : « *A l'école on apprend Phèdre et dans les maisons de la culture on apprend à aimer Phèdre* », et, dans un autre registre : « *moi, je ne m'occupe pas des loisirs ; si la culture existe, ce n'est pas du tout pour que les gens s'amusent* »...

À ce stade de mon exposé, je voudrais attirer

l'attention sur le fait qu'il n'y a pas seulement deux positions dans le rapport œuvre-public : la « *position malrucienne* », selon laquelle les « grandes œuvres de l'humanité » doivent « se révéler » par le choc esthétique, et la position pédagogique, qui milite pour une approche progressive, didactique, de l'œuvre grâce à une parole intermédiaire ; il existe une troisième voie (au moins), qui considère qu'il faut aider chacun à faire émerger en soi la créativité dont il est porteur et que là est le meilleur moyen de « démocratiser la culture ».

La querelle à laquelle il est souvent fait référence entre Culture et Jeunesse et Sports, entre Malraux et Herzog, entre culturel et socioculturel, tient à mon sens à ce qu'à une époque donnée, notamment dans les années 70, les positions ont été à ce point parodiées par des zéloteurs intransigeants qu'il ne restait pas l'espace d'une passerelle entre le macramé et le sérialisme absolu.

Médiateurs et médiation

Je reprends ces termes, pour creuser un peu ces notions, dans leur relation entre elles. Si, tactiquement, il paraît plus prudent de parler de médiation avant de parler de médiateurs, c'est pour ne pas recréer les malentendus, suggérés ci-dessus, qui ont donné naissance à des métiers d'animateur, notamment, sans avoir au préalable situé les enjeux. Le terme de médiateur, que je réintroduirai, est dans la pratique trop entaché d'ambiguïté, s'appliquant au militaire aussi bien qu'au politique, au juriste qu'au culturel.

Pour éviter le grief d'être un coupeur de cheveux en quatre, je dirai qu'il y a une égale différence entre médiation et médiateur qu'entre interprétation et interprète. Comme si, chaque fois qu'on incarne un concept, on devait l'enraciner dans un hypothétique métier, dans une identité professionnelle castratrice.

Interprète évoque le traducteur (traduttore=traditore !), et plus précisément même le traducteur oral et simultané ; en musique, il est l'exécutant, instrumentiste, chanteur, ou chef. L'interprétation bien sûr recouvre les actions effectuées par les acteurs mentionnés, mais beaucoup plus largement signifie compréhension profonde, assimilation d'un réel et re-création ou remise en scène de ce réel, que ce réel soit lui-même palpable (un paysage : cf. les « centres d'interprétation ») ou fruit immatériel d'un imaginaire (pièce de musique ou de théâtre).

On perçoit que derrière ce substantif actif (l'interprétation) il y a beaucoup plus d'espace, ou de chair, selon la métaphore qu'on se

choisira, que derrière le premier terme (interprète), mi-adjectif mi-substantif, désignant un individu.

Il en va de même de la médiation. C'est ici qu'il est utile de recourir à l'étymologie, medium=au milieu, entre. La médiation, c'est tout ce qui « circule entre ».

Je rappelle ici quelques-uns des propos que tenait Dominique Chavigny en ouverture aux sessions de formation à la médiation artistique et culturelle :

« La démocratisation de l'accès à la culture implique le développement des démarches d'appropriation de l'art vivant, et du patrimoine artistique et culturel.

Les pratiques de la médiation artistique et culturelle désignent aujourd'hui ces démarches d'appropriation et les modalités de mise en relation de la production artistique avec les publics.

La médiation artistique et culturelle déclenche et accompagne les démarches d'appropriation des œuvres. Cette approche ne peut se confondre avec une simple instrumentalisation de la culture dans une recherche de "médiation sociale". L'ambiguïté doit être levée : le travail prioritaire du ministère de la Culture est d'assurer l'accès de tous et de chacun au patrimoine artistique et culturel, et de qualifier les pratiques d'expression artistique.

«Le développement de la fonction de médiation artistique et culturelle participe de l'aménagement culturel du territoire. L'aménagement culturel implique l'identification d'un territoire à partir duquel peut s'opérer une mobilisation optimum des ressources humaines et des structures.

Ce travail de mobilisation et de maillage commande la mise en réseau des institutions artistiques et culturelles avec les structures de proximité pour une véritable circulation des publics, de l'offre et des œuvres. Ce travail nécessite surtout une approche globale et cohérente de la politique culturelle au niveau communal ou intercommunal.

«La mobilisation des compétences ouvre un vaste chantier pour le développement de la fonction de médiation artistique et culturelle,

Cette mobilisation passe tout d'abord par la sensibilisation du réseau "culture" à l'action en direction des publics éloignés de ses offres. Plus riches et plus porteurs d'avenir, des rencontres et des espaces d'échanges communs doivent s'instituer entre les professionnels des secteurs culturel, social et d'animation. Les réseaux des associations ou des fédérations d'éducation populaire constituent aujourd'hui les partenaires les plus clairement désignés pour s'associer à une politique résolue de démocratisation d'accès à la culture. Son histoire, l'investissement croissant de ses structures dans des projets artistiques et culturels exigeants, la volonté affichée de développer la formation de ses ressources humaines, font du secteur de l'éducation populaire un allié objectif pour la réussite d'une politique de démocratisation.»

Médiateurs professionnels

L'ambition générale de cette démarche de formation est donc de fonder un partenariat riche entre acteurs de champs bien distincts mais qui sauront se parler au fil de projets, locaux ou plus larges, hors des langues de bois, des préjugés, des stéréotypes de classes, de castes, de corporations. C'est ce qu'on peut entendre par l'expression un peu rebattue de « mise en réseau ».

Car il existe, pour des raisons évidentes de qualification devenue indispensable (dans aucune autre secteur de la vie économique ou intellectuelle on n'admettrait de s'en remettre simplement aux « bonnes volontés », aux bénévoles, aux amateurs, tendance fréquente dans le domaine de la culture). Il existe bien des médiateurs professionnels et ils sont nécessaires. Ils reçoivent des formations spécifiques, par exemple :

- médiateurs musées,
- médiateurs d'art contemporain,
- médiateurs du livre,
- "dumistes" (musiciens intervenants en milieu scolaire).

Les trois premières formations visent une qualification identifiée qui débouche sur un métier comme directeur de galerie, secrétaire général de centre d'art, pour les médiateurs d'art contemporain, d'aide bibliothécaire pour les médiateurs livre.

Généralement attachés à des institutions culturelles d'une certaine importance, ils doivent jouer un rôle moteur dans la mise en réseau évoquée.

Médiateurs "naturels"

Qu'il s'agisse de sensibiliser ou initier des « consommateurs », former des praticiens amateurs, une médiation est nécessaire pour assurer le

passage de l'œuvre au public. Des médiateurs sont nécessaires : Ils sont nécessaires par carence de professionnels disponibles ou volontaires. Ils sont nécessaires parce que très souvent ils sont « de la même famille » que ceux à l'égard de qui se fait la médiation, ils parlent la même langue.

Ils sont nécessaires parce qu'ils ont le plus souvent la distance vis-à-vis des intérêts, des courants, des passions, qui agitent le microcosme des acteurs culturels.

Approchant du terme de ce texte un peu long mais qu'il me semblait nécessaire de ne pas trop contraindre pour permettre à chacun de bien se situer, je voudrais laisser s'exprimer un point de vue propre à relancer le débat : Manée Teyssandier (Questions autour de la médiation, *La Lettre de Peuple et Culture*, 1992) :

« Je ne crois pas qu'en matière d'art, ou d'autre chose d'ailleurs, la progression soit le meilleur chemin... »

On ne doit pas forcément passer par une sorte de transition. Il y a des choses qui forcément déstabilisent. Le contact doit avoir lieu. La médiation peut aider. Mais la progression n'est pas toujours le bon procédé... »

On a mis en place des ateliers avec l'idée que la pratique personnelle, en permettant l'élargissement des références culturelles, était aussi une procédure de médiation... Ces ateliers permettaient une jonction entre les amateurs et les professionnels, dépassant les pratiques socioculturelles du passé... »

Pour conclure

J'emprunte à un philosophe belge, spécialiste du mouvement social, Luc Carton, ce dernier extrait, propre à stimuler une réflexion en profondeur :

« La problématique de la démocratisation de la culture est obsolète.

Il s'agit de susciter les procédures qui permettent à la production et à la consommation culturelles

de se définir par inter-action. C'est bien le sens de ce que Michel de Certeau appelait « opérations culturelles », où création, transmission et consommation culturelles se définissent mutuellement, en assumant leur interdépendance.

La médiation n'est plus alors le travail du messenger qui court du créateur au consommateur ; elle interroge au contraire le « pouvoir d'usage » du consommateur comme elle suscite le pouvoir d'interprétation du créateur, au point de leur proposer les modalités d'une action commune.

... Travaillé par la médiation, le savoir comme l'œuvre d'art apparaît pleinement comme rapport social. La culture n'est plus cette île, au large du continent du non-sens, mais l'action d'interpréter le monde et, partant, de contribuer à le transformer. »

■ Michel Duvigneau
Ministère de la Culture - DDF

1. À cette date, 7 fédérations nationales: CEMEA, Fédération française des maisons de jeunes et de la culture, Fédération nationale des foyers ruraux, Fédération nationale Léo Lagrange, Francas, Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, Peuple et Culture.

2. Souvent opposés comme arts temporels/arts de l'espace ou arts de l'éphémère/arts du stable, ce qui reste un sujet de réflexion et même de débat.

3. Selon la jolie formule d'un psychanalyste, Smail Hadjadj, qui trouve outrecuidant de se proclamer créateur, et j'incline à penser qu'il n'a pas tort.

4. C'est pourtant bien Malraux qui, non sans humour, après avoir disserté sur le cinéma industrie, ajoutait in fine « par ailleurs, le cinéma est aussi un art », preuve qu'il ne méconnaissait ni l'air ni la chanson.

Le rural en culture, la chose paraît entendue! Et pourtant, derrière cette évidence, n'y a-t-il pas des questions, des tabous qu'il faudrait prendre le temps de relever? A. Faure, chercheur au C.N.R.S., propose, dans ces lignes, de développer trois sujets délicats.

D'abord, «le couplet du développement local» entonné par les agriculteurs ne doit pas masquer que «s'est creusé un profond fossé entre le monde agricole et les autres catégories d'acteurs de la société française». Sont mis en avant trois indicateurs: la corporatisation des agriculteurs, un système de transmission familial, et une perception du territoire centrée sur des enjeux fonciers. Ce qui, pour l'auteur, rend très difficile les échanges entre les agriculteurs et les ruraux importés ou les urbains de passage.

Ensuite, la logique touristique très fortement proclamée ne doit pas masquer que s'affrontent deux logiques qui n'ont pas encore trouvé leurs marques: le tourisme disons «traditionnel», et le tourisme disons «vert», plus souple.

Enfin, la décentralisation est encore récente et l'évolution rapide du monde rural pose des problèmes politico-administratifs que le multipartenariat renforce. Face à ces problèmes, l'auteur avance les raisons qui le poussent à parler sur la capacité d'action que les maires ruraux ne manqueront pas de développer.

le rural en culture

au gré de quelques obstacles préoccupants

Une conviction gagne du terrain à Bruxelles, dans les ministères, et sur tous les espaces (décentralisés et déconcentrés) de formation et de soutien au développement rural: l'action culturelle doit être favorisée parce qu'elle constitue un puissant déclencheur en faveur des initiatives de développement local. Dans les colonnes de CHAMPS CULTURELS, l'idée se décline presque naturellement et chacun se réjouit - enseignant, animateur, programmeur, artiste - de cet engouement pour la culture qui semble se propager au cœur des institutions. L'idée est séduisante et réconfortante. Elle fait écho à des valeurs menacées et à des préoccupations gestionnaires, elle évoque un déclin à combattre et des outils à mettre en place. Mais le concert pour une culture qui protège et qui émancipe annonce aussi quelques quiproquos tenaces. Le rural n'entre pas soudainement en culture avec des directives européennes et une loi sur l'aménagement du territoire. C'est plutôt la culture et l'agriculture, dans leur version légitime et homologuée par les pouvoirs publics, qui s'affairent au chevet du

développement rural. Et ces fiançailles hâtives, qui reçoivent pour l'instant l'assentiment de tous, ne vont pas nécessairement de soi. Les valeurs du monde agricole ne sont-elles pas précisément en rupture de société depuis quelques décennies? Les élus ruraux sont-ils en mesure de réaliser une médiation de qualité entre l'offre et la demande de culture sur le territoire? Autant de questions qui méritent assurément un débat contradictoire. Ne serait-ce que pour réfléchir à quelques tabous (discrètement dissimulés dans le trousseau de la mariée) avant que ne soit célébrée la noce...

L'isolement des valeurs agricoles

Le premier sujet délicat concerne naturellement la place de l'agriculture au cœur du monde rural et au sein de la société française. La profession agricole entonne depuis quelques années avec énergie le couplet du développement local autour des missions d'entretien de l'espace, d'aménagement, d'accueil et de productions de terroir. Ces signes d'ouverture ne doivent pas masquer trois décennies de développement agricole où s'est

creusé un profond fossé entre le monde agricole et les autres catégories d'acteurs de la société française. On peut à grands traits mentionner trois indicateurs qui illustrent ce phénomène de décalage. Une forte corporatisation technique et administrative de la profession agricole, un système de transmission et de renouvellement des activités presque exclusivement tourné vers la sphère familiale directe des agriculteurs, et une perception du territoire centrée sur des enjeux fonciers codifiés et protégés à l'échelon communal. Or ces trois caractéristiques sont aux antipodes des mouvements d'idées qui alimentent les initiatives contemporaines de développement local. Tout d'abord, le corporatisme agricole se retrouve souvent en porte-à-faux face aux initiatives partenariales négociées sur des micro-territoires et pensées autour des notions de proximité, de pluriactivité et de bricolage institutionnel. Ensuite, le système de formation limite dans les faits toute intégration par le diplôme aux seules parentés agricoles et interdit les brassages identitaires qui sont souvent à l'origine des innovations entrepreneuriales des plus réussies. Enfin, la

tradition agricole des enjeux fonciers ne correspond pas vraiment aux dynamiques intercommunales portées par les projets de développement sur le tourisme, l'accueil d'entreprises, la réorganisation des services de proximité ou encore l'habitat collectif sans accession à la propriété. Il ne s'agit naturellement pas d'instruire ici le procès des agriculteurs mais de souligner que leur «vision du monde» s'est historiquement construite sur des bases sectorielles, territoriales et symboliques rendant aujourd'hui les échanges très difficiles avec les ruraux «importés» et avec les urbains de passage. Sur la question précise du développement culturel, on ne peut que s'inquiéter de cet isolement des valeurs agricoles, valeurs qui se révèlent paradoxalement trop riches et trop «globales» pour participer à l'élaboration d'une citoyenneté rurale composite et expérimentale.

les objectifs hétérogènes du tourisme

Le second sujet que peu d'acteurs ruraux abordent frontalement concerne les ambiguïtés culturelles qui prévalent au développement des activités touristiques. Les études que nous avons pu engager ces dernières années sur l'avenir du monde rural montrent en effet plusieurs malentendus en formation. D'un côté, la situation déclinante des hôtels-restaurants de passage et des infrastructures traditionnelles de plein air atteste de la nécessité de renouveler la gamme des prestations associant le cadre naturel et les activités de détente. De l'autre, la progression des gîtes, des chambres d'hôtes, des zones de loisirs ou encore des structures pour séminaires constitue une nouvelle tendance prometteuse. Mais si tout le monde s'accorde à reconnaître que «ce marché» est loin d'être saturé, de fortes tensions apparaissent concernant le statut qu'occupent les «consommateurs de ruralité» dans la dynamique générale en faveur du développement local. Se pose en effet le problème classique de la place que les habitants accordent aux «étrangers» qui s'intéressent surtout aux fonctions résidentielles, écologiques et ludiques du territoire. En voyant défiler les touristes et les résidents secondaires, les ruraux sont tiraillés entre «faire du chiffre», promouvoir une identité vivante, s'adapter en période de crise et améliorer leur cadre de vie quotidien. De fortes différences d'appréciation séparent ceux pour qui le tourisme vert constitue un simple complément d'activité, ceux qui y voient un réel recours économique et un projet professionnel à long terme, et la majorité qui juge le mal nécessaire et accessoirement dynamiseur pour les services de proximité. En fait, le tourisme rural français souffre de cette hétérogénéité des objectifs, où la culture ne tient pas une place

centrale et ne joue que rarement la fonction communautaire d'intégration qui a longtemps fait la force des sociétés villageoises. Les «cultureux» redoutent l'amateurisme des «socioc», les militants associatifs déplorent le mercantilisme des «professionnels», «les anciens» contestent l'intransigeance des «écologues», les «néo» ne comprennent pas la permanence de certains clivages... Que le tourisme soit conçu pour vivre au pays, pour voir du monde au pays ou pour montrer le pays au monde, les différents protagonistes des identités locales en présence peinent à former une identité territoriale qui puisse transcender les différences en présence.

les maires en situation de médiation administrative

Enfin, le troisième sujet délicat sur le rural en culture est d'ordre politico-administratif. Dans les micro-régions qui recèlent des atouts de développement, les signes de dynamisme et de renouveau ne manquent pas. Des associations s'investissent avec panache dans des projets qui concilient la protection de l'environnement, l'entretien des sentiers et la rénovation du patrimoine. Des initiatives se fédèrent pour donner un éclat particulier aux fêtes locales et à des activités socioculturelles dans des domaines très variés. Différentes filières professionnelles (coordonnées à l'échelon départemental, régional ou national) n'hésitent pas plus à promouvoir des labels de terroir et des formations au développement local. Mais les pouvoirs publics encadrent cet apparent «retour au local» à partir d'outils d'intervention très dispersés. Qui plus est, dans la jungle des procédures de financement sur le développement rural, la culture administrative française confère aux «ingénieurs du développement» une place favorisant le «sectoriel» au détriment du «territorial» et générant d'importants cloisonnements pour l'expertise des dossiers. Ce contexte institutionnel ne doit cependant pas masquer un renouveau concernant les modes d'action des élus locaux et des porteurs de projet. Le système de financement privilégie presque systématiquement un modèle partenarial ou interviennent simultanément plusieurs institutions. Le dialogue se tisse progressivement entre des filières qui n'avaient pas l'habitude de coopérer. Et l'état d'esprit dans lequel sont appréhendés les programmes semble enregistrer une modification des priorités de l'action publique. Les projets de développement territorial ne se ressemblent pas toujours d'une région à l'autre, ils ne sont pas entièrement dépendants d'accords contractuels et financiers avec l'État, ils sont activement investis par des «entrepreneurs locaux» (tant politiques que socioprofessionnels

et militants) et leur renouvellement n'est jamais acquis a priori. La méthode, qui rappelle le principe de subsidiarité dans la mesure où l'action publique paraît plus flexible, plus négociée et plus territorialisée que par le passé, donne souvent aux maires une place déterminante. Mais ces derniers auront-ils les moyens et le recul suffisant pour opérer une bonne médiation administrative?

pour une «urbanité rurale»

A l'heure où aucune autorité légitime n'apparaît en mesure de proposer une maîtrise d'ouvrage complète dans ce domaine (qu'il s'agisse du département, de la région, de l'État, de l'union européenne, de corporations, d'associations ou de syndicats), les maires ruraux sont sans doute les mieux placés pour engager une double révolution culturelle.

D'une part, ils peuvent favoriser dans les dynamiques territoriales qui stimulent les projets globaux de développement. C'est dans cette perspective qu'il faut décrypter l'engouement pour des processus intercommunaux et supra-communaux variés mettant en scène une nouvelle perception de l'action publique locale (communautés de communes, «pays», contrats de développement, projets financés par l'union européenne, espaces transfrontaliers).

D'autre part, ils peuvent interpellier les grandes administrations pour prolonger des expériences intersectorielles courageuses et innovantes (culture et agriculture, insertion et formation, environnement et tourisme, services de proximité et services publics, etc). Ces dernières permettent à des micro-régions d'inventer une «urbanité rurale» (selon l'heureuse expression des sociologues Pierre Lamaison et François Poulle) pour la mise en place de services collectifs de qualité où les habitants ne sont pas que des simples usagers. A l'image de la ville en période d'expansion et pour paraphraser Max Weber, on peut se demander si «l'air du rural rend libre» dans la période de crise que nous traversons, notamment parce qu'il offre à ses habitants la possibilité (l'illusion?) de repenser les conditions territoriales du rapport entre la culture et la politique.

■ **Alain Faure**
C.N.R.S. CERAT

ANIMATION ARTISTIQUE

Ouvrir les portes de l'art

L'EPL de Valdoie a organisé en février sa première semaine de l'art au lycée.

Ça a commencé simplement, par une petite discussion en salle de profs, entre café, récré et certifs à préparer! Deux enseignants ont souhaité monter une semaine de découverte et de sensibilisation artistique, autrement dit de faire entrer l'art au lycée. Et de fonctionner «en direct», c'est-à-dire de combiner théorie et pratique, en demandant à des artistes de créer des œuvres in situ, sous le regard et les questions des élèves. Car tel était bien l'objectif de l'opération: donner aux élèves l'occasion d'appréhender les mécanismes de la production du sens artistique en compagnie d'artistes prêts à se frotter une semaine durant aux délices de la chose



semaine de l'art à Valdoie

pédagogique! Les temps d'interventions artistiques ont été aménagés dans les fourchettes horaires des cours, pour que chaque élève puisse participer de façon active à au moins un module de création sur les six proposés, après sensibilisation par les artistes.

Regards timides pour commencer, intérêt croissant ensuite, et plein succès enfin pour les élèves, les artistes et les enseignants: ainsi peut se résumer cette semaine artistique de février, qui a jonglé entre peinture et B.D., théâtre et photo, sculpture et scénographie, sans fausse note aucune sinon qu'une semaine, c'est trop court! De l'avis général, la version 97 offrira un programme plus étoffé, et qui s'étalera sur dix jours, au printemps. En attendant, les organisateurs évaluent les acquis de cette opération, qui a surtout provoqué une belle dynamique artistique au sein de l'établissement.

«Dix artistes de la région font entrer l'art au Lycée horticole de Valdoie. Depuis lundi, et pendant cinq jours, ils se relayeront à tour de rôle pour faire partager leur passion aux élèves. Ils sont peintres, plasticiens, gens de théâtre, photographes ou professionnels de la bande dessinée. Ils s'assoient, entourés d'élèves, après s'être parés de leurs outils habituels, et donnent vie à leur technique».

C'est ce qu'on pouvait lire dans l'Est Républicain, dans un article qui résumait en substance l'esprit de cette semaine artistique. Pleins feux sur la création, aurait-on pu ajouter, puisque cette opération s'est achevée avec une exposition finale des œuvres réalisées pendant la semaine, et scénographiées par une plasticienne et deux classes de BTS.

Rendez-vous donc l'année prochaine.

■ **Roland Schreimbacher**
professeur d'Éducation socioculturelle

■ **Dominique Freymuth**
professeur de Lettres



Rencontres interculturelles à Saint-Genis Laval

ÉCHANGE INTERCULTUREL

3 pays, 3 cultures, 3 expressions artistiques

Le 24 juin, trois groupes de lycéens se retrouvent à Kierspe (Westphalie), accueillis par la RWAG (association de formation pour les étrangers en Allemagne).

Le premier groupe est composé de 12 russes, venus du Lycée N.7 -lycée classique-, de Volgograd. Le second, avec 8 jeunes français, fait partie du Lycée agro-alimentaire de Saint Genis-Laval, et le troisième accueille les deux premiers à la Gesamtschule Kierspe -un lycée de 1000 élèves.

Les trois groupes feront connaissance en se présentant chacun leur spectacle. Biotope strasse, par l'atelier théâtre français, Sine titulo, par l'atelier de danse russe, et Rock and soul, par l'atelier de musique allemand.

Ces trois spectacles deviennent à partir de ce jour-là un seul spectacle qui sera présenté au public le 28 juin, à la Gesamtschule Kierspe, et le 2 juillet à Saint Genis-Laval.

Pendant le séjour, les trois ateliers travaillent ensemble et les lycéens expérimentent une expression artistique qu'ils ne connaissent pas, les musiciens pouvant découvrir la danse, les danseurs la comédie... Ces travaux se poursuivront pendant leur séjour en France.

La rencontre en Allemagne est aussi la découverte de la culture du pays: avec un spectacle théâtral dans un lieu alternatif, le musée Ludwik ou un opéra-rock au théâtre de Wuppertal.

Le retour en France se fait avec une étape en Alsace, à Colmar et à Mittelwihr, siège du service des échanges internationaux de la FNFR, autre partenaire de cette rencontre, et au musée d'Unterlinden.

Au Lycée de Saint Genis-Laval s'enchaînent le spectacle, les travaux d'atelier et la découverte de la culture française.

A l'Espace Culturel de Saint Genis-Laval, 150 invités du Lycée découvrent le spectacle: et la satisfaction est grande tant pour les lycéens, qui ont travaillé ce jour-là dans une vraie salle de spectacle, avec des conditions professionnelles, que pour les spectateurs surpris de la qualité de la prestation, résultat de l'engagement de lycéens dans un travail artistique pendant toute une année scolaire.

L'OFAJ -Office Franco-Allemand pour la Jeunesse-, a initié, financé et réussi une très belle rencontre humaine et artistique, au vu de l'enthousiasme de tous les participants.

Nous, lycéens, professeurs, créateurs, organisateurs, interprètes (nous sommes 42 impliqués dans le projet!), nous avons rendez-vous à Volgograd pendant l'été 97: et déjà les trois groupes ont un projet commun de travail artistique!

■ **Martine Alibert**
Professeur d'Éducation Socioculturelle
Saint Genis-Laval

ÉCRITURE

"Ecritures, Traces et milieux"

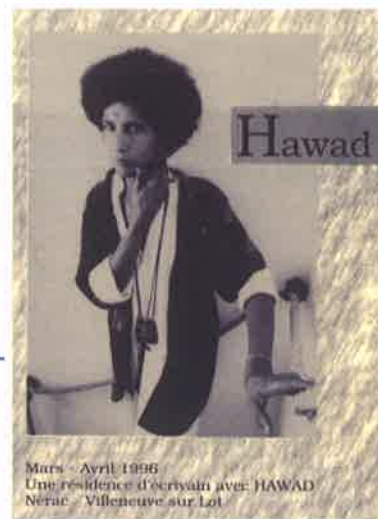
Suite aux différentes actions menées au LPA de Nérac et notamment des travaux sur l'écriture et grâce au jumelage avec le Centre Culturel de Villeneuve/Lot, le LPA de Nérac a bâti un projet pédagogique autour de la présence d'Hawad à Nérac en mars-avril 96, écrivain calligraphique d'origine touarègue.

"Ecritures, traces et milieux" avait pour objectif de valoriser la résidence d'Hawad auprès des jeunes et du milieu environnant.

Pour encourager les jeunes à la lecture et à l'écriture, leur permettre des échanges interculturels sur les rapports de l'homme avec son milieu, les conduire à participer à l'animation de leur milieu, des ateliers pédagogiques avec l'appui d'intervenants extérieurs ont été conduits dans toute les classes (documentation-presse, lecture théâtrale, calligraphie, écriture, animation-communication, etc...). Ils ont débouché sur des productions, des animations, des rencontres: soirée-lecture, ciné-débat, expositions, participation au salon "Livres du Sud".

Des traces de ces rencontres pourraient faire l'objet de nouveaux projets l'an prochain.

■ **Martine Hautbier**
CRARC Aquitaine
■ **Contacts: Corinne Boyer**
Marie Paule Chanois



PRÉVENTION SIDA

L'animation au service de la formation

Une expérience à la croisée des objectifs éducatifs et d'animation culturelle pour une meilleure prévention.

La direction générale de l'enseignement et de la recherche a mis en place, dans le cadre du comité interministériel de lutte contre le SIDA piloté par la direction générale de la santé, un programme de trois ans.

Trois régions expérimentales, Provence Alpes Côte d'Azur, Nord Pas de Calais et Ile de France, ont été choisies pour bénéficier d'un module de vingt heures d'éducation à la santé et à la sexualité pour les classes de 4ème et 3ème des lycées agricoles.

Les jeunes, acteurs de la prévention

En milieu scolaire, de très nombreuses initiatives ont été tentées pour lutter contre le SIDA. Un sentiment de saturation a parfois été observé chez les adolescents. C'est pour éviter ce «ras-le-bol» que des méthodes pédagogiques novatrices faisant des jeunes les véritables acteurs de la prévention ont été préconisées et encouragées, tout d'abord par un concours d'affiches qui a remporté un vif succès auprès de 1500 élèves des lycées agricoles. Puis ce sont douze établissements qui ont accueilli le spectacle de Stéphane Tournu-Romain «Larme de sang». Neuf établissements se trouvaient dans les régions expérimentales, les trois autres étaient les lauréats du concours d'affiches.

Partout, cette expérience a fait naître l'enthousiasme. Les élèves ont été sensibles au



fait d'être porteurs de messages de prévention et de lutte contre l'exclusion et désireux de s'investir dans une aventure artistique pour la première fois, pour la plupart d'entre eux.

Les responsables éducatifs, qui ont entouré les élèves, ont apprécié l'énergie que ces jeunes ont déployée, ainsi que l'esprit d'équipe qui s'est développé. Plusieurs modes d'expression étaient mêlés. C'est donc un véritable défi que nos élèves devaient relever en quatre jours. La personnalité des deux intervenants les a aidés et ils se sont appropriés les textes, chants et danses grâce à leur volonté de vivre pleinement cette aventure qui, disent-ils dans des différents lycées, restera comme un événement marquant de leur scolarité. Le quatrième jour, l'unique représentation était ouverte à un large public confirmant la mission d'animation du milieu rural des lycées agricoles. Dans un décor restituant l'ambiance d'un quartier pauvre de Richmond, là où a grandi Arthur Ashe, les adolescents rappellent la nécessaire prise de conscience de chacun face au SIDA en faisant revivre les étapes marquantes de la vie de ce grand champion.



proposition graphique pour une cassette vidéo (Séverine Rech, Céline Bousquet, Nathalie Borredon, Fabienne Levasseur, élèves de BTA)

Du théâtre aux arts plastiques

La DGER poursuit son action en généralisant la mise en place du module d'éducation à la santé et à la sexualité dans toutes les régions, notamment les DOM TOM en partenariat avec le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'intérêt suscité par le spectacle «Larme de sang» ouvre la voie à d'autres actions, dont une très belle exposition photographique intitulée «Bulle d'amour» qui circulera dans les trois régions expérimentales dès la rentrée et sera ensuite à la disposition des autres établissements.

Une opération «cartes postales» est également prévue le 1er décembre 1996, lors de la journée mondiale de lutte contre le SIDA dont le thème est «unis dans l'espoir». La carte postale, dessinée par un élève du LEGTA de Toulouse Auzerville sera diffusée dans tous les pays européens; elle évoque la lutte contre l'exclusion, message omniprésent dans «Larmes de sang».

■ L'Ve Lê-Quang
Bureau des Enseignants
Technologiques et Professionnels
Sous-direction POFEGTP

ce qu'en pensent les élèves de 1^{re} professionnelle «Bio-industrie de transformation» du Lycée agricole de Périgueux

■ Lydia URION
Tout d'abord, je voudrais préciser qu'avant l'élaboration du spectacle, j'étais réticente à l'idée de jouer et dire un texte devant des gens...
Toute la semaine, il y eut des répétitions et encore des répétitions qui furent fort agréables. Elles nous ont permis de nous détendre et de nous exprimer haut et fort.

Je tiens à noter que, tout le long de la semaine, je n'ai jamais cru que j'aurais le courage de monter sur la scène tant je suis timide et apeurée. Le jour "J" est arrivé et nous avons tous donné le meilleur de nous-mêmes; je suis montée sur scène et je me suis produite avec beaucoup de plaisir. Heureusement que nous avons Christophe et Stéphane avec nous. Les autres élèves ont été chaleureux et m'ont encouragée, ce qui m'a beaucoup aidée.

Les représentations de «Larme de sang» ont eu lieu entre septembre 95 et mars 96. Trois élèves ont interprété cette pièce devant plus de trois mille spectateurs.



Le message a sans doute sensibilisé bon nombre de jeunes comme moi. Cette expérience m'a fait découvrir des choses que je ne soupçonnais pas en moi.

■ Christelle VILLEMEN

Nous nous sommes tous très bien entendus. Nous étions vingt-quatre à monter sur les planches. Il y avait des chansons, des danses, des textes et un final vraiment superbe! Tout cela racontait une vie, celle d'Arthur Ashe! Si c'était à refaire, ce serait avec joie.

■ Laurent BOUCHER

«Larme de sang» traite du combat du tennisman Arthur Ashe contre le SIDA. Cette pièce m'a ouvert les yeux sur les problèmes de cette maladie. Je suis heureux d'y avoir participé car mon action a peut-être servi à ouvrir les yeux à d'autres personnes.

■ Hélène BOUREZ

La participation de la classe entière a permis de voir que, face à un fléau, tout le monde s'est dépensé afin de sensibiliser davantage notre public d'adultes et d'adolescents qui s'est montré très attentif et très respectueux lors de la représentation.
On a travaillé sans trop s'en rendre compte parce qu'on était motivé et grâce à l'ambiance. Dominage qu'il y ait eu qu'une seule représentation. C'est une bonne façon de faire de la prévention.

■ Laurent YANNICK

Il y avait beaucoup de personnes lors de la représentation et c'est ce qui m'a le plus touché car nous avons pu constater que les problèmes que pose le SIDA partout dans le monde peuvent concerner une grande partie de la population d'une ville telle que Périgueux.

■ Sébastien CELERIER

Cette pièce fut très enrichissante sur le plan «apprentissage du théâtre» car, pour ma part, ce

SAVEURS

4000 visiteurs pour «Saveurs, Délices et Arts: un parcours des sens»

fut la première fois que je montais sur les planches.

■ **Lydia LANGLAIS**

Ce spectacle a touché le cœur des spectateurs car il parlait de la vie réelle et il m'a particulièrement touchée.

Pendant une semaine, nous avons tous été très intéressés et motivés pour "Larme de sang". Cette pièce sur le SIDA a permis à plusieurs personnes de penser différemment à cette maladie.

■ **Corinne BEAU**

Cette pièce a sensibilisé les spectateurs car elle évoque le SIDA et l'exclusion sans être rébarbative. Elle permet peut-être à certaines personnes de se remettre en question.

L'exposition d'art contemporain ouverte en octobre au LEGTA de Venours présentait une vingtaine d'artistes autour de la thématique des saveurs. Pour Monique Stupar, ordonnatrice de cette fête du goût, le pari artistique était, comme en cuisine, de composer des mélanges (au sens culinaire comme au sens littéraire) où voisinent et s'interpellent le visible et le sapide. «Tout art est sacrifice et médiation, toute cuisine est sacrifice et médiation puisque c'est, à la fois, ce qui énonce notre différence et ce qui nous relie entre nous et au monde», dit Alain Fleig dans le beau catalogue de l'exposition: «Contempler une oeuvre ou manger, c'est absorber le monde, le déguster, c'est se l'introduire et en jouir, c'est pourquoi cela se partage».

Question scénographie, le lieu se devait de prendre en compte la volonté de créer un univers sensoriel complet: le lieu muséal est volontiers froid, austère, blanc, sous une lumière égale. Il fallait ici jouer l'opposé: Clarisse Desnoue-Schlegel a choisi des lumières chaleureuses dessinant de petits espaces, des odeurs mélangées surgissent: menthe, paprika, anis, curry et dizaines d'autres condiments déposés un peu partout dans des coupelles bleues; la musique de Thierry Lancino, offre, selon les moments, des lenteurs sucrées ou des rythmes poivrés. A côté du Petit déjeuner en bronze de Spoerri, la petite maison de Nabila Zein nous fait entrer dans l'univers des senteurs orientales; plus loin, un «resto-vidéo» farfêlu où le spectateur-goûteur-découvreur réanime tout un éventail de saveurs répertoriées par Sylvie Marchand. Gilbert Lascaux, dans le catalogue, revendique d'«aimer à la fois l'austère et le voluptueux»: et on ne s'en est pas privé, puisque les «ventres» de latex que Valérie Cartier a suspendus sur des fils à linge, comme des images tactiles, voisinaient avec les tasses à café multicolores de Castebajac et les caisses de vin que Mijarès avait remplies d'inquiétantes roquettes chromées... La gastronomie est présente par le catalogue lui-même puisque, à côté des reproductions commentées des oeuvres de l'exposition, il présente des recettes de cuisines «prêtées» par 5 grands cuisiniers.

L'enjeu était important pour ce nouveau lieu, dont c'était l'exposition inaugurale. Le public est venu essentiellement des écoles, des collèges, des lycées et de l'université, qui, avec l'appui de l'Inspection Académique et de la DRAC, ont pu faire bénéficier leurs élèves d'une approche guidée des oeuvres, sous la forme d'animations ou d'ateliers conduits par des professionnels. L'exposition a même servi de support pour la formation de formateurs de l'IUFM.

Quant au public non scolaire, il ne vient,

pour l'essentiel, que le week-end; c'est la leçon qu'il faut tirer de l'expérience de l'ouverture le dimanche après-midi. C'est évidemment une contrainte un peu gênante pour un établissement scolaire, mais c'est d'une part le seul moyen de toucher un public plus large, et d'autre part, c'est financièrement rentable puisque les entrées ont largement permis de rétribuer une personne pour la surveillance.

Enfin, l'exposition a constitué pour les élèves de l'établissement le support d'un grand nombre d'activités pédagogiques: actions de sensibilisation en relation avec les programmes d'enseignement (approche des langages artistiques), mais aussi actions d'animation (organisation de repas thématiques par les élèves de Seconde Professionnelle), actions de communication (radio, vidéo et conception/réalisation d'objets liés à l'exposition: tee-shirt d'artiste, exposition/vente d'épices, cartes postales...)

Pour commander le catalogue de l'exposition: Rur'Art - LEGTA Venours - 86480, ROUILLE - Tél/Fax: 49 43 62 59 (au prix de 60F, frais de port inclus).

■ **Contact: Monique Stupar**



Daniel Spoerri
Petit déjeuner en bronze - 1994
(exposition Saveurs, Délices et Arts)

Des animations, des expositions, des spectacles, un lâcher de pigeons accompagnaient l'envol de Colombus, signe de la convivialité et de l'échange.

T UNIFICATION

de Colombus

son envol le 5 juin 96 avec un objet réalisé au domaine des artistes Marie-Laure Bourgeois et Vincent Bêcheau pendant leur résidence au Lycée Agricole de Périgueux.

Porte-parole de Colombus, ce colombier d'architecture moderne constitue un outil pédagogique : les jeunes peuvent observer les pigeons, une table d'orientation installée sur la terrasse précise les écoles rurales déjà impliquées dans Colombus, ainsi que la direction des capitales européennes.

Animations, des ateliers, des ateliers de Colombus, sous le signe de l'échange.

de l'agriculture, la maïse, l'égalité du départ.

Porte-parole de Colombus, ce colombier d'architecture moderne constitue un outil pédagogique : les jeunes peuvent observer les pigeons, une table d'orientation installée sur la terrasse précise les écoles rurales déjà impliquées dans Colombus, ainsi que la direction des capitales européennes.



Photo : Barbara Payencet/Imagitext Aquitaine

Inscrit dans le cadre des Résidences de l'Art en Dordogne, ce projet a été suscité par le sujet : Art - Nature Transformée - Nature Transformante.

Sur ce sujet, les équipes pédagogiques du lycée, les élèves, les responsables du domaine des Chaunnes ont choisi de réfléchir avec des créateurs.

Sont entrés dans le jeu de Colombus :

- la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt d'Aquitaine,
- la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Aquitaine,
- le Conseil Général de la Dordogne,
- le Complexe Régional d'Animation Rurale et Culturelle,
- l'Association Départementale de Développement Culturel en Dordogne,
- le Lycée Agricole de Périgueux/Etablissement Public Local d'Enseignement Agricole,
- le Centre de Ressources et d'Innovations sur le Tourisme en Espace Rural des Chaunnes,
- le Groupement Colombophile de la Dordogne.

Par le biais d'un jumelage entre l'Education Nationale et l'ADDC, les enfants de 28 classes des cantons de Brantôme et Chancelade et ceux des écoles de Château-Levéque et Paussac-Saint-Vivien s'initient déjà au jeu de Colombus.

Le Lycée Agricole de Périgueux et notamment sa classe de 4ème technologique ont développé des ateliers pédagogiques sur l'élevage,

L'envol d'architecture, l'histoire, les concours de pigeons, mais aussi sur l'imaginaire engendré par cet animal mythique.

Colombus a pris son envol lors de l'inauguration du colombier des Chaunnes par les artistes Marie-Laure Bourgeois et Vincent Bêcheau pendant leur résidence au Lycée Agricole de Périgueux.

"L'école sous le signe du pigeon"

(...) "L'objectif de cette initiative est de créer un réseau de colombiers dans les écoles rurales et d'amener les enseignants et les élèves à réfléchir sur les méthodes de communication. (...). L'implication du réseau colombophile périgourdin pérennise et crédibilise l'initiative. Aborder le troisième millénaire sous le signe du pigeon voyageur peut apparaître comme un défi passiste, pourtant l'idée des initiateurs est tout autre. Les deux artistes, Marie-Laure Bourgeois et Vincent Bêcheau souhaitent que, derrière le pigeon et les ateliers artistiques, zoologiques ou poétiques puisse s'installer une véritable réflexion sur les images virtuelles, Internet ou la communication en général. Ces médias existent et les enfants doivent développer un sens critique à leur égard. Qui mieux que le mythique pigeon voyageur peut symboliser le monde de la communication?" -

Extrait du Communiqué de presse Arnaud Galy/Imagitext Aquitaine.

Les personnes intéressées par ce projet peuvent contacter Marie-Laure Bourgeois et Vincent Bêcheau au (16)53 82 40 09.

En ce qui concerne la résidence du Lycée Agricole de Périgueux, vous pouvez vous renseigner auprès de Martine Hauthier (57 25 13 51), coordinatrice du projet ou M. Cestac (53 02 62 00), Proviseur du Lycée Agricole de Périgueux.

■ Martine Hauthier
CRARC Aquitaine

PAYSAGE

Champ'Art et les mémoires de paysage

Champ'Art maintient le cap (bien évidemment inépuisable) de son exploration des plis et replis du paysage champardenais et de ses représentations, persuadé au moins que ce champ-là est apte à mobiliser l'action pluridisciplinaire chère à nos modules et à un savoir relié à la vie. Permettre aux élèves de lycées agricoles de produire du discours et du geste étonnants à partir de leur environnement, et grâce à l'apport vécu et vivant d'artistes contemporains exigeants, c'est les initier à la double vue de leur avenir.

L'année 95-96 a débuté par l'observation quasi quotidienne et inquiète de la parcelle «Monts 1» de l'exploitation agricole du Lycée de Somme Vesle (51), de cet habit de tissu agricole qui avait été apposé à 19 hectares de terre par Jean-Paul GANEM, une rigoureuse parure



La désormais fameuse jachère composée par JP Ganem au LEGTA de Somme-Vesle

«écossaise» (ou «Vichy») qui soulignait par la surenchère (trois semis - Phacélie, Moutarde, Ray Grass - superposés par endroit) l'artifice cultural en même temps que l'enjeu esthétique de l'agriculture.

La photographe Évelyne COUTAS a commencé un travail tout en durée autour des secondes du dé clic de l'appareil posé devant le paysage bâti du lycée de Saint Pouange (10) mises en images des regards portés par les élèves de STAE sur un territoire ni anodin ni anonyme puisqu'ils l'habitent au quotidien. Répertorier, faire signifier, enfin fixer quelques temps ce paysage reconstruit par les critères de direction et de mouvement du cliché photographique. Et encore sélectionner, tirer, accrocher ces fenêtres paysagères aux murs du lycée.

Le sculpteur Dominique LABAUVIE est venu au lycée forestier de Croigny (10) pour y introduire une approche singulière d'un lieu paysager aux fonctions elles aussi singulières, l'arboretum, pour y impulser une dérive inédite des élèves de BEPA pendant une semaine. Au-delà de la réalisation de maquettes pour un aménagement sensible d'aires de déambulation dans l'arboretum,

l'aventure fut dans la marche réinventée, dans l'arpentage du lieu, dans la confrontation parfois aiguë des corps et des discours à ce beau paysage «humain, trop (?) humain».

Puis à Somme Vesle, il fut question, toujours avec Dominique LABAUVIE, du paysage agricole et de ses accroches pour spécialistes de l'espace rural à travers le «délire» de quatre regards portés sur les limites cadastrales, l'habitat, les machines agricoles et les traces de leur passage laborieux, à rechercher le moment où ces regards basculeraient dans l'«absurde» du paysage, l'utopie. Ce sont les élèves de Seconde qui l'ont matérialisé en élevant un cadastre monumental de bois et de toiles, en construisant des machines agricoles adaptées au non lieu de leur support imaginaire, en révélant les négatifs de plâtre des sillons de la terre ou en faisant pulluler un habitat fantasmagique dans les vides et recoins du mobilier administratif réformé. Il y a, c'est évident, du Bateau ivre dans cette affaire, un côté grain de sable perturbateur mais formateur dans l'enceinte de lycées agricoles.

Ce sont ces instants privilégiés qui se devaient d'être mis en perspective: d'où l'inauguration d'un moment de colloque qui permettrait aux élèves et au public de débattre de leurs pratiques d'acteurs et de spectateurs du paysage, avec des invités (Colloque «Mémoire de Paysage», 15 novembre 95, avec Roger BALBONI (sociologue), François BAZZOLI (historien d'art), Denis PONDRUEL, Jean-Claude GANEM, Christelle LERISSE et Thierry PERTUISOT (artistes intervenants dans les lycées)

Les questions du paysage pittoresque et du marquage du territoire seront à l'ordre de la rentrée avec les ateliers de la peintre Sylvie PLATEAU (et les élèves de Seconde du lycée viticole d'Avize-51) et du sculpteur Christian LAPIE (et les étudiants de BTS du lycée de Saint-Laurent-08).

■ Contact: Yves Botz
Champ'Art - Lycée Agricole de Somme-Vesle
51460 SOMME-VESLE

Courrier

L'étude d'une procédure de développement local (stage M4 du bac technologique) a permis aux élèves de l'OOTAE du lycée Georges Desclauze (Saintes) de s'initier fin avril aux pratiques de l'archéologie. En effet le thème du stage s'articulait autour des aménagements du site gallo romain du Pâ sur la commune de Barzan (17). A cette occasion ils purent, après quelques rudiments de théorie apportés par les responsables scientifiques du chantier, participer à une fouille archéologique aux pieds des murs du temple principal de cette antique cité.

De l'avis de tous, ce fut le meilleur moment de cette semaine; gageons qu'il fasse naître des vocations...

■ Didier Dupas
Professeur d'Éducation socio-culturelle
LEGTA SAINTES

" Ne touche pas à mon paysage ! "

Sujet sensible que celui du paysage ! ... on se l'approprie, on le fait sien en y mettant ses propres valeurs et on a du mal parfois à entendre l'interprétation de l'autre.

Cette conclusion, notre classe de BTS TV du CFA d'Orthez l'a menée au terme d'un projet de communication intitulé " un photographe dans le paysage ". En effet de novembre 1995 à février 1996 nous avons rencontré plusieurs fois, un photographe bordelais : Jean Luc Chapin, spécialiste du paysage. Il nous a expliqué sa démarche professionnelle de prise de vues et nous a fait entrer dans le monde de l'expression artistique.

Son premier réflexe est de l'ordre du sensible. Ses photos doivent exprimer le ressenti, l'indicible et son obsession est de leur donner un sens.

Ensuite sa démarche est formelle. Quelles sont les lignes, les reliefs, les volumes du lieu ? Ainsi recherche-t-il la ligne d'horizon : forme la plus apurée. " Toujours entre nature et architecture ", " en limite d'affleurement " où terre et ciel se confondent, où l'on se demande lequel

accoste l'autre. Pourtant il fuit la symétrie de la ligne droite et la composition académique et préfère l'anticonformisme qui étonne.

Mais le paysage ne se réduit pas aux apparences de la forme, il témoigne aussi de l'histoire des hommes. Face au vignoble bordelais ou au Bassin d'Arcachon : deux de ses thèmes de travail. Jean Luc Chapin suggère l'activité humaine en l'évoquant par des détails inattendus parfois.

Ainsi, sur une photo hivernale de Cos d'Estournel en Médoc, les vignes fraîchement taillées sont enveloppées de flou. Fantaisie du photographe? Non, en fait la photo est prise à travers un nuage de fumée émanant d'un feu de sarments, pratique courante chez les viticulteurs après la taille. Ce détail révèle le travail humain, omniprésent dans ce paysage entretenu, ordonné et façonné par des générations. L'expression du vivant dans le paysage est une obsession pour l'artiste ...

De façon générale, Jean Luc Chapin a le souci de la vérité, il ne produit jamais de papier couleur glacé type publicité. Ses photos sont en noir et blanc, la nature y est difficile et tourmentée : le pêcheur d'Arcachon tire ses filets sous la pluie, l'ostréiculteur est plié en deux sur ses huîtres.

Nous qui ne connaissions pas le monde de la photo, nous avons découvert la démarche authentique de quelqu'un qui n'embellit pas la réalité tout en la rendant expressive.

Nous avons consigné toutes nos observations dans un carnet de rencontres que nous avons édité grâce à un financement du CRARC d'Aquitaine et du CDEA des Pyrénées-Atlantiques. Et nous avons élargi la réflexion sur l'appropriation du paysage (son histoire, son devenir, ses enjeux ...) sous forme d'un débat ouvert au public et organisé dans le cadre des 15ème Rencontres audio-visuelles d'Orthez (Image/Image 96 qui fut notre partenaire tout au long de l'opération). Jean Luc Chapin était bien sûr présent et a parlé de notre travail commun.

Les élèves du Bac Pro Photo d'Orthez également présents ce soir-là se sont étonnés de la forme si peu classique de ses compositions.

Huit d'entre nous ont pris la parole pour présenter l'artiste et son oeuvre. Nous avons conclu que cette expérience avait été riche en enseignements mais que la vision de l'artiste sur son environnement n'était qu'une possibilité



Jean-Luc Chapin avec la classe de BTS du CFA d'Orthez

parmi tant d'autres. Nous avons donc proposé de terminer la soirée en soumettant six invités au jeu de la lecture de paysage. Nous avons projeté deux diapositives représentant des paysages familiers de notre région: une colline basque habitée de moutons, et une plaine irriguée, semée de maïs en Béarn.

Cette fois, nous étions dans le public.

Le militaire invité voit dans la colline un excellent moyen pour déployer des troupes, considère le point culminant comme un point d'observation idéal ... le champ de maïs parfait pour dissimuler des fantassins ... sourires dans la salle! ... il nous faisait un plan de guerre sur terrains bien pacifiques (enfin, c'est bien comme cela que nous les avons vus jusqu'alors!).

Le notaire, c'est sûr, allait nous parler de la valeur foncière des terres (réflexe professionnel!). Eh bien, non! Le notaire était poète et voyait dans la rondeur de la colline basque l'expression de la " douceur de vivre " du pays. Un mot de trop, pour les autochtones présents qui contestent la vision " touristique " de leur paysage. Le travail en terre d'élevage est infiniment plus difficile que sur les plaines maïsicoles, nous disent-ils.

L'agriculteur, ne pouvait que nous faire une analyse des systèmes d'exploitation présents : agro-pastoral pour l'un, polyculture pour l'autre. Pas du tout ! il avait été froissé par un mot malheureux du peintre. Ce dernier, sensible à la luminosité du ciel regrettait la présence d'un pivot d'irrigation qui " pollueait le paysage ". Aie! nous voilà embarqués malgré nous dans un

débat sur l'agriculture moderne où rentabilité et environnement ont du mal à trouver leurs limites.

Le géologue a fait une lecture technicienne du paysage, le géographe quant à lui a réalisé l'exposé le plus complet. Il a abordé l'aspect historique, agronomique, géologique, climatologique, écologique et a parlé des spécificités locales. Incontestablement c'est lui qui a eu la vision la plus riche et la plus détachée des sentiments. Question de formation!

Le débat a été ensuite relancé sur l'anticipation : notre responsabilité vis à vis de nos paysages.

Oui, nous avons les paysages que nous méritons! Ils sont le fruit des remembrements, des choix techniques et du type d'organisation sociale que nous adoptons.

Le photographe porteur de toutes ses nouvelles données aura désormais la délicate mission de faire parler ses photos au-delà du visible car le paysage est très riche de connotations.

■ La classe de BTSA TV et

■ Marie Ange Guichot

leur professeur d'Education Socio Culturelle

VIDÉO

Bar-le-Duc: un LEGTA sur la plus haute marche

Tous les ans sont organisées à Bagnères de Bigorre (65), les Rencontres Lycéennes de Vidéo, manifestation créée en 1989, sous l'impulsion d'enseignants de l'Éducation Nationale regroupés avec des élèves dans une association: R.L.V. (Rencontres Lycéennes de Vidéo).

Quelques lycées agricoles participent à ces rencontres et, cette année, le 19 mai 96, le Lycée Philippe de Vilmorin, à Bar-le-Duc (Meuse) s'octroie le Grand Prix pour le film *Sécheresse*.

Quarante trois lycées de l'Éducation Nationale étaient présents, contre huit de l'Agriculture, et, pour la première fois, un lycée agricole accède à la plus haute marche du podium.

Il faut aussi tirer un grand coup de chapeau à l'équipe organisatrice du festival, composée exclusivement de bénévoles, dont la volonté est de faire se rencontrer le plus de lycéens possible autour de la créativité et d'une passion commune: la vidéo. Le Lycée de Bar-le-Duc le confirme: leur pari est réussi.

Pour plus de renseignements:

■ R.L.V.- Lycée Victor Duruy,
Allée Jaurès

65201 BAGNERES DE BIGORRE

CEDEX

(Tél/Fax: 62 91 05 75)

ou

■ Patrick Lagneau,
professeur d'Éducation
socioculturelle,

EPL AGRO Technopôle Philippe de
Vilmorin - 5500 BAR-LE-DUC

(Tél: 29 79 98 20)

galettes noires?).

Rebelle et agricole sont les deux faces (mots clefs?) de ce disque "garage punk" qui interroge le statut de manager agricole ("René") et l'utopie rustique ("Faut-il sauver?").

Le disque est disponible contre 15F + 10F de port. (Chèque à l'attention de l'ASC du Lycée de Somme Vesle, 51460 SOMME VESLE)

■ Contact: Yves Botz, tél. 26.68.66.00.

ENVIRONNEMENT SONORE

"Appellation Sonore Contrôlée" un concert d'arômes sonores

Dans la douceur des soirées de mai, le Lycée Viticole de Libourne-Montagne a accueilli dans son chai de nombreux visiteurs pour une dégustation sonore.

C'est en septembre 94 que Pascal Le Roux, prof d'Éducation Socio Culturelle, passionné par les sons, lance l'idée de réaliser avec une classe de BTA un parcours sonore dans le chai de l'établissement, avec la complicité de Stéphane Guignard, musicien professionnel du groupe "Eclats", spécialiste de recherche en musique contemporaine.

Au delà de l'aspect artistique, il s'agissait également de montrer que de nouvelles voies d'accueil et d'animation des chais de la région

MUSIQUE

Le 45 t, encore...

Les élèves du lycée agricole de Somme-Vesle ont le plaisir de mettre en vente le disque vinyle 45t réalisé par quatre d'entre eux dans le cadre du projet d'action culturelle du module M4 de Terminale STAE.

Formation d'un groupe (les CUTS) avec son répertoire et le désir de réaliser un disque (enregistrement professionnel en studio, gestion de la démarche de production puis de distribution), une idée lancée un peu comme une provocation à leur prof d'éducation socio-culturelle, et qui a fini par prendre corps de vinyle (une idée peut-être malheureuse du prof en question un peu nostalgique de l'époque des

pouvaient être ouvertes.

Cette idée originale, innovante, a très vite reçu le soutien de l'IDDAC (1), du CRARC, de la DRAC et de la DRAF qui ont permis la réalisation de ce parcours sonore et le concours de l'Ecomusée du Libournais.

Cette réalisation a été préparée sur deux années scolaires :

- un an de récolte, micro en main, pour apprendre à écouter et à apprécier chaque son.

- une autre année, en studio cette fois pour analyser les harmonies, les corriger, les souligner par un traitement électro-acoustique. Enfin, la mise en espace fut confiée à des techniciens son et lumière.

Par petit groupe et pendant 4 soirées, les visiteurs, après une dégustation des vins de l'établissement dans la salle d'accueil où était installée une exposition de l'Ecomusée du Libournais " La naissance du vin ", furent invités à parcourir cette magie sonore dans un décor lumineux et adapté.

" Le murmure des tarins naissant, une bulle éclatant dans l'alcool qui bouillonne, le raisin qui

mijote et les parfums qui s'impatientent... C'est véritablement la voix profonde du vin, cette alchimie qui retient son souffle de peur de réveiller quelques sons incongrus, que les élèves sont souhaité mettre en relief. Des saveurs acoustiques insoupçonnées à déguster sans modération " (...).

Extrait de presse - Le Résistant du Libournais.

De bons échos dans la presse, une bonne fréquentation du public surpris et satisfait, l'opération s'avère très positive.

Cependant, cela a nécessité une attention et une mobilisation de la part des initiateurs pour motiver les élèves sur la durée pour un projet en musique contemporaine, ainsi que les collègues toujours un peu sceptiques.

Toutefois, la rencontre entre la technique et l'artistique s'est réalisée au moment de l'installation et de la visite de l'exposition.

Un de nos souhaits serait d'installer à demeure un système permanent de diffusion sonore avec un éclairage adapté, mais les problèmes financiers et techniques ne sont à ce jour pas encore résolus.

■ **Martine Hautbier**
CRARC Aquitaine
57 25 13 51

■ **Pascal Le Roux**
Lycée Viticole de Libourne-
Montagne
57 51 01 75

(1) IDDAC : Institut Départemental de Développement Artistique et Culturel.



LA LETTRE DE L'AUDIOVISUEL

Images en question -
Questions d'image

Plusieurs dizaines de réponses au questionnaire envoyé dans tous les établissements. Sans que nous puissions faire ici une synthèse, nous pouvons, après une première lecture de contributions (souvent très denses), dégager un certain nombre de points forts.

La diversité des pratiques pédagogiques, au sein de l'enseignement agricole, sur l'image, avec l'image, ou pour l'image, est très grande, tant du point de vue des contenus, des priorités, de l'importance qui lui est accordée ou encore des modalités propres à chaque démarche.

En conséquence, les attentes en matière d'approfondissement théoriques ou pratiques, et d'échanges, sont extrêmement diverses. Si, d'une façon générale, les possibilités d'une éducation à l'image sont présentes et souvent soulignées (en opposition à ce qui se passe à l'Éducation Nationale), beaucoup déplorent l'absence de réseau, de cohérence, de politique dans les actions. «Le problème de l'image n'est ni pensé, ni géré, au sein de notre ministère, il est «explosé», comme les usages».

En ce qui concerne le choix d'une action particulière pour réfléchir à toutes ces questions, la lecture des réponses nous a conduit à opter, dans un premier temps, pour un stage de formation continue. Celui-ci, intitulé «L'image dans la culture d'aujourd'hui», se déroulera du 20 au 24 janvier 97 à Paris (voir le catalogue national des formations).

Le prochain numéro de Champs Culturels sera consacré à l'image, et fera état des différentes contributions des intervenants de ce stage, sur les thèmes suivants: l'image dans sa diversité (photographie, cinéma, vidéo,

multimédia...), l'image dans ses multiples fonctions (discours sur le réel, sur le savoir, sur l'art...), l'image dans ses différentes utilisations (réception, expression, animation...).

Mais d'ores et déjà, vous pouvez proposer sur ces questions vos propres contributions, articles, réflexions. (à adresser à Jean-Paul Achard - ENESAD avant fin février)

précise, documentée et rigoureuse les savoirs sur la question. Ils me semblent, comme le nom de la collection l'indique, indispensables pour tous ceux qui développent des formations sur ces sujets.

... et trois ouvrages sur la télévision

Dans la collection «Champs visuels», qui traite de façon interdisciplinaire des usages esthétiques et sociaux des techniques de l'image fixe ou animée, les éditions l'Harmattan ont publié deux ouvrages sur la télévision : Le pouvoir d'un média : TF1 et son discours de Jean-Pierre Esquenazi et La télévision et ses spectateurs, sous la direction de Jean-Pierre Esquenazi, ce dernier ouvrage regroupant les contributions de plusieurs auteurs effectuées dans le cadre du colloque de Metz sur la télévision.

Par ailleurs, aux éditions INA-Anthropos, François Jost et Gérard Leblanc consacrent un livre à La télévision française au jour le jour.

On trouvera ci-dessous un peu plus de détails sur chacun de ces livres.

■ Jean-Paul ACHARD
ENESAD.

Bibliographie

Deux ouvrages sur la communication...

Dans la collection «Les indispensables de l'information et de la communication» les Editions d'organisation, ont publié deux ouvrages :

Introduction aux sciences de l'information et de la communication, sous la direction de Denis Benoît et Les médias et la communication audiovisuelle, de René Prédal.

Ces deux ouvrages destinés prioritairement à des étudiants des premiers cycles universitaires (UER - IUT) spécialisés en sciences de la communication et en arts du spectacle, sont d'une très grande clarté. Ils synthétisent de façon

politique et communication - La cité et ses représentations - L'information - La médiation et la religion - La médiation esthétique - La société et ses codes - Espaces et territoires de la communication - Les médiations demain.

Ch 5) La communication interculturelle :

Notion d'interculturel et perspective méthodologique - La disparité des codes culturels - Les mécanismes socio-cognitifs face à l'altérité - L'imagologie interculturelle - L'importance du contexte.

Ch 6) Une introduction à la sémiotique :

Exploration d'un document ambigu - La phénoménologie de C.S. Peirce. Le signe dans la phanéroscopie - Sémiotique générale.

Ch 7) L'information documentaire : théorie et pratique : La communication et l'information documentaire - Les objets documentaires - Les systèmes de l'information documentaire - Le traitement de l'information.

Ch 8) La communication audiovisuelle :

L'image - La reproduction des images et des sons : les mass-média - Cinéma et 7ème art - Le paysage audiovisuel et la télévision - De l'industrialisation de l'audiovisuel aux nouvelles images - Analyse des messages iconiques - La publicité.

Ch 9) Eléments d'histoire de la communication écrite : L'invention de la communication écrite - L'écriture et sa diffusion - Espace social et communication écrite - La naissance de la presse moderne - Les nouvelles formes de la communication écrite.

INTRODUCTION AUX SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Sous la direction de Pierre Benoît

Editions d'organisation, 1995, 348 p, 198 FF

Ce manuel, véritable introduction à l'étude puis à la pratique de l'information et de la communication, est conçu pour être utilisé comme une entrée en matière très complète. Toutes les notions sont abordées avec notamment des synthèses en début de chaque chapitre et de nombreux résumés au cours des développements pour faciliter les repères et la mémorisation des points principaux.

■ Structure de l'ouvrage:

Ch 1) Théories et modèles de la communication : Communication et information - L'échange langagier - L'approche psychosociologique - La perspective interactionniste.

Ch 2) Pratiques et mécanismes de la communication : Les différentes pratiques de la communication - Les mécanismes de la communication - Les mécanismes de la médiation dans les groupes et les organisations.

Ch 3) La communication «efficace» : L'étude de la communication et de la communication efficace - La pragmatique de la communication - Les enjeux de la recherche - Rhétoriques et techniques comportementales - Les techniques de l'influence.

Ch 4) Médiation, culture et société : La communication - Culture et société - Médiation

LES MÉDIAS ET LA COMMUNICATION AUDIO-VISUELLE

René Prédal

Editions d'organisation, 1995, 348 p, 198 FF.

René PREDAL est Professeur d'études cinématographiques à l'Université de Caen. Il a publié de nombreux ouvrages sur le cinéma, la télévision et l'audiovisuel.

Aujourd'hui les médias audiovisuels assurent à eux seuls l'essentiel de la communication

humaine et constituent la branche florissante des industries culturelles. L'homme moderne doit être capable de recevoir correctement les messages que lui adressent ces médias, depuis ceux - univoques - des affiches publicitaires jusqu'aux signes - au contraire polysémiques - d'un film d'art et d'essai, en passant par les manipulations souvent fort subtiles de l'image télévisée.

Ce livre s'attache donc à faire comprendre les mass médias, ce qui est aussi nécessaire au XX^{ème} siècle que de savoir lire au XIX^{ème}.

■ Structure de l'ouvrage :

Ch 1) Signes, transmission et mass média - Ch 2) Représenter le réel - Ch 3) La photographie - Ch 4) Le phonographe et la radio - Ch 5) Le cinéma : histoire et industrie - Ch 6) Le cinéma : art et société - Ch 7) Les structures de la télévision - Ch 8) La société télévisée - Ch 9) La réception des médias - Ch 10) Les industries culturelles - Ch 11) Analyse de films - Ch 12) Analyse de produits télévisés : informations, débat et publicité

LE POUVOIR D'UN MÉDIA: TFI ET SON DISCOURS

Jean-Pierre Esquenazy

Jean-Pierre ESQUENAZY est Professeur à l'Université de Metz. Auteur de «Film, Perception et Mémoire», et d'articles portant sur le cinéma et la télévision, créateur des colloques de Metz sur la télévision.

Editions : L'Harmattan, 1996, 255p.

Tout discours possède ses propres règles : en étudiant celles qui organisent la programmation de TFI, on se propose de comprendre comment la chaîne pèse sur ses interlocuteurs, les téléspectateurs.

L'examen de la plupart des émissions de la chaîne révèle d'abord la profonde cohérence d'un style. Il permet ensuite de prendre la mesure d'un monde, celui de TFI. Ce monde repose sur deux mythes. D'abord le mythe de l'intimité qui unirait ses présentateurs et «ses» téléspectateurs : tout se qui se dit, à TFI passe par le canal de cette supposée intimité. La possibilité d'une information instantanée et impartiale constitue le second : toute parole en devient comme inéluctable, décisive. Le monde de TFI est à la fois celui de la présentation, productrice d'intimité et de l'impartialité, garante de la vérité de parole.

■ Structure de l'ouvrage :

1ère partie : La question du pouvoir

1) Qu'est-ce que le pouvoir d'un média ? - 2)

Le téléspectateur de TFI - 3) Le JT - la communication des informations - 4) Flux et programme : la dissipation - 5) Une architecture de pouvoir : la chambre holographique.

2ème partie : La présentation - 6)

Production de la chambre holographique - 7) Le direct - 8) Les instants émotifs et la modélisation du privé - 9) La chambre sentimentale.

3ème partie : L'impartialité - 11)

L'informateur, sujet de l'impartialité - 12)

Performativité de l'information - 13) Le sujet authentique - 14) Evénements, témoignages, histoire.

4ème partie : Interprétations

15) Le discours et l'argent - 16) Le pouvoir de TFI.

LA TÉLÉVISION ET SES SPECTATEURS

sous la direction de Jean-Pierre Esquenazy

Editions : L'Harmattan, 1995, 220 p.

Ce livre est la publication des actes du colloque de Metz, de mars 1994.

Qu'est-ce qu'un téléspectateur ? Il est parfois un prétexte, de temps à autre une ménagère de Capentras, ou encore la voix de l'opinion publique : les réponses usuelles sont pour le moins variées, et se situent à des niveaux d'intérêt très différents. Faire le point sur les différentes acceptions de ce terme est l'objectif de

cet ouvrage. Depuis le téléspectateur militant, en passant par le téléspectateur qui se souvient, le téléspectateur impliqué par le reality-show, le téléspectateur témoin de l'actualité, le téléspectateur reconstruit par la télévision, le téléspectateur modèle, etc., jusqu'à la multiplicité des téléspectateurs notionaux, les auteurs dessinent un portrait multiforme d'une notion qu'ils contribuent ainsi à cerner.

Et surtout, l'ensemble de leurs travaux permet d'envisager une articulation entre les différents «noms» du téléspectateur. Comprendre le fonctionnement de la télévision, n'est-ce pas d'abord comprendre le téléspectateur ? C'est-à-dire d'une part déterminer les pratiques des téléspectateurs et, d'autre part, évaluer les détournements que les téléspectateurs ne se privent pas d'opérer.

■ Structure de l'ouvrage :

Les différentes contributions des 13 auteurs sont structurées en 4 chapitres : 1) Historiques - 2) Talk-shows - 3) Informations - 4) Hypothèses

LA TÉLÉVISION FRANÇAISE AU JOUR LE JOUR

François Jost et Gérard Leblanc

Editions : INA-Anthropos, 1994, 143 p, 95 FF

Les auteurs : François Jost est professeur à Paris 3 et directeur du département des sciences et techniques de la communication, Gérard Leblanc est maître de conférence à Paris 3.

La télévision pénètre notre vie de multiples façons. Parfois nous la regardons avec une attention soutenue, à d'autres moments nous la surveillons du coin de l'œil, à d'autres moments encore ses paroles se perdent dans le brouhaha des conversations.

Ce que nous connaissons de la télévision, nous l'avons appris pour l'essentiel par imprégnations, comme notre langue, presque malgré nous. Grâce à des grilles, qui programment de plus en plus notre quotidienneté, se construit, au jour le jour, un savoir incertain, difficile à définir, certes, et dans

lequel, néanmoins, les téléspectateurs reconnaissent une appartenance nationale.

C'est donc en partant des émissions et des genres télévisuels auxquels elles appartiennent que cet ouvrage se propose d'aborder la télévision française.

La télévision, telle que nous la vivons aujourd'hui, est un phénomène transitoire, promis à de profondes et rapides mutations. Mais qui changera le plus vite : la télévision ou le téléspectateur ?

■ Structure de l'ouvrage :

1) Histoire de la télévision française - 2) La télévision comme médium - 3) Programmes et programmation - 4) Les genres télévisuels - 5) Le journal télévisé et l'information - 6) La fiction - 7) Les clips - 8) La question du public

En conclusion : les auteurs s'interrogent sur le de venir de la télévision.

En annexe : dix pages de données statistiques sur l'équipement audiovisuel des français, la consommation par genre et par chaînes, les durées d'écoute...

ANIMATION REGIONALE

Action «TERRE» en Poitou-Charentes

À l'origine du projet, Rur'Art est le réseau régional des établissements agricoles de la région Poitou-Charentes pour les actions de développement culturel et artistique. Il dépend du Complexe Régional d'Informations Pédagogiques et Techniques (CRIPT). Il est piloté par un collectif constitué des professeurs d'Éducation socioculturelle.

Rur'Art propose la mise en œuvre d'un projet régional rassemblant sur plusieurs années (1997-2000) des actions locales ou régionales, qui rapprocheraient des objectifs de formation initiale et/ou continue et des objectifs de développement local.

Le comité de pilotage a proposé début 96 de définir un mot-clé, susceptible d'une action de communication forte : c'est le thème de la TERRE qui a été choisi (ce terme étant compris dans toutes ses acceptions).

Ce choix se justifie à la fois parce qu'il est ouvert à toutes les disciplines de notre enseignement (il permet des approches scientifiques, techniques, économiques, culturelles et artistiques),

parce que tous les établissements, quelle que soit leur spécialisation, pourront s'y investir, et enfin parce qu'il permet d'y intéresser l'ensemble des services du ministère (DDA, INRA, enseignement supérieur...) et nombre de partenaires (DRAC, profession agricole, milieu associatif...)

Cette action s'explique par la volonté exprimée par la DGER de renforcer la mission d'animation rurale des établissements en l'articulant avec la formation initiale, et de valoriser les spécificités de l'enseignement agricole en participant au développement du milieu rural.

C'est pourquoi, après consultation des équipes des établissements, l'objectif est maintenant de rassembler sur cette thématique les acteurs intéressés, pour définir les collaborations possibles, sachant que peuvent entrer dans ce cadre soit des actions nouvelles soit des actions déjà prévues, et qui souhaiteraient s'inclure dans la dynamique.

De la terre à la Terre... le développement des territoires : La réflexion engagée au niveau des établissements agricoles montre une grande diversité des approches, et les équipes

pédagogiques proposent que soit enclenchée la phase d'ouverture aux partenaires.

A ce jour (début septembre 96), 10 établissements agricoles ont donné leur accord de principe pour leur participation à l'opération, sachant que les actions prennent des directions variées et complémentaires : des actions artistiques et culturelles (arts plastiques, cinéma, théâtre...), des actions de coopération internationale (avec l'Afrique notamment), des actions de développement local (environnement, valorisation de ressources locales, ...), des actions de production d'outils pédagogiques (production de CD-Rom, d'expositions thématiques...)

Toutes ces actions sont inscrites dans le cadre de projets pédagogiques qui pourront se développer sur plusieurs années.

Dans le cadre d'une journée GRAF-FORMCO, les autres services extérieurs du ministère seront invités à étudier les possibilités de collaboration, soit sur les actions déjà définies par les établissements, soit à partir de propositions nouvelles de ces services (actions de développement local, P.D.D., opérations d'aménagement...)

D'autres contacts seront pris ensuite officiellement, en fonction des propositions issues de cette journée de réflexion/action.

Le volet culturel et artistique, quant à lui est en cours d'élaboration : régionalement, il sera structuré autour de l'exposition d'art contemporain «Terres d'ici et d'ailleurs», avec Charles Simonds (américain) et Ousmane Sow (sénégalais), les Rencontres «Cinéma Africain», et un programme de diffusion théâtrale (avec le Festival des Francophonies de Limoges) et de musique (avec le Festival Musiques Métisses d'Angoulême). Chaque établissement construit en plus ses actions spécifiques.

■ Pour information : Monique STUPAR.
Rur'Art. 49 43 62 59

thée des
aires.

ord
ien,
ns.

ia,

PARC

Parcs naturels régionaux et développement culturel: une mission qui s'élargit

Les Parcs Naturels régionaux sont des territoires qui tentent de marier protection des milieux et développement. Un développement basé en priorité sur la valorisation du patrimoine naturel et culturel. En effet, à la suite de nouveaux textes parus en 1993 et en 1994 dans le cadre de la loi paysage, ils « contribuent au développement économique, social et culturel du territoire et à la qualité de la vie ». (Décret du 1er septembre 1994 relatif aux Parcs naturels régionaux)

Les Parcs naturels régionaux sont au nombre de 32 actuellement, répartis dans la presque totalité des régions françaises. Le dernier né est le Parc Loire-Anjou-Touraine, classé par décret en juin 1996. (La liste complète des Parcs est disponible à la Fédération sur simple demande téléphonique ou écrite).

Quelques autres projets en cours devraient être labellisés prochainement.

■ **Nathalie Vicq-Thépot**
Chargée de mission culture et éducation, mise à disposition de la Fédération des Parcs naturels régionaux par le ministère de l'Agriculture.

■ Fédération des Parcs naturels régionaux de France, 4 rue de Stokholm, 75008 PARIS
Tel. : (1) 44 90 86 20. Fax : 45 22 70.

Des actions et stratégies culturelles diversifiées

Un panorama des actions et des stratégies de développement en matière culturelle vient d'être dressé, qui est disponible sur demande auprès de la Fédération. Ce panorama montre que les actions sont très diverses depuis la valorisation du patrimoine par des animations scolaires ou du grand public jusqu'à la mise en développement du théâtre, de la lecture, du cinéma itinérant. De plus, de nombreuses réflexions sont à l'étude, car à la suite de la loi paysage, les Parcs doivent renouveler leur charte. Ce « projet de territoire » de nature contractuelle, qui implique la région, les départements et l'Etat, lequel décide du classement du Parc pour une durée de dix ans, ne constitue pas une occasion d'une réflexion locale et d'une réflexion sur l'avenir du territoire. L'action culturelle a tendance à s'étendre au-delà des projets en quittant la seule dimension de la valorisation du patrimoine pour englober toutes ses formes de projets. Cette association d'ouverture à de nouvelles pratiques est une perspective à développer.

La dimension commune des projets est un point commun qui englobe aussi l'agriculture dans toutes ses formes de projets. Cette association d'ouverture à de nouvelles pratiques est une perspective à développer. Aussi la Fédération lance-t-elle un appel aux lycées et collèges, d'abord pour les projets communs dans les domaines de la culture et de l'éducation pour nous préparer à l'avenir.

Un appel aux lycées et collèges, d'abord pour les projets communs dans les domaines de la culture et de l'éducation pour nous préparer à l'avenir. La Fédération lance-t-elle un appel aux lycées et collèges, d'abord pour les projets communs dans les domaines de la culture et de l'éducation pour nous préparer à l'avenir.

En tant qu'opérateurs qui oeuvrent pour le développement humain des territoires, les Parcs et les établissements agricoles ont certaines missions proches qui pourraient être concrétisées en projets.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

ODYSSÉE

L'action culturelle dans l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire s'inscrit dans l'histoire plus vaste des écoles du ministère de l'Agriculture. Nos écoles ont une mémoire collective, une identité spécifique constitutives d'une culture impliquant une reconnaissance dans un ensemble définissant les contours d'un patrimoine commun aux étudiants et aux professeurs.

Les différentes disciplines se sont ouvertes à des interrogations épistémologiques aux confins de la philosophie et de la science. Dernièrement, les sciences sociales et les techniques de communication ont créé les conditions d'une ouverture sur les problèmes de la société.

Les associations culturelles d'étudiants ont, dès l'origine, fait preuve d'une belle vitalité, et ont souvent abouti à des réalisations de qualité. Il importe de partir de ces acquis et de s'inscrire dans le courant actuel, porteur d'avenir, des relations dynamiques qui se sont créées depuis dix ans entre l'enseignement supérieur et l'action culturelle dans la Cité.

La mise en place d'un projet culturel implique la définition d'une politique en relation avec les enseignements disciplinaires. La formalisation des objectifs permet de clarifier la place des étudiants ainsi que leur rapport spécifique. Il convient de distinguer quatre domaines d'intervention, sans les hiérarchiser ni à fortiori constituer un cadre de progression linéaire.

Tout d'abord, promouvoir une véritable culture d'école, qui s'appuie non pas sur des rituels confus, répétitifs, mais sur une histoire liée à un sentiment d'appartenance. La participation à un destin collectif implique une volonté de

rénover les *relations sociales*, les *strates historiques en relation avec les problèmes actuels*. Une *recherche historique exigeante et pluraliste dans ses sources d'inspiration* contribue à forger une *identité qui soit, à la fois, constitutive d'une mémoire actualisée, et tension vers l'avenir*.

En *deuxième lieu*, de *nouveaux départements* sont créés dans nos écoles pour développer des enseignements et des recherches sur la formation humaine et culturelle de nos élèves, futurs cadres et responsables pour qui les seuls savoirs scientifiques et techniques ne suffiront plus lors de l'exercice de leur métier. Des modules de formation sont intégrés et évalués dans les cursus avec des enseignements en sciences humaines et en sciences sociales, dans les domaines de la communication, de la maîtrise de l'information, mais aussi de la culture générale permettant une meilleure connaissance des grands problèmes actuels, qu'ils soient scientifiques, culturels ou sociaux; un des objectifs poursuivis par de tels enseignements est aussi de développer l'esprit critique, la créativité et les capacités d'innovation.

C'est en formulant une exigence culturelle de haut niveau qu'on parviendra à doter nos élèves du langage commun nécessaire à la circulation des savoirs et à la compréhension des modèles d'explication du monde. En effet, il est nécessaire

que nos élèves développent une démarche culturelle personnelle, seule garantie d'une ouverture d'esprit et d'une adaptabilité permanente face à un environnement personnel et professionnel en perpétuelle évolution.

L'action culturelle, au sens de la création esthétique, constitue l'axe majeur de ces nouvelles unités de formation. C'est par la pratique de la création que l'homme se reconnaît comme projet inachevé, se montre capable de réorganiser son champ de perception, et d'arrachement vis à vis du quotidien. La création esthétique, en ouvrant la voie à de nouvelles significations, crée les conditions de l'ouverture à la créativité scientifique et à l'invention de nouveaux modes de relations. Bachelard a remarquablement démontré les cheminements parallèles du poète et du savant... et l'on peut ajouter de l'homme d'action qui refuse la routine, la répétition, l'hibernation dans les habitudes. L'éphémère exposition du Grand Palais sur les rapports entre l'art et la science a été une révélation pour le grand public. L'imagination, «la plus scientifique des qualités», selon Baudelaire, permet les hypothèses unificatrices qui donnent un sens au savoir dispersé. Il convient à chacun de trouver les chemins de la création, à son propre rythme, dans un champ spécifique où il pourra laisser libre cours à sa «vision du monde» (Hegel) avec l'appui d'artistes éprouvés qui sauront démontrer et faire accepter les apprentissages humbles et les savoir-faire sans l'acquisition desquels il ne saurait exister d'œuvre réellement personnelle.

Cette unité de formation contribue aussi à l'organisation des loisirs culturels directement assumés par les étudiants, dans le cadre de clubs, d'associations formelles ou informelles. Certaines activités peuvent se situer dans le prolongement des enseignements, tels que les clubs de langues et les voyages à l'étranger, ou bien les clubs photo-vidéo conçus comme techniques de communication. Les aspects culturels du sport dans le cadre des «Inter-Agro» peuvent être analysés dans cette perspective. Dans un monde où la durée du temps de loisir a considérablement augmenté, l'identité personnelle ne s'affirme plus exclusivement par le travail. La culture, c'est aussi «l'égoïsme» au sens stendhalien du terme, plaisir de la lecture, de la poésie, de la musique, ou de la contemplation, ouverture à des activités contribuant à découvrir de nouveaux rivages, l'éducation des sens. Dans le même esprit, il convient d'encourager les étudiants à fréquenter les équipements culturels de la ville: panneaux d'exposition, politique tarifaire, participation aux équipements culturels universitaires...

La réflexion éthique se situe tout naturellement dans le prolongement d'une telle formation humaine et culturelle. Il est difficile de traiter lapidairement de la nécessité d'une réflexion éthique sans sombrer dans les stéréotypes. Disons pour simplifier qu'enseignants et étudiants sont confrontés à des contradictions

qu'il convient de surmonter par un retour à la tradition gréco-latine des universités qui ont répandu en Europe l'idée force d'une «Cité gouvernée par la Raison et par le Droit». Comment concilier la production de savoirs de plus en plus parcellisés et les synthèses unificatrices qui fondent les valeurs personnelles? Comment situer la fonction de l'enseignement supérieur comme référence vis à vis des nouveaux agents producteurs de connaissances individualisées: télématique, informatique, télédiffusion? Plus simplement: est-il possible d'approfondir et d'apporter des éléments au grand débat sur les nouveaux équilibres mondiaux, la bio-éthique, le relativisme culturel? Le séminaire de 1991 de la Conférence des Grandes Écoles, dans ses conclusions, a souligné qu'il est évidemment impensable d'effectuer des «cours d'éthique», mais est-il possible d'ignorer cette demande latente?

Le simple énoncé de ces hypothèses de travail et de ces principes directeurs démontre que notre action s'inscrit dans le long terme. Certes, l'explosion des connaissances et le progrès des techniques posent de redoutables problèmes d'organisation d'emploi du temps aux enseignants et aux étudiants, mais cette explosion et les bouleversements mondiaux suscitent des interrogations ouvrant des perspectives radicalement nouvelles à la formation humaine et à la réflexion éthique. A l'issue des années intensives des classes préparatoires, les étudiants peuvent trouver dans nos écoles cet «espace culturel intermédiaire» (Winnicott) où, tout en s'inscrivant dans une histoire, ils ont la possibilité de construire leur part inaliénable de culture permettant de considérer les nécessaires ruptures comme autant de possibilités ouvertes à de nouvelles frontières.

■ Jean-François CHOSSON, pour le Collectif ODYSSEE Enseignement Supérieur Agronomique et Vétérinaire

MISSION D'ANIMATION RURALE

Le bureau Développement et Animation Rurale et les actions culturelles

Quels contextes pour Champs Culturels ?

Grâce aux contacts réguliers avec les Services Régionaux de Formation et de Développement, les animateurs de réseaux culturels et les coordonnateurs de la convention Culture/Agriculture, le bureau Développement et Animation Rurale mesure l'importance de ce qui est entrepris. Importance renforcée par la rencontre des personnes qui agissent avec nos établissements et qui, pour la plupart, soulignent l'originalité de nos actions : associer l'enseignement à la mission d'animation rurale.

Une logique au sein du ministère

Conscient de cette richesse rencontrée dans les différentes régions et reconnues par nos partenaires, il est possible de répondre aux priorités que le bureau Développement et Animation Rurale a choisies :

- participer à une logique transversale entre réseaux : tourisme, environnement, agriculture durable pour n'en citer que quelques uns. Des alliances naturelles sont renforcées telles que tourisme et patrimoine. Le réseau tourisme a invité le réseau action culturelle en milieu rural à participer aux formations qu'il organise. Des liens avec les actions d'Éducation à l'Environnement telles que « 1000 défis pour ma planète » peuvent être conçues avec des artistes sensibles au paysage.

Des actions ont déjà été menées dans cet esprit ; multiplier des expériences analogues renforce la cohérence que nous recherchons.

- Répondre aux demandes tout en s'associant avec d'autres sous directions de la DGER. Le Bureau des Enseignements Technologiques et Professionnels et notre bureau s'associent pour un projet émanant de la Direction du Patrimoine qui concerne les jardins. La même démarche pour l'enseignement artistique est entreprise avec la Délégation au Développement et aux Formations du ministère de la Culture pour mettre en évidence la liaison « animation et formation artistiques ». Même souci de cohérence avec le Bureau de la Formation des Personnels et de l'Information qui nous a conviés à participer à des séances de travail.

Cette dynamique pratiquée avec les sous-directions de la DGER existe avec les services de la Communication du ministère puisque la volonté d'associer nos élèves aux prix Olivier de Serres prend forme et voit l'Inspection y participer. Il en est de même avec l'Inspection Générale de l'Agriculture et principalement J. Claude Rouard, auteur du rapport de 1992 sur la convention Culture/Agriculture.

Un partenariat ouvert

Cette recherche de cohérence se vérifie avec nos partenaires privilégiés :

- des rencontres avec le ministère de la Culture, sa Délégation au Développement et aux Formations et celle du Patrimoine. Une réflexion concernant la convention Culture/Agriculture se poursuit, des opérations prennent forme.
- des réunions avec la Direction des Écoles et de l'Animation de l'Éducation Nationale et le Centre National du Cinéma pour l'opération « lycéens au cinéma ». Ces derniers nous ont sollicités pour participer au protocole d'accord qui permet d'étendre cette action à tout le territoire. Ce contact n'aurait pu se faire sans la participation effective de nos établissements des régions déjà impliquées dans cette opération.
- des rencontres régulières avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports pour le suivi des

associations.

Le secteur associatif n'est pas exclu de cette réflexion et reste disponible pour associer leurs réflexions aux nôtres. Il est plaisant de constater que les chargés de mission « action culturelle » des grandes fédérations d'éducation populaire connaissent les actions réalisées en partenariat entre les associations locales qu'ils représentent et nos établissements. Connaissance qu'ils souhaitent approfondir pour mettre en œuvre des projets communs. A suivre...

Un travail au service de la formation

La finalité de ce travail en amont est de contribuer à donner un sens au savoir construit en prise directe avec le milieu. Un savoir qui prend en compte la raison et qui se marie avec le monde de l'imaginaire, du sensible, de la créativité, de l'éphémère et de la découverte. Une vision qui donne sa pleine dimension à la notion de citoyenneté et favorise l'ouverture d'esprit que notre enseignement défend.

Connaître et faire connaître participe à un travail de longue haleine. Les informations sont nombreuses concernant vos partenariats, vos spécificités, vos actions d'animation, vos synergies. Que vous soyez au niveau national ou local, du monde associatif ou de l'enseignement, vos actions, réflexions et projets restent importants à nos yeux.

Dans un contexte tel que celui-ci, la nécessité d'agir ensemble prouve que le réseau culturel a son rôle à jouer.

■ **Pascal Faucompré**
Bureau développement Animation
Rurale
Action Culturelle

Tél: 49 55 52 82 - Fax 49 55 50 68

INTERCULTUREL

Paysans du Sahel et d'Europe, regards croisés

C'est le nom de l'opération qu'Afrique Verte organise entre 96 et 98, avec la création et la diffusion d'outils d'information, d'exposition et d'événements culturels, centrés sur le monde paysan : sa place et son avenir, l'accès de chacun à la nourriture, l'abondance et la pénurie, les dimensions culturelles et symboliques des travaux et des produits agricoles. Chaque thème est développé dans une comparaison entre «ici», en Europe, et «là-bas», au Sahel, avec comme repère la question des céréales. Les expositions intègrent des photos, peintures, textes, créés par des Sahéliens et des Européens, des hommes et des femmes, chacun exprimant sa vision de soi-même et sa vision de l'autre.

Parmi les outils diffusés :

- dès septembre 96, une exposition informative de 20 panneaux 85x115, où alternent

textes de spécialistes et références culturelles,
- à partir de janvier 97, une exposition artistique composée d'une soixantaine d'œuvres de plasticiens et photographes,

- une vidéo de 20mn qui, sous forme de fiction, décrit le travail de terrain d'Afrique Verte,
- un catalogue d'animations à base de contes sahéliens et européens, pour les publics scolaires du primaire au lycée.

L'action globale se déroule sur 3 ans. Les outils sont itinérants et accessibles à un large public; ils sont proposés à des galeries d'art et des instituts culturels, mais aussi aux établissements agricoles.

■ **Contact: Jean-Marie Nicolas - Afrique Verte - 49, rue Glacière - 75013 PARIS (Tél: 43 36 00 33)**



CHANSON

UN CENTRE EUROPEEN POUR LA PROMOTION DE LA CHANSON À SAINT JULIEN MOLIN MOLETTE (42)

C'est une commune de 1000 habitants, dans le Parc du Pilat, dont le passé témoigne de la vitalité industrielle au XIXème siècle dans le secteur de la soie en étroite relation avec les canuts lyonnais.

Subsistent d'immenses bâtiments à l'architecture caractéristique que la commune a su utiliser pour faire du village un centre de tourisme culturel conjuguant à la fois la réhabilitation du patrimoine historique, la rénovation des anciens quartiers et l'accueil d'artistes et d'artisans d'art.

C'est dans ce contexte que Michèle BERNARD et Elisabeth PONSOT œuvrent pour la création d'un centre pour la promotion de la Chanson.

De quoi s'agit-il?

Créer un Centre de Ressources pour la Chanson au sein du territoire du Parc du Pilat. Les professionnels pourraient s'y retrouver, animer régulièrement des manifestations dans le cadre d'échanges interculturels européens; ils pourront également utiliser pour leur formation continue et intervenir dans les sessions organisées pour les jeunes chanteurs au début de leurs parcours et pour les pédagogues et les amateurs passionnés de la chanson.

Un lieu au service de la pédagogie :

La chanson sera la base de travail du centre. Elle est au centre de tous les Arts et de toutes les cultures : Musique, Littérature, théâtre, Danse, Chant, Polyphonie, etc. ., tout en étant un mode d'expression à part entière, un précieux témoin de l'Histoire, celle des sociétés comme des individus. Souvent méprisée, la chanson est

pourtant une part importante du patrimoine culturel de chaque pays.

Culture populaire, par excellence, elle touche toutes les générations. Elle est notre mémoire collective, mais avant tout un Art vivant, capable d'intégrer tous les styles musicaux, de s'adapter à toutes les mutations technologiques, sans pour autant perdre son âme.

Elle est aussi un outil de premier plan : en matière d'éducation et d'éveil des enfants, elle permet une approche directe de plusieurs disciplines artistiques, une meilleure appréhension du monde.

Enfin, grâce à la musique, la chanson est un moyen universel de communication, qui permet d'accéder de manière simple et vivante à d'autres cultures.

Ce lieu favorisera toutes sortes de rencontres et d'échanges :

- entre différents pays : jumelages culturels à plusieurs dimensions (entre villages, régions, Parcs naturels, écoles de chanson, groupes musicaux, cœurs d'enfants...)
- entre le village et les artistes
- entre les stagiaires venus de toutes sortes d'horizons

• entre les amateurs et les professionnels. L'expérience et les talents de M. BERNARD et d'E. PONSOT nous laissent entrevoir les perspectives dynamiques de ce centre qui a d'ores et déjà le soutien des collectivités locales et des Services de l'État.

■ **D. Menu en collaboration avec**
■ **M. BERNARD**

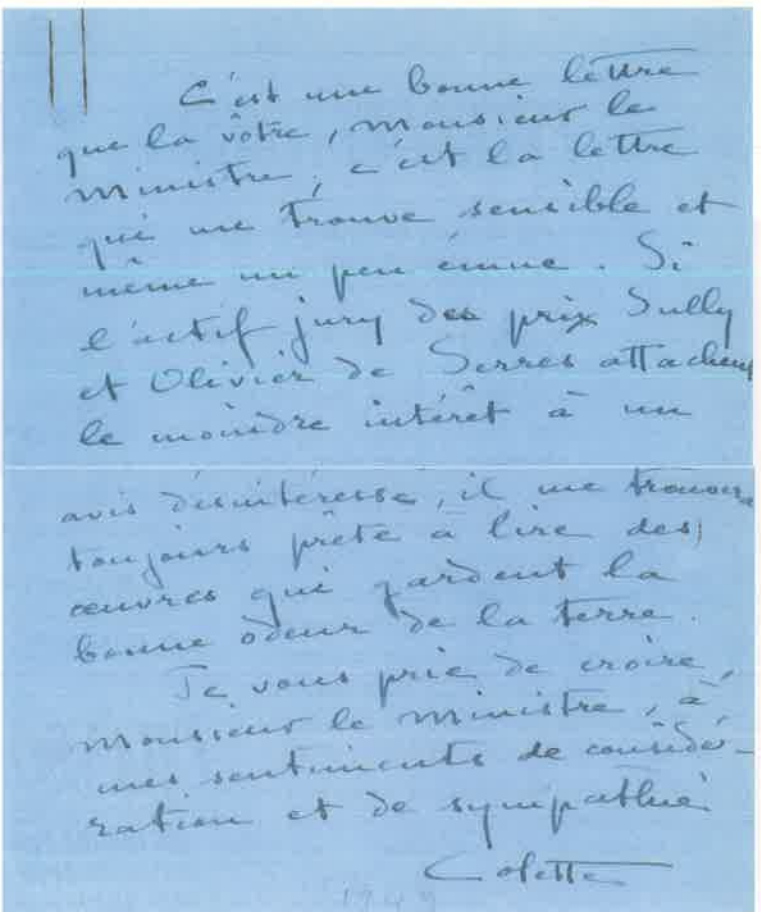
LITTÉRATURE

Prix littéraires

La 52ème édition des Prix Sully - Olivier de Serres se déroulera en mai 1997. Pour le ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, c'est à chaque fois l'occasion d'encourager la littérature de terroir. Ecrire sur le milieu rural, c'est l'aider à affirmer son identité et penser son avenir.

Ces prix ne manquent pas de grands noms ni dans la liste de ses jurys successifs, ni dans celles des lauréats. Des personnalités telles que Georges Duhamel, François Mauriac, Colette, Maurice Genevoix, Benoîte Groult ou Yann Queffelec se sont relayées pour couronner des écrivains comme Bernard Clavel («L'Espagnol»), Georges-Emmanuel Clancier («Le pain noir»), Henri Vincenot («Le pape des escargots»), Pierre-

Manuscrit de Colette, qui accepte de faire partie du jury des prix Sully - Olivier de Serres



Jakez Hélias («Le cheval d'orgueil»), Claude Michelet («Des grèves aux loups») ou Christian Signol («Les menthes sauvages»).

Le Prix Sully est destiné à récompenser un ouvrage déjà publié, qu'il soit sous forme de fiction ou de traité sociologique, ethnologique ou économique. Son auteur peut être français ou étranger mais doit écrire en langue française.

Le prix Olivier de Serres a été créé en 1990. Il est décerné à un manuscrit dont le contenu est une oeuvre d'imagination. Cette récompense existe grâce au mécénat d'entreprise. Les Editions du Cherche-Midi prennent en charge la publication dans sa collection «Terra» du manuscrit primé tandis que la société Reflex (réseau national de distribution de produits phytosanitaires, semences et engrais) succède aux Laboratoires Schering pour doter le prix de 25 000 F et de l'achat des 500 premiers exemplaires.

L'Inspection de l'Enseignement Agricole, la sous-direction de la politique des formations de l'enseignement général technologique et professionnel et la sous-direction de la formation professionnelle continue, de l'apprentissage, du développement, de l'animation rurale et de la coopération internationale de la DGER et le Service de la Communication ont souhaité que cette récompense démontre que la littérature peut être objet d'intérêt et de découverte. Ainsi, le Prix Olivier de Serres sera élu par un jury composé de jeunes lycéens de Première de l'enseignement agricole.

Pour la première année, des lycées des

régions Centre, Languedoc-Roussillon et Nord-Pas de Calais participeront à cette action qui devrait favoriser l'interactivité. Les lycéens auront pour mission de lire les deux ou trois manuscrits retenus par le Comité de Lecture et de désigner celui qui leur semblera le meilleur. En mars 1997, chaque lycée impliqué choisira ses deux représentants (un garçon et une fille) qui siègeront à Paris pour élire le prix Olivier de Serres 1997 sous la présidence de Patrice Lepage, auteur de «Le raconteur de monde», lauréat en 1995. Se joindront à eux deux délégués nationaux des élèves qui représenteront l'ensemble des élèves de l'enseignement agricole. Le prix sera remis en mai en présence de tous les élèves participants. Ce sera alors l'occasion pour eux de rencontrer le ministre, Philippe Vasseur mais également les personnalités membres du jury du prix Sully.

■ Service de la Communication
bureau de la communication externe
et des actions programmées
Marillys Macé - 49 55 59 35

STAGES FORMATIONS

Patrimoine et développement local

Le patrimoine est aujourd'hui sollicité par tous les acteurs du développement local: élus, techniciens des administrations, collectivités territoriales, agents touristiques, ... Sur quelle nouvelle idéologie s'appuie ce récent engouement pour le patrimoine? Comment les projets patrimoniaux participent-ils effectivement à des processus de développement?

A travers la description et l'analyse d'expériences patrimoniales par leurs responsables, il s'agit d'aider les stagiaires à repérer les stratégies de développement du projet, la forme et le sens du patrimoine sollicité, les dispositifs de financement disponibles, les effets en matière de développement local.

Ce stage, d'une durée de 4 journées entre le 18 et le 22 novembre, aura lieu à Goutelas (42).

Contact:

■ Denise Menu - LEGTA Cibeins Misérieux -
tél. 74 08 88 22

La gestion d'un projet culturel

Ce stage, proposé par l'ARSEC et la DRAP Rhône-Alpes, est centré sur le montage financier d'un projet culturel, et la législation spécifique au secteur artistique et culturel: recherche des partenaires financiers; élaboration du budget, types de contrats; cadres réglementaires; fiscalité, mode de rémunération des collaborateurs et des artistes; production et co-production, conventions entre partenaires; lecture de bilan et de comptes de résultats; étude de cas pratiques.

Il aura lieu du 21 octobre (à 14h) au 25 octobre (12h), au LEGTA de Cibeins Misérieux (01600).

Contact:

■ Denise Menu - LEGTA Cibeins Misérieux -
tél. 74 08 88 22

Couleur et mouvement

La Cité des Sciences et de l'industrie et le Musée d'Orsay proposent deux séries de formation.

La couleur

Quand l'Homme de l'art et l'Homme de sciences s'entrelient de la couleur, parlent-ils de la même chose?

De la physique à la psychologie, de la pratique du peintre aux théories esthétiques, la couleur ne se laisse pas enfermer dans un discours unique et reste encore insaisissable.

■ Mercredi 27 novembre, après-midi à la Cité des Sciences et mercredi 4 décembre, après-midi au Musée d'Orsay.

Le mouvement

Du mouvement des atomes à celui des planètes, tout est mouvement.

Au carrefour de l'art, de la science et des techniques, la naissance de la photographie conduit à l'analyse du mouvement et modifie la perception des peintres.

■ Mercredi 26 février, après-midi au Musée d'Orsay et mercredi 5 mars après-midi à la Cité des Sciences.

VOYAGE MUSICAL

Voyage dans les Cévennes avec un piano

L'Ardèche, pays des contrastes, pays magnifié, pays convoité, pays sur lequel tant de choses ont été dites et écrites,.....mais aussi pays où l'on vit, que l'on a envie de découvrir ou de redécouvrir !

Du 12 au 26 Juillet, l'ESPACE CULTUREL OLIVIER DE SERRES dépendant du LEGTA d'Aubonas en collaboration avec un Syndicat Intercommunal de la Montagne Ardéchoise (SIVOM du Tanaris) a proposé cette découverte ou redécouverte par un "Voyage" musical et poétique à travers neuf sites Ardéchois que des "célébrités" littéraires, musicales ou historiques avaient ou ont célébré (Beauvoir, Ferré, Planchon, Stevenson, White, Ferrat, Ravel, Dindé, Sand, Olivier de Serres...).

Un pianiste (Christopher BECKETT), une soprano (Alice BARNEY) et un conteur (André GRIFFON) ont "suivi" un piano à queue à travers des paysages, sites et monuments des plus somptueux aux plus insolites pour donner neuf concerts mis en scène par un homme de théâtre: Roger LOMBARDOT.

Bach, Schumann, Brahms, Mozart, Haendel, Litz, Chopin, Satie, Ravel, Granados, ... pour neuf soirées mises en lumières, en magies, en fête (sur l'eau sous le Pont d'Arc, devant château, abbaye, chapelle, église, sous les chênes, en haut de la montagne, sur les terrasses millénaires), neuf soirées pour le plaisir du voyage et de la rencontre.

S'approprier, se réapproprier une mémoire culturelle et historique de lieux en y alliant la beauté du spectacle; cette initiative a permis, aux sources de la mémoire collective, à une région, à ses habitants et aux touristes de s'appréhender différemment. Près de 2000 personnes s'y sont

rencontrées.

L'ESPACE CULTUREL OLIVIER DE SERRES a pleinement contribué par son action à mettre en vie la mission d'animation rurale reconnue par le Ministère de l'Agriculture ainsi que l'un des objectifs de la Convention Culture/Agriculture qui est de favoriser la création et la diffusion culturelle et artistique en milieu rural.

Soutenue par les collectivités locales, le département de l'Ardeche, la Région Rhône-Alpes, les Ministères de l'Agriculture et de la Culture, ainsi que par des institutions telles que EDF et la Caisse des Dépôts et Consignations, cette action a mis en valeur les possibilités et potentialités d'un partenariat diversifié au service de la culture au sein du milieu rural. A cet effet la Convention Culture/Agriculture signé en Rhône-Alpes a joué parfaitement son rôle moteur dans cette initiative du fait de l'implication des deux Ministères dès la genèse de ce projet.

■ Alain JUTON
Directeur de l'ECOS.

INFORMATION

Et si vous le faisiez savoir?

«Bonnes Feuilles» est une sélection de presse qui paraît une fois par semaine. C'est une publication du bureau de la communication de la DGER. Son objectif est de donner des informations ponctuelles sur l'enseignement, l'enseignement supérieur et la recherche, l'apprentissage, le développement agricole, l'animation rurale et la coopération internationale.

Cette sélection s'efforce également d'informer sur les grands problèmes de l'actualité. Sous une forme réduite «Bonnes Feuilles» est diffusé aux différentes structures de l'Administration centrale mais aussi aux services régionaux dépendant de la DGER, si éloignés soient-ils de la métropole.

Il est ouvert à toutes informations venant des SRFD, à travers la presse de chacune des régions.

Si vous souhaitez donner des informations sur votre région, vous pouvez envoyer des coupures de presse à :

DGER-SDAG
Bureau de la Communication
1^{er} Ter, Avenue de Lowendal
75007 Paris

Contact :
■ Marcel Lévy-Abégno
TEL : 01 49 55 52 95

LANGUES ET CULTURES REGIONALES

Depuis 1985, les langues et cultures régionales peuvent être intégrées comme matière facultative au cursus des élèves de cycle long (seconde, Bacs, BTA).

Pour les autres classes et éventuellement pour ces mêmes classes, les langues régionales qui font partie du patrimoine culturel rural, peuvent être intégrées dans différents modules ou P.A.E., dont la responsabilité incombe aux établissements, après accord du SRFD.

Dans ce cadre, les langues et cultures régionales peuvent être associées à de nombreuses actions d'extériorisation : animations culturelles (théâtre, chant, danse...), recherche ethnographique, étude du milieu (toponymie, ethnobotanique...)

Un petit groupe de travail souhaite se constituer sur le thème de l'intégration des cultures régionales aux actions d'extériorisation des établissements. Les personnes intéressées par ce sujet, ou qui ont mené des actions dans cet esprit, sont priées de me contacter.

■ Jean-Pierre Baldit
Responsable LPA "La Ricarde"
84800 LISLE SUR LA SORGUE

É C R I V E Z - N O U S É C R I V E Z - V O U S

CHAMPS CULTURELS

est la revue du réseau DGER
«Action Culturelle», dont la
coordination est assurée par

Joël TOREAU
LEGTA de Venours
86480 . ROUILLÉ
Tél / Fax: 49 43 52 69

Le contact à la DGER est assuré
par

Pascal FAUCOMPRÉ
FOPDAC - Développement ani-
mation Rurale
Action culturelle
Tél: (16 1) 49 55 52 82

ADRESSEZ-VOUS À VOTRE CORRESPONDANT RÉGIONAL

- pour tous renseignements
concernant *Champs Culturels*.

- pour toute contribution que
vous souhaitez diffuser dans
cette revue.

- si vous souhaitez disposer
d'exemplaires supplémentaires
de *Champs Culturels* pour diffu-
sion auprès de vos partenaires.

Les contributions doivent être
envoyées sur papier et disquette
(format Word 5 Mac ou PC),
avec photos (papier, diapo ou
Ekta) à Joël Toreau.

CORRESPONDANTS RÉGIONAUX DE CHAMPS CULTU- RELS

Alsace
J.L. SONTAG
LEGTA WINTZENHEIM
68920 Wintzenheim
Tél: 88 76 78 63
Fax: 88 76 78 67

Aquitaine
Martine HAUTIER
CRARC - LEGTA Libourne
33570. Montagne
Tél: 57 25 13 51
Fax: 57 51 36 81

Auvergne
Mme DEMONTARD
SRFD
Marmilhat - 63370 Lempdes
Tél: 73 98 01 93
Fax: 73 91 37 76

Bourgogne
Yves LHOMES
LPA Charolles
Chemin d'Ouze - BP 13
71120 CHAROLLES
Tél - Fax: 85 32 17 34

Bretagne
Françoise FLAGEUL
LEGTA Rennes/Le Rheu
Route de Cintré BP25 -
35650. Le Rheu
Tél: 99 29 73 45
Fax: 99 29 73 39

Centre
Brigitte GUÉGUEN
LEGTA Chartres
La Saussaye -
28630. Sours Cedex
Tél: 37 28 51 21
Fax: 37 30 86 76

Champagnes- Ardennes
Yves BOTZ
LEGTA Somme-Vesle
51460 Somme-Vesle
Tél: 26 68 66 00
Fax: 26 68 66 20

Franche-Comté
C. BAYER - LEGTA Vesoul
Le Grand Montmarin - BP 363
70014 VESOUL
Tél: 84 75 11 41
Fax: 81 51 11 90

Île-de-France
Christian CHANEAU
LEGTA Brie Comte Robert
RN 19
77120 Brie Comte Robert Cedex
Tél 64 05 08 32
Fax: 64 05 75 39

Languedoc-Roussillon
Claude ROUQUETTE
LEGTA Montpellier
3224, route de Mende BP 5052
34033. Montpellier
Tél: 67 63 20 22
Fax: 67 63 26 36

Limousin
Annie BURGUET
LEGTA Limoges
Les Vaseix
87430 Verneuil/Vienne
Tél: 55 48 00 50
Fax: 55 00 11 40

Lorraine
Marie-Noëlle BRUN
ARA-CRIPT
Domaine de Pixérécourt - BP 19
54220 Malzéville
Tél: 83 21 34 51
Fax: 83 21 36 82

Midi-Pyrénées
Luce QUÉHEC
ENFA
BP 87
31326 Castanet Tolosan Cedex
Tél: 61 73 04 25
Fax: 61 75 03 09

Nord-Pas-de-Calais
J.-F. CAUSERET
LPA LOMME
Rue de la Mitterrie -
59160 Lomme
Tél: 20 92 47 61
Fax: 20 09 27 99

Basse Normandie
Bernard LEROY
LEGTA Coutances
BP722 - 50207 Coutances
Tél: 33 45 41 10
Fax: 33 07 82 85

Haute Normandie
Dominique HURIER
LPA Le Neubourg
Rue Pierre Corneille -
27110 Le Neubourg
Tél: 32 35 15 80
Fax: 32 35 89 49

Pays de Loire
Geneviève GIBAUD
LEGTA La Roche/Yon
Route de Fontenay BP 799
85020 La Roche Sur Yon
Tél: 51 62 21 48
Fax: 51 05 31 69

Picardie
Charley ILLOUZ
LEGTA Crézancy
02650 Crézancy
Tél: 23 71 90 73
Fax: 23 71 17 08

Poitou-Charentes
Monique STUPAR
LEGTA Venours
86480 Rouillé
Tél: 49 43 62 59
Fax: 49 43 62 59

Provence - Côte d'Azur- Corse
Jacques TOUZAIN
LEGTA Aix Valabre
13548 Gardane-Cedex
Tél: 42 58 32 52
Fax: 42 51 56 94

Rhône - Alpes
Denise MENU
LEGTA Cibeins
Cibeins-Mirezieux
01600 Trévoux
Tél: 74 08 88 22
Fax: 74 08 88 34

Directeur de la publication : Hervé Bichat
Conception : Direction générale de l'enseignement et de la recherche
FOPDAC - bureau de l'animation rurale et du développement
1 ter avenue de Lowendal - 75349 Paris 07 SP
Réalisation PAO : Espérance Brendlé